



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec la Greffière adjointe au 613-764-5444, poste 228 ou par courriel à aroy@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Si vous avez des questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour, veuillez communiquer avec la Greffière au 613-764-5444 poste 235 ou par courriel à jbrizard@nationmun.ca



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-18

Type : Ordinaire

Date : 8 août 2022

Heure : 16h00

Endroit : Zoom

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis : aucune

Ordre du jour

- 1. Ouverture de l'assemblée**
- 2. Modifications et additions à l'ordre du jour**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**
- 4. Déclaration de conflit d'intérêt**
- 5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes**
 - 5.1 Procès-verbaux de la réunion ordinaire du Conseil tenue le 25 juillet 2022
- 6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal**
 - 6.1 Procès-verbal de la réunion du Comité de gestion du réseau d'aqueduc tenu le 15 juin 2022
- 7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration**
 - 7.1 Marc Legault, Directeur des travaux publics
 - 7.1.1 Rapport TP-17-2022
Vente de véhicule usagé (Equinox)
 - 7.1.2 Rapport ENV-08-2022
Appel d'offre pour collecte de déchet
 - 7.2 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme
 - 7.2.1 Rapport BL-04.2-2022
Exemption au règlement du bruit, 1348 rue Calypso
 - 7.2.2 Rapport PLA-11-2022
Boucle de conduite d'eau, Casselman
 - 7.2.2 Rapport BLD-07-2022
Remboursement des dépôts de permis de construction

7.3 Todd Bayly, Chef du service du bâtiment

7.3.1 Statistique des permis de construction pour le mois juillet 2022

8. Avis de motions proposées

8.1 Ville de Mississauga, Alerte Draven

8.2 Canton de North Glengarry, Demande de redécoupage de la circonscription électorale de Glengarry nord

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO

Avis de flambée

16. Correspondance

16.1 AMO, Infolettres

16.2 Leadership féminin Prescott-Russell, Lettre de remerciements

16.3 Gouvernement de l'Ontario, Réalisation accélérée de projets d'Internet à haut débit

16.4 Solliciteur général, Normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur en Ontario

16.5 Ville de Aylmer, Politique sur centre de réchauffement et refroidissement

16.6 Ville de South Bruce Peninsula, Pénurie de médecins en Ontario

16.7 Canton de Puslinch, Résumé et implications du projet de loi provincial 109

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 29 août 2022

17.2 Tournoi de Golf bénéfique annuel Francis Drouin, 19 août 2022

17.3 Tournoi de Golf annuel de la SDCPR, 26 août 2022

17.4 Tournoi de Golf annuel des Amis de la CNS, 9 septembre 2022

18. Huis clos

18.1 Nadia Knebel, Trésorière

Employé

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

20. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-17

Type : Ordinaire

Date : 25 juillet 2022

Heure : 16h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, oui
 Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, oui
 Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui
 Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui
 Conseiller quartier 4 Francis Brière, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
 Jasmin Lemieux, Assistant administratif
 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
 Nadia Knebel, Trésorière
 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation
 Doug Renaud, Directeur de l'eau et des eaux usées (~~Était-il en huis-clos?~~)

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 318-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 319-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adopté

Ajournement

Résolution : 320-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h00** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la *Loi municipale 2001* :

Section 239 (2)

(b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée;

(k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

Adoptée

Ré-ouverture

Résolution : 321-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **16h28**.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

5.1 Procès-verbaux de la réunion ordinaire du Conseil tenue le 11 juillet 2022

Résolution : 322-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté :

- Procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 11 juillet 2022

Adoptée

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

7.1.1 Rapport ZBL-08-2022-02

Partie du lot 28, Concession 1, Cambridge

7.1.2 Rapport BLD-06-2022

Demande de remboursement de dépôt pour permis de construction suite aux délais Covid-19

Résolution : 323-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le permis de construction énuméré dans la note de service BLD-06-2022 soit exempté de la section 2 de la cédule B du règlement 85-2005 (Règlement de permis de construction).

Adoptée

7.2 Benjamin Bercier, Gestionnaire du développement économique et touristique

7.2.1 Rapport EC-07-2022

Réallocation du Programme de support au développement touristique riverain de Prescott et Russell (2022)

Résolution : 324-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le conseil approuve un amendement à la demande au programme de support au développement touristique riverain de Prescott et Russell (2022).

Qu'il soit aussi résolu que le montant du programme serve à couvrir les frais d'entreposage des embarcations fournis sous le projet pilote de l'entreprise XplorNation, tel que recommandé dans le rapport EC-07-2022.

Qu'il soit aussi résolu que la résolution 184-2022 soit radiée.

Adoptée

7.3 Nadia Knebel, Trésorière

7.3.1 Rapport F-15-2022

Frais de redevance

Résolution : 325-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Attendu que le conseil doit s'assurer à ce qu'une étude de base sur les redevances d'aménagement soit complétée et mise à la disposition du public au moins 60 jours avant l'adoption du règlement sur les redevances d'aménagement radié.

Attendu qu'avant d'adopter un règlement sur les frais de redevance le conseil doit :

- tenir au moins une réunion publique;
- donner au moins 20 jours d'avis avant la rencontre;
- s'assurer que le règlement proposé et l'étude soit mis à la disposition du public au moins deux semaines avant la réunion
- Be it also resolved that Council approves the recommendations as presented in Report F-15-2022 regarding the next steps in the development charge study.

Adoptée

7.3.2 Rapport F-16-2022

Résultats 2^e quart

Résolution : 326-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil accuse réception du rapport F-16-2022 portant sur les résultats du 2^e quart.

Adoptée

7.4 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

7.4.1 Rapport RE-07-2022

Services d'architecture pour le remplacement de la surface de la glace de l'aréna de St-Isidore

Résolution : 327-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation tel que présenté dans le rapport RE-07-2022, accordant le contrat pour les services d'architecture pour les plans de remplacement du plancher de la patinoire de l'aréna de St-Isidore à Barry Bryan Associates au montant de 66 500,00\$ plus TVH.

Adoptée

7.4.2 Rapport RE-08-2022

Tarifs de location de glace pour le centre récréatif de St-Isidore pour la saison 2022-2023

Résolution : 328-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les tarifs proposés pour la saison de glace 2022-2023, tel que présenté dans le rapport RE-08-2022.

Adoptée

7.5 Josée Brizard, DG-Greffière

7.5.1 Entente avec la Résidence Lajoie

Résolution : 329-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve l'entente avec la Résidence Lajoie tel que présenté dans le rapport AD-04-2022.

Qu'il soit aussi résolu que le Maire et la DG-Greffière soit autorisés à signer ladite entente.

Adoptée

7.5.2 Rapport sur les ajustements de l'échelle salariale **Report AD-RH-03-2022**

Résolution : 330-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve que les grilles salariales soient ajustées pour rencontrer le marché et ce sur trois ans en commençant en 2022 jusqu'en 2024.

Qu'il soit aussi résolu que le Conseil approuve que le coût de la vie soit négocié avec le nouveau conseil pour le terme de 2023 à 2026.

Adoptée

7.5.3 Commissaire de l'intégrité Me Jean-Jacques Lacombe
Rapport final, Dossier Numéro 001-2022

Résolution : 331-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport final numéro 001-2022 de maître Jean-Jacques Lacombe concernant la plainte déposé au bureau du commissaire à l'intégrité.

Adoptée

7.6 Todd Bayly, Chef en bâtiment

7.6.1 Rapport mensuel sur les statistiques des permis de construction pour juin 2022

Résolution : 332-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport sur les statistiques de permis construction pour le mois de juin 2022.

Adoptée

8. Avis de motions proposées

8.1 Canton de West Lincoln, remplacement de ponts et de ponceaux dans les municipalités rurales

Résolution : 333-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil supporte la résolution du Canton de West Lincoln pour le remplacement de ponts et de ponceaux dans les municipalités rurales de l'Ontario.

Adoptée

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 87-2022

Modification au zonage, Partie du lot 28, concession 1, Cambridge
Lotissement futur

12.2 Règlement 95-2022

Élargissement de la route
223 concession 4, anciennement Calédonia
Partie du lot 2, Concession 3 pour le chemin de concession 4

12.3 Règlement 99-2022

Pour modifier le règlement 5-2021, salaires et bénéfices

Résolution : 334-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que les règlements tels que décrits à l'ordre du jour du 25 juillet 2022, soient lus et adoptés en première, deuxième et troisième lecture.

- Règlement 87-2022
Modification au zonage, Partie du lot 28
- Règlement 95-2022
Élargissement de la route, Partie du lot 2
- Règlement 99-2022
Pour modifier le règlement 5-2021, Salaires et bénéfices

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 335-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les comptes payables jusqu'au 31 juillet 2022.

Pièce justificative 14 : 971.214,75 \$

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don

Leadership Féminin de Prescott-Russell

Résolution : 336-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 700.00 \$ au Leadership Féminin de Prescott-Russell, dont 200.00 \$ provenant du compte de don du Maire, 200.00 \$ provenant du quartier 1, 50.00 \$ provenant du quartier 2, 50.00 \$ provenant du quartier 3 et 200.00 \$ provenant du compte de don du quartier 4.

Adoptée

14.2 Demande de don

Centre Novas – Marche de la femme

Résolution : 337-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 200.00 \$ au Centre Novas pour la Marche de la femme, provenant du compte de don des Comtés-Unis de Prescott et Russell.

Adoptée

14.3 Demande de participation des pompiers

Centre Novas – Marche de la femme

Résolution : 338-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Service d'incendie de La Nation participe à la Marche de la femme 2022 à Limoges afin d'assurer la sécurité et le contrôle de la circulation et de planifier la route de la marche.

Adoptée

- 14.4** Garderie des amis (Limoges)
Demande de don, activités collectes de fonds

Résolution : 339-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500.00 \$ à la Garderie des Amis (Limoges), provenant du compte de don des Comtés-Unis de Prescott et Russell.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

- 15.1** BSEO
Avis de flambée

16. Correspondance

- 16.1** AMO, Infolettres
- 16.2** Boisés Est, Programme pour le rétablissement
- 16.3** Ville de Mississauga, Alerte Draven
- 16.4** Municipalité de Shuniah, Soutien de résolution – Élargissement du système d'alerte Amber
- 16.5** Canton de Bonfield, Support pour l'alerte Draven de Mississauga
- 16.6** Canton de Mulmur, Déclaration d'urgence climatique
- 16.7** Canton de North Dumfries, L'Ontario doit bien construire du premier coup
- 16.8** Canton de North Glengarry, Demande de redécoupage de la circonscription électoral de Glengarry nord
- 16.9** Canton de Puslinch, Sommaire et implications du projet de loi provincial 109

Résolution : 340-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 25 juillet 2022 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

- 17.1** Réunion de conseil ordinaire, 8 août 2022
- 17.2** Tournoi de Golf bénéfice annuel Francis Drouin, 19 août 2022
- 17.3** Tournoi de Golf annuel de la SDCPR, 26 août 2022
- 17.4** Tournoi de Golf annuel des Amis de la CNS, 9 septembre 2022

18. Huis clos

- 18.1** Procès-verbal de la réunion tenue le 11 juillet, 2022
- 18.2** Doug Renaud, Directeur de l'eau et eaux usées
- 18.2.1** Négociation avec une corporation
Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le

conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

Résolution : 341-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation, telle que présentée dans le rapport WS-08-2022 soumis en huis clos, portant sur une négociation avec une corporation.

Adoptée

18.3 Nadia Knebel, Trésorière

18.3.1 Employé

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local

Résolution : 342-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation, telle que présentée dans le rapport F-11-2022 soumis en huis clos, portant sur un employé.

Adoptée

18.4 Josée Brizard, DG-Greffière

18.4.1 Négociation avec une corporation – Mise à jour

Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 343-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no 100-2022, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 25 juillet 2022, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

20. Ajournement

Résolution : 344-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **18h14**.

Adopté



COMITÉ DE GESTION DU RÉSEAU D'AQUEDUC AVEC LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION - 002

Procès-verbal du 15 juin - 9h, Virtuel - Zoom

MEMBRES PRÉSENT :

Jean-Luc Jubinville – Membre, Cité Clarence-Rockland – Président de la rencontre
Philippe Cormier – Membre, Cité Clarence-Rockland
Frédéric Desnoyers - Membre, Cité Clarence-Rockland

Doug Renaud – Membre, La Nation
Guylain Lafèche - Membre, La Nation
Nadia Knebel - Membre, La Nation

MEMBRES ABSENTS :

Aucun

INVITÉS / PERSONNE RESSOURCE

Monique Paquette – Adjointe administrative, Cité Clarence-Rockland

1. Ouverture de la réunion

J.Jubinville ouvre la réunion à 8h59.

2. Adoption de l'agenda

QUE l'agenda soit approuvé tel que présenté:

Proposé par : Philippe Cormier
Secondé par : Doug Renaud
Tous en faveur

3. Adoption du procès-verbal de la réunion du 9 mars 2022

QUE le procès-verbal soit approuvé avec les changements suivants :

D. Renaud mentionne que la couleur des bornes fontaines dans les minutes n'est pas indiqué, il devrait être mentionnée que les bornes fontaines rouge ne sont pas pour combattre les feux.

Proposé par : Philippe Cormier
Secondé par : Guylain Laflèche
Tous en faveur

4. Mise à jour – Ouverture du service d'eau pour Limoges

P. Cormier mentionne que les valves sont ouvertes 24/7 en ce moment et tout va bien. D. Renaud mentionne que les opérations vont bien et que le niveau de chlore est stable maintenant. Il mentionne également que les nombres fournis par l'ingénieur sont les mêmes, mais que le résidu de chlore est plus élevés qu'anticipé.

5. Mise à jour – Opérations du système Termes de références

P. Cormier indique qu'il a dû fermer la valve une fin de semaine ou deux pour recalibrer et maintenant tout fonctionne bien. P. Cormier mentionne qu'ils ont trouvé une valve fermé ce qui a débalancer le système un peu. OCWA a dû contourner la valve de réduction de la pression de Bourget, dû au fait que La Nation consomme plus d'eau que prévu. Ce changement permet une meilleure calibration entre Cheney et Bourget. P. Cormier mentionne qu'il devra ajouter une "Booster pump" supplémentaire à Bourget pour pousser l'eau plus vite à Limoges. Les coût et travaux était déjà planifié par la Cité et aucun montant sera demandé à La Nation.

Les membres se sont questionnés sur le niveau de consommation actuel considérant que nous sommes dans la saison de haute consommation. P. Cormier confirme que la consommation est plus bas cette année et nous avons reçu aucune alerte jusqu'à présent.

La Cité mentionne que la consommation de la Nation atteint déjà en moyenne 400 à 450 m³ durant les dernières semaines ce qui est plus élevé qu'anticipé. La Cité aimerait savoir si cette consommation sera constante. La Nation confirme que le débit actuel restera stable pour une bonne période de temps. Ils ont présentement trouvé le bon ratio, (débit fourni par CR vs débit fourni par leur système). Il ne devrait pas

avoir de réduction de consommation en septembre malgré la baisse de consommation de la part des résidents. P. Cormier confirme que cette approche est parfaite et assure une meilleure stabilité du système.

F. Desnoyer confirme qu'une facture de Clarence-Rockland a déjà été envoyée au montant de \$2,600,000 et La Nation confirme que le chèque a été envoyé. Une facture pour l'utilisation sera envoyée à la fin du mois de juin.

6. Revue de la liste des items d'actions

OO1-01 – Terminé

OO1-02 – à faire

OO1-03 – à faire

OO1-04 – à faire (coordonner les deux municipalités en même temps au conseil)

OO1-05 – Terminé (Clarence-Rockland a déjà envoyé une facture avec une moyenne de 465m³ par jour à la Nation car la tour n'était pas accessible. Le tout sera ajusté à la prochaine facturation)

OO1-06 – Terminé

OO1-07 – Terminé

OO1-08 – Terminé

OO1-09 – Processus Budgétaire

OO1-10 – Tache continue

OO1-11 - Terminé

Le tableau d'item d'action sera mis à jour.

7. Projets Capitaux

7.1 Conduite principale – Rue St-Jean (à être payé par le développeur)

P. Cormier indique que le développeur sera responsable d'installer la conduite principale d'eau le long du chemin St-Jean entre le chemin Patricia et Docteur Corbeil. La construction est prévue en 2023. Ceci dit, une fois que la Cité de CR recevra la facture du développeur, une facture sera envoyée à La Nation respectant les pourcentages indiqués dans l'entente. Afin de permettre à la Nation d'amener un item budgétaire pour 2023, P. Cormier fournira à La Nation un estimé des coûts du projet par la fin de l'été.

- **Action-002-01** – P. Cormier partagera l'estimation des coûts de l'installation de la conduite d'eau principale le long de la rue St-Jean avec La Nation pour fin budgétaire.

7.2 **Projet de la Phase 2 – Frais de conception au Budget 2023 – Partage des coûts**

P. Cormier confirme que la phase 2 contient 3 projets, a) upgrade booster station Caron, b) upgrade usine d'eau et c) un autre conduit Caron et booster station

C-R aimerait procéder à la phase de conception de ces 3 projets en 2023 considérant que cette phase pourrait prendre au moins 2 ans à compléter. Si la conception est déjà terminée, il sera plus facile d'appliquer pour des subventions et évitera des délais lorsque les deux municipalités seront prêtes à procéder à la phase de construction. La Nation n'a aucune objection d'aller de l'avant avec la phase de conception des 3 projets en 2023. Selon l'entente, le partage des coûts aurait lieu seulement à la toute fin de la phase de construction du projet et la municipalité qui "déclenche" le projet est responsable d'assumer les dépenses initiales jusqu'au remboursement. Toutefois, les deux municipalités s'entendent pour payer leur part des coûts reliés à la conception des projets, une fois la phase de conception terminée. Afin de pouvoir mettre les items au budget 2023, La Nation aimerait un estimé des coûts de conception.

QUE les deux municipalités s'engagent à apporter un item budgétaire pour considération à leur conseil municipal respectif afin de compléter la conception des 3 projets de la phase de 2 de modernisation des infrastructures du système d'eau tel qu'indiqué dans l'annexe C de l'entente;

QUE la Cité de Clarence-Rockland s'engage à défrayer les coûts initial de conception des 3 projets;

QUE La Nation s'engage à défrayer sa part des couts de conception des 3 projets immédiatement après que la phase de conception est terminée;

Vote:

Proposé : Guylain Laflèche

Secondé : Philippe Cormier

Tous en faveur

- **Action-002-02** – Les deux municipalités doivent apporter un item budgétaire au budget 2023 afin de procéder avec la conception des 3 projets identifier dans la phase 2 des projets de modernisation des infrastructures conjointe tel qu'indiqué dans l'entente.

- **Action-002-03** – P. Cormier fournira à La Nation une estimation des coûts de conception des 3 projets identifier dans la phase 2 des projets de modernisation des infrastructures conjointes avant la fin du mois d'août 2022.

8. Autres

Prochaine rencontre sera par **Teams le mercredi 14 septembre à 9h00**

9. Ajournement :

La réunion est ajournée à 9h41

Proposé par : Jean-Luc Jubinville

Secondé par : Doug Renaud

Tous en faveur

Numéro	Action	Responsable	Échéancier
001-02	M. Paquette fera la modification de l'annexe afin de modifier le 5% attribué à la CCR dans le projet « 2019-2020 – "New Watermain – Cheney ET to Limoges » afin d'inscrire 0% CCR et 100% Limoges	M. Paquette	Avant le 15 juin 2021
001-03	M. Paquette ajoutera un numéro de référence à chaque projet identifié à l'annexe C afin de faciliter les références	M. Paquette	Avant le 15 juin 2021
001-04	Chaque municipalité a la responsabilité d'informer leur conseil des changements à apporter à l'annexe C.	Chaque municipalité	À discuter
001-09	La Nation (42%) et la CCR (58%) doivent présenter le projet « New Watermain St-Jean » tel que présenté dans l'annexe C de l'entente au Budget 2023 de leur municipalité respective	Chaque municipalité	Processus budgétaire 2023 (Décembre 2022?)
001-10	P. Cormier fera les arrangements nécessaires afin de fournir les rapports de quart et annuel à La Nation	Clarence-Rockland	Tache continue
002-01	P. Cormier partagera l'estimation des coûts de l'installation de la conduite d'eau principale le long de la rue St-Jean avec La Nation pour fin budgétaire.	Clarence-Rockland	Août 2022
002-02	Les deux municipalités doivent apporter un item budgétaire au budget 2023 afin de procéder avec la conception des 3 projets identifier dans la phase 2 des projets de modernisation des infrastructures conjointe tel qu'indiqué dans l'entente.	Clarence-Rockland La Nation	Août 2022
002-03	P. Cormier fournira à La Nation une estimation des coûts de conception des 3 projets identifier dans la phase 2 des projets de modernisation des infrastructures conjointes avant la fin du mois d'août 2022.	P. Cormier	Août 2022

Numéro	Action	Responsable	Échéancier TERMINÉ
001-01	Selon la section 7 – Item (1) de l’entente : CCR devra facturer La Nation un montant de \$2,600,000 dès la première journée de transfert de l’eau potable à La Nation..	F. Desnoyers (CCR)	Première journée de transfert TERMINÉ
001-05	F. Desnoyers de la CCR fournira à N. Knebel le montant annuel facturé assumant une moyenne d’utilisation de 350 m³ /jour d’utilisation à un taux de 1.3867\$/m³, tel que stipulé dans la section 4 – item 4 de l’entente.	Clarence Rockland Directeur des finances	Avant le 15 juin TERMINÉ
001-06	F. Desnoyers fera les arrangements afin que les factures soit envoyé à 4 reprises durant l’année.	Clarence Rockland	Avant le 15 juin TERMINÉ
001-07	P. Cormier doit faire le suivi avec OCWA afin de mettre la procédure en place afin de recevoir la consommation fait par La Nation	Clarence Rockland	Avant le 15 juin TERMINÉ
001-08	P. Cormier s’occupera d’avertir le Service d’incendie de CCR par écrits au sujet des bornes fontaines.	Clarence Rockland	Avant le 15 juin TERMINÉ
001-11	P. Cormier doit confirmer le processus déclencheur du 1000m³ par jour pour phase 2 de l’entente. La confirmation écrite sera fournie au comité par Jacobs Engineering qui a écrit le rapport initial en 2017	Clarence Rockland	Avant le 15 juin TERMINÉ

Schedule C

Cost Sharing and Implementation

Summary of Recommended Infrastructure Cost Sharing and Implementation – Aggressive Cost Estimate (joint system)

		(B) Infrastructure Description	(C) Water demand Trigger (ADD) (m3/d)		(D) Cost Share (%)		(E) Total (\$ M)	(F) Cost Share (\$)	
			CCR	Limoges	CCR	Limoges		CCR	Limoges
c.1	2019-2020	Existing infrastructure	-	350	0	100	\$2.62	0	\$2.62
c.2	2019-2020	New Watermain – Cheney ET to Limoges	-	350	0%	100%	\$10.28	\$0.49	\$9.79
c.3	2019-2020	New Watermain – St. Jean St: Patricia St. to Docteur Corbeil Blvd.	-	350	58%	42%	\$0.40	\$0.23	\$0.17
							\$13.30	\$0.72	\$12.58
c.4	2024-2025	Caron BS Upgrades	5631	864	51%	49%	\$2.18	\$1.11	\$1.07
c.5	2024-2025	New Watermain – Caron St: Docteur Corbeil Blvd. to the Caron BS	5631	864	51%	49%	\$0.17	\$0.09	\$0.08
c.6	2024-2025	Rockland WTP Upgrades	5631	864	66%	34%	\$14.97	\$9.85	\$5.12
					<u>2024-2025</u>		\$17.32	\$11.05	\$6.27
c.7	2030-2031	Replace Watermain – St. Joseph St: Patricia St. to Des Pins Ave.	6518	1500	55%	45%	\$0.14	\$0.08	\$0.06
c.8	2030-2031	New Watermain – Bouvier BS to Cheney ET	6518	1500	5%	95%	\$9.25	\$0.44	\$8.81
c.9	2030-2031	Replace Watermain – Edwards St: Rockland WTP to Highway 17 (east side pipe)	6518	1500	77%	23%	\$0.45	\$0.35	\$0.10
					<u>2030-2031</u>		\$9.84	\$0.87	\$8.97
c.10	2035-2036	New Watermain – Caron BS to Bouvier Rd. and Labonte St.	7259	2500	38%	62%	\$5.17	\$1.96	\$3.21
c.11	2035-2036	Replace Watermain – Edwards St: Highway 17 (east side pipe) to McCall St.	7259	2500	64%	36%	\$0.34	\$0.21	\$0.13
c.12	2035-2036	New Watermain – Bouvier Rd. and Labonte St. to Bouvier ET	7259	2500	38%	62%	\$2.97	\$1.13	\$1.84
c.13	2035-2036	New Bouvier BS	7259	2500	23%	77%	\$3.17	\$0.72	\$2.45
					<u>2035-2036</u>		\$11.65	\$4.02	\$7.63



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-17-2022

Sujet : Vente du véhicule

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante au directeur

Révisé par: Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Directrice générale/greffière

Date de la réunion : le 8 août 2022

Contexte

Vente du véhicule 2009 VUS CHEVROLET ID: 6055.

Rapport

Cet appel d'offres a été publié sur notre site WEB et FB pendant un mois. Également il a été exposé deux semaines dans le stationnement du bureau chef et deux semaines au garage à Fournier pour la vente ce véhicule.

Nous avons reçu les offres suivantes :

HEURE ET DATE DE RÉCEPTION	NOM	OFFRE - \$
Le 8 juillet 2022	Doug Quesnel	1000.00\$

Nous avons supprimé les noms du tableau afin de ne pas divulguer les informations personnelles des autres offres.

Je recommande cette vente.

Considérations financières

s/o

Recommandation

«Le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport TP-17-20222 que le véhicule VUS Chevrolet 2009 soit vendu tel quel et sans garantie à ___Doug Quesnel_____ pour la somme de 1 000 \$ plus taxe selon les renseignements et conditions dans l'offre Road-08-2022.

Marc Legault,

Directeur des Travaux publics



Service des Travaux publics –VOIRIE / Public Works
Department - ROAD

RÉSULTAT DES OFFRES / RESULT OF BIDS

Closing date : Wednesday, August 3, 2022 at 11 :00 a.m.

FOR: 2009 SUV CHEVROLET EQUINOX

TIME AND DATE RECEIVED	NAME	BID \$ BEFORE TAX
7/8/2022 - 9:20 a.m.	Doug Quesnel	\$1000



Note de Service pour le Conseil

Numéro du rapport: ENV-08-2022

Sujet : Note de Service – Appel d’offre pour collecte de déchets

Préparé par : Daniel R. Desforges, Gérant des Infrastructures Environnementales

Révisé par : Marc Legault, Directeur des Travaux Publics

Date de la réunion : 8 août 2022

NOTE DE SERVICE
Département de l'Environnement

ENV-08-2022

DATE: 8 août 2022

OBJET: Appel d'offre pour collecte de déchet

Le contrat entre La Corporation de la Municipalité de La Nation et Mike's Waste Disposal Inc. pour la collecte hebdomadaire du recyclage et des déchets, prendra fin le 31 mars 2023. Avec les nouvelles réglementations ainsi que le transfert du recyclage au producteur, la municipalité ne sera plus responsable de la collecte des matières recyclables à compter du 1er juillet 2023. Toutefois, de nouvelles réglementations sur le compostage pourraient obliger la municipalité à offrir le service de collecte du compostage dans un avenir rapproché. Compte tenu du délai de fabrication et du manque de pièces pour la fabrication des camions, il est important de demander un appel d'offre pour la collecte des déchets le plus tôt possible. Cela permettra aux entreprises soumissionnaires de faire l'acquisition de nouveaux camions selon les besoins.

Considérations financières

Avec le transfert du recyclage ainsi que l'augmentation du prix du carburant et de la main d'œuvre, il nous est impossible de fournir un prix exact sur le coût du prochain contrat.

Recommandation

Le Service de l'Environnement recommande de lancer un appel d'offres pour la collecte des déchets avec une clause pour la collecte du compost. Nous demandons également de donner la permission à la directrice générale /greffière ainsi que le maire de signer ledit contrat.

Pièces jointes

Aucune



Report to Council

Numéro du rapport: BL-04.2-2022

Sujet: Activité spéciale – motocross relocalisation du 1974 Des Pins au 1348 rue Calypso

Préparé par: Guylain Laflèche, Directeur de la Réglementation

Révisé par:

Date de la réunion: 8 août 2022

Contexte

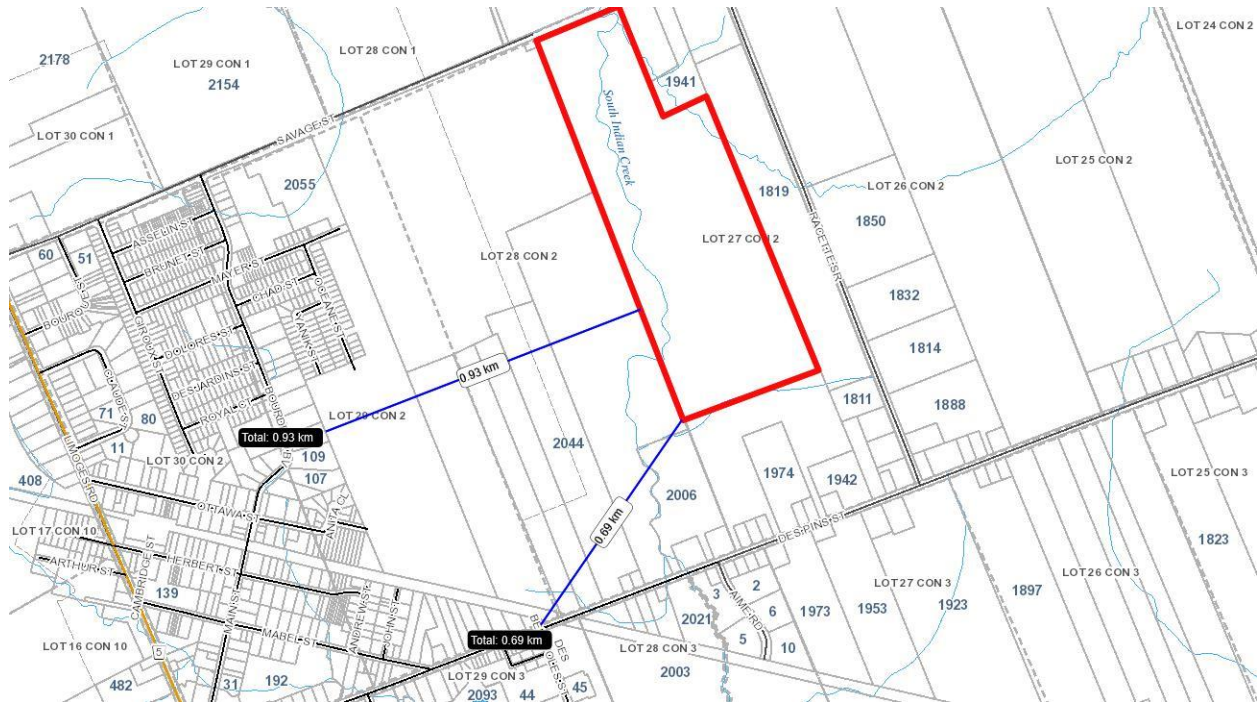
Le 27 juin 2022, une demande d'exemption de bruit pour la fin de semaine du 20, 21 & 22 août 2022 a été soumise par M. Hubert Lacroix pour un événement spécial situé au 1974 rue Des Pins.

Le Conseil a demandé au Service de la Réglementation de trouver la nature de l'événement et de le rapporter à une réunion ultérieure. Le Service confirme que l'activité était pour une activité de Motocross et a adopté une résolution le 11 juillet 2022 supportant l'événement. (Réso 308-2022)

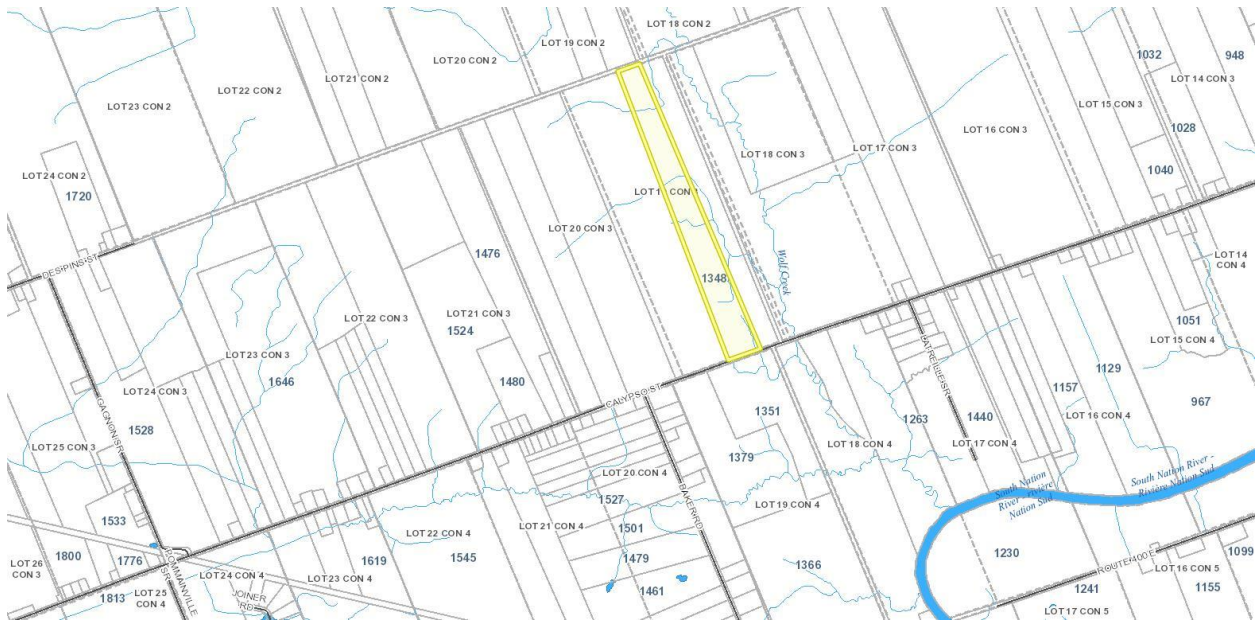
Rapport

Le 25 juillet 2022, l'administration a reçu une nouvelle demande du propriétaire pour relocaliser son activité au 1348 rue Calypso au lieu du 1974 rue des Pins. Ce lieu est plus éloigné du village et la logistique de l'activité serait plus facile à l'ancien emplacement. La même activité s'y déroulait dans le passé. La fin de semaine n'a pas changé.

SITE AU 1974 RUE DES PINS



SITE AU 1348 RUE CALYPSO



Liens aux priorités

n/a

Considérations financières

n/a

Recommandation

Dans le passé, la même activité a eu lieu sur le même site.

Le Service des règlements municipaux n'a aucune objection à la demande si elle ne contrevient pas à d'autres lois et recommande le nouvel emplacement au 1348, rue Calypso.

Guylain Laflèche, MCIP, RPP

Directeur de la Réglementation.



HORAIRE D'ÉVÉNEMENT CHAMPIONNAT ENDUROCROSS



Heures d'ouverture du site :

Vendredi de 17 h à 22 h
Samedi de 7h00 à 22 h
Dimanche de 6h30 à 22 h

FRAIS D'ENTRÉE POUR TOUS SUR LE SITE : 10\$/ PERSONNE

Horaires pour les inscriptions sur place :

Samedi de 7 h à 18 h
Dimanche de 7 h à 13 h

Dans le but de respecter l'horaire de la journée, inscrivez-vous la veille ou 90 minutes avant votre heure de départ

SAMEDI VTT					
Heure	Catégories	Age	Cc max	Durée	Frais
9h	PeeWee C	6 à 7 ans	50 cc	20 min	10 \$
9h45	PeeWee B	6 à 8 ans	90 cc	30 min	20 \$
10h45	12 À 14	12 à 14 ans		60 min	20 \$
	Dame				
	PeeWee A	9 à 12 ans	150 cc		
12h15	Remise des trophées des départs de : 9h, 9h45 et 10h45				
13h	Expert			120 min	40 \$
	Pro-Am				
	A				
	B	Min 30 ans		90 min	35 \$
	C				
Sportsman			60 min		
17h	Remise des trophées du départ de 13h				

Optionnel (Selon les événements, voir le calendrier sur fmsq.net)					
16h30	SXS (Side by Side)			60 min	40\$ + (20\$ pour passager)
18h	Remise des trophées du départ de 13h et 16h30				

Inspection technique obligatoire

(Présentez-vous à la tente technique minimum 60 minutes avant votre heure de départ)

- Limite sonore de 98 db
- Couleurs de plaque et numéros
- Transpondeur
- Casque et bottes obligatoires
- Etc. (voir livre des règlements)

DIMANCHE MOTO					
Heure	Catégories	Age	Cc max	Durée	Frais
8h	PeeWee C air	6 à 7 ans	50 cc	20 min	10 \$
	PeeWee C liquide				
8h30	PeeWee B	6 à 8 ans	65cc 2T & 110 cc 4T	30 min	20 \$
	Dame déb B		85 cc 2T & 150 cc 4T		
9h15	Écolier A	12 à 15 ans	105cc 2T & 150cc 4T	60 min	20 \$
	Écolier B	10 à 13 ans	85cc 2T & 125cc 4T		
	Dame				
	Dame 35 +		Min 35 ans		
	PeeWee A	7 à 11 ans	65cc 2T & 110 cc 4T		
11h	Dame déb A		105 cc 2T & 250 cc 4T	90 min	30 \$
	Amateur				
	Sportsman				
	Amateur -17	Max 17 ans			
	Amateur 30 +	Min 30 ans			
	Amateur 40 +	Min 40 ans			
	Amateur 50 +	Min 50 ans			
Dame Inter					
Débutant					
13h00	Remise des trophées des départs de : 8h, 8h30 et 9h15				
14h	Expert			150 min	40 \$
	Inter				
	40 +	Min 40 ans		120 min	35 \$
	30 +	Min 30 ans			
	Junior (2 T & 4T)				
Dame experte					
16h30	Remise des trophées des départs de : 11h et 14h				

*Prix d'admission par catégorie, des frais de membre jour s'appliquent pour les non-membres (25\$ pour licence membre d'un jour et 15\$ pour la location de



Juillet 22/2022

Bonjour,

Ceci est pour vous aviser qu'il y aura une course Enduro cross animé par la FMSQ qui aura lieu le 20 et 21 aout 2022. Les courses débiteront le samedi 20 aout à partir de 8am pour ce terminer le dimanche 21 aout vers 6pm. Les courses finissent vers 6pm les 2 jours. Nous attendons entre 500-600 courseurs. Ceci est un évènement familial, les courseurs sont âgés entre 4 ans a 65 ans. La FMSQ a un règlement, soit une inspection technique obligatoire, les courseurs ont une limite sonore de 98 décibels qui doit être respecter. Le circuit se trouve en grosse partie dans le bois sur nos terres.

Ceci aura lieu au 1348 rue Calypso, Casselman, ON, KOA 1M0. Nous vous envoyons le plan du circuit, et l'horaire des courses. Nous attendons beaucoup de personne locale. Pour plus d'information, svp contactez Hubert au 613-327-2554.

Hubert Lacroix





Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: PLA-11-2022

Sujet : Service d'aqueduc municipal de Casselman - chemin Aurèle

Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur du Service de l'aménagement du territoire

Revisé par : Josée Brizard, Directrice Générale/Greffière

Date de la réunion : 8 août 2022

INTRODUCTION :

Le 20 juin 2022, la firme JLRichards nous a fait parvenir une ébauche du plan de la future boucle d'aqueduc le long du chemin Aurèle. Cette conduite d'eau aiderait à stabiliser et à desservir le développement futur au sud de l'autoroute 417.

CONCEPT :

Le service de l'urbanisme a demandé aux services des eaux et des égouts et des travaux publics de lui faire part de leurs commentaires sur cette infrastructure.

Commentaires du service des eaux et des égouts

Bien que l'installation de tuyaux latéraux pour permettre le raccordement éventuel de la maison située du côté du chemin Aurèle dans la municipalité de La Nation soit la meilleure option, il n'existe à ce jour aucune entente entre les deux municipalités concernant la desserte des propriétés situées dans la municipalité de La Nation.

Commentaires des Travaux publics

Que la remise en état du chemin Aurèle soit la responsabilité de Casselman et que la municipalité de La Nation participe à l'examen du plan de remise en état proposé.

L'annexe 1 est un croquis montrant la boucle proposée.

CONSIDÉRATION FINANCIÈRE :

Sans une entente claire entre La Nation et Casselman, il n'y a aucune considération financière.

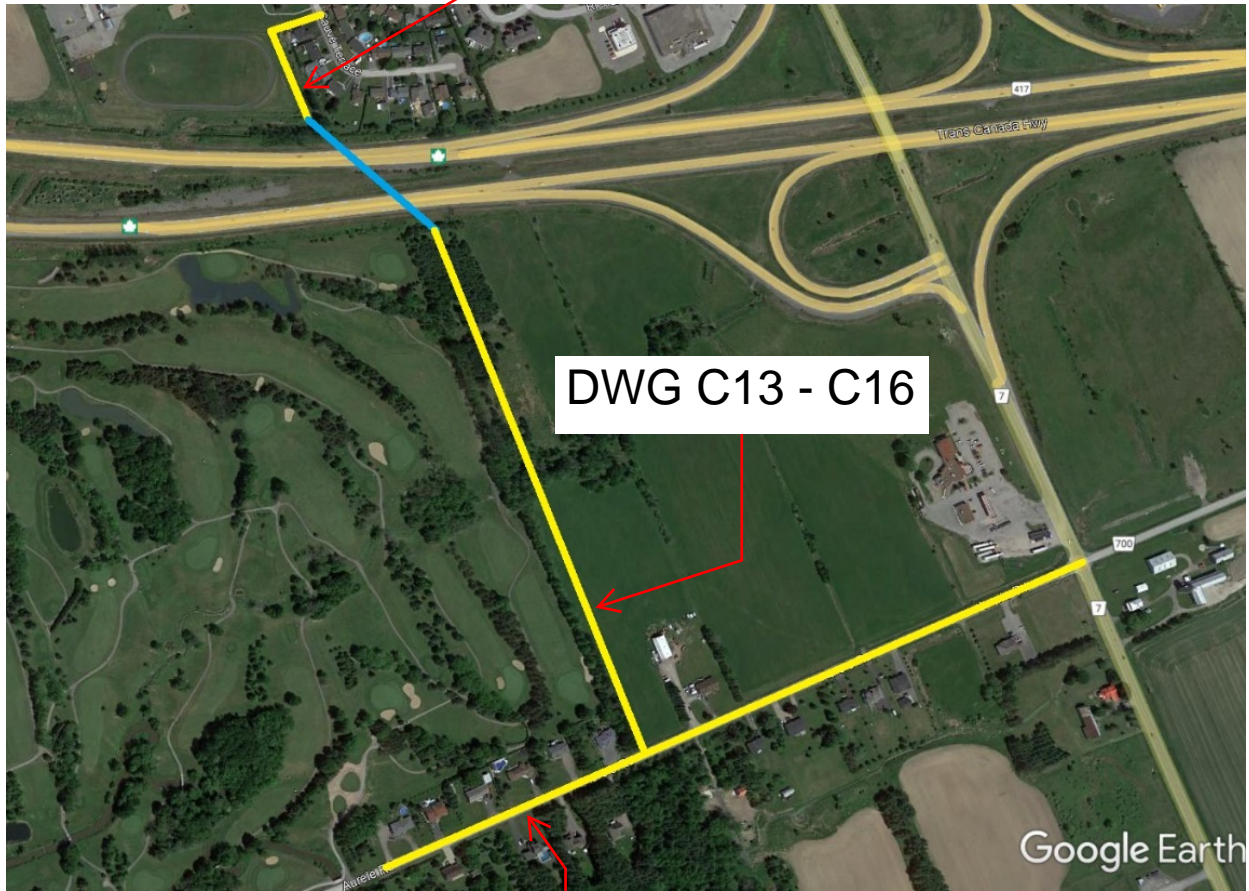
RECOMMANDATIONS :

- 1 Que le département de planification envoie les commentaires des autres départements à JL Richards.
- 2 Que JL Richards étudie la possibilité d'installer un raccordement latéral pour les maisons ou les futures maisons du côté de La Nation sans frais pour la municipalité.
- 3 Qu'une entente entre les deux municipalités soit conclue sur le rétablissement du chemin Aurèle.
- 4 Que la municipalité de La Nation ne s'oppose pas, mais ne force pas, au raccordement des maisons du côté de La Nation. Il est clair qu'aucun coût ne sera supporté par la municipalité de La Nation.

Guylain Lafleche, MCIP RPP
Directeur du SAT

DWG C17 - C18

Key Plan



DWG C07 - C12

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY**

Type: _____

Date: _____

Résolution No.: _____

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Briere

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Briere

Remboursement des dépôts de permis de construction – Exemption de la section 2 de la cédule B du règlement 85-2005

Qu'il soit résolu que le permis de construction énuméré dans la note de service BLD-07-2022 soit exempté de la section 2 de la cédule B du règlement 85-2005 (Règlement de permis de construction) :

Building permit deposit reimbursement- Exemption of section 2 of Schedule B of By-law 85-2005

Be it resolved that the building permit shown under Memo BLD-07-2022 be exempted of section 2 of Schedule B of By-law 85-2005 (Building permit By-law):

Recorded Vote/Vote Enregistré

	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Francois St. Amour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marie-Noëlle Lanthier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Briere	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cette resolution est:	
This resolution is:	
Adoptée/Carried	<input type="checkbox"/>
Rejetée/Defeated:	<input type="checkbox"/>
Modifiée/Amended:	<input type="checkbox"/>

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____, _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, a laissé son (leur) siège(s) et a quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière
Clerk

NOTE DE SERVICE BLD-07-2022

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DATE: Le 8 août 2022

OBJET: Demande de remboursement de dépôt de permis de construction

DESTINATAIRE: Membres du Conseil

Membres du conseil,

La construction du permis suivant n'a pas été terminée dans le délai requis d'un an (cause : COVID-19 et délai des matériaux de construction). Nous demandons le remboursement en entier du dépôt pour la construction ci-dessous :

# Permis	Adresse	Date d'émission	Inspection finale	Date du remboursement
2021-017	2006 Des Pins	21 mars 2021	3 août 2022	9 août 2022

Par le passé, le Conseil a acquiescé à des demandes semblables, mais dans un délai de deux ans suivant la date de un an. (Ex : retard relié à la température, changement de contracteur, événement d'urgence etc...)

Le Service de construction n'a pas de problème avec la demande, nous demandons donc au conseil d'exempter les permis ci-haut mentionnés de l'article 2 du règlement 85-2005 et de remettre 100% du dépôt de performance pour le permis 2021-017.

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Urbaniste

MEMO BLD-07-2022

PLANNING DEPARTMENT

DATE: August 8, 2022

RE: Request for reimbursement of building permit deposit

RECIPIENT: Board Members

Board Members,

Construction of the following permit was not completed within the required one-year timeframe (cause: COVID-19 and delay of building materials). We request full reimbursement of deposit for the construction below:

Permit #	Address	Date Issued	Final Inspection	Reimbursement Date
2021-017	2006 Des Pins	March 9, 2021	August 3, 2022	August 9, 2022

In the past, the Board has granted similar requests, but within two years of the one-year date. (Ex: delay related to temperature, change of contractor, emergency event, etc.)

The Construction Department has no problem with the request, we therefore ask the council to exempt the above-mentioned permit from article 2 of by-law 85-2005 and to return 100 % for 2021-017 of performance deposit.

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Planner

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of July

	2022	2021	2020	2019	2018
Agricultural - Accessory	\$350,000.00	\$320,000.00	\$368,000.00	\$285,000.00	\$0.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Agricultural - New	\$0.00	\$3,000,000.00	\$700,000.00	\$900,000.00	\$288,000.00
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$10,000.00	\$40,000.00	\$350,000.00
Industrial - New	\$0.00	\$5,935,000.00	\$5,000.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$100,000.00	\$0.00	\$300,000.00
Institutional - New	\$0.00	\$0.00	\$30,000.00	\$0.00	\$60,000.00
Miscellaneous	\$2,000.00	\$501,000.00	\$17,000.00	\$0.00	\$20,000.00
Residential - Accessory	\$237,800.00	\$276,400.00	\$309,800.00	\$283,500.00	\$308,500.00
Residential - Addition / Alterations	\$3,000.00	\$25,000.00	\$309,000.00	\$95,000.00	\$128,500.00
Residential - Dwelling Units	\$8,200,000.00	\$1,465,000.00	\$3,800,000.00	\$0.00	\$610,000.00
Total Construction Value	\$8,792,800.00	\$11,522,400.00	\$5,648,800.00	\$1,603,500.00	\$2,065,000.00
Total Number of Permits Issued	31	23	50	23	30
Total Dwelling Units Created	17	7	10	0	5
Total Permit Fees Collected	\$25,264.47	\$78,805.42	\$29,463.17	\$15,493.00	\$17,259.30

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for July

	2022	2021	2020	2019	2018
Agricultural - Accessory	\$3,025,300.00	\$1,365,000.00	\$708,000.00	\$726,000.00	\$817,000.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$300,000.00	\$795,000.00	\$40,000.00	\$285,000.00	\$75,000.00
Agricultural - New	\$0.00	\$7,000,000.00	\$700,000.00	\$4,320,000.00	\$2,438,000.00
Commerical - Addition / Alterations	\$152,000.00	\$398,000.00	\$10,000.00	\$40,000.00	\$445,000.00
Commerical - New	\$800,000.00	\$3,625,000.00	\$1,550,000.00	\$425,000.00	\$20,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$100,000.00	\$0.00	\$0.00	\$100,000.00	\$200,000.00
Industrial - New	\$14,031,250.00	\$5,942,500.00	\$5,000.00	\$11,999,999.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$8,650,000.00	\$0.00	\$100,000.00	\$465,000.00	\$1,138,000.00
Institutional - New	\$60,000.00	\$0.00	\$30,000.00	\$20,000.00	\$60,000.00
Miscellaneous	\$251,500.00	\$521,000.00	\$51,000.00	\$36,000.00	\$100,000.00
Residential - Accessory	\$1,610,500.00	\$2,592,000.00	\$1,218,550.00	\$1,292,250.00	\$1,143,750.00
Residential - Addition / Alterations	\$737,000.00	\$1,078,000.00	\$725,500.00	\$978,500.00	\$728,500.00
Residential - Dwelling Units	\$26,768,000.00	\$20,824,000.00	\$12,527,000.00	\$9,000,900.00	\$8,835,900.00
Total Construction Value	\$56,485,550.00	\$44,140,500.00	\$17,665,050.00	\$29,688,649.00	\$16,001,150.00
Total Number of Permits Issued	181	198	171	146	138
Total Dwelling Units Created	111	76	46	30	32
Total Permit Fees Collected	\$234,323.21	\$245,902.61	\$92,838.35	\$129,062.15	\$109,452.36



MISSISSAUGA

RESOLUTION 0144-2022
adopted by the Council of
The Corporation of the City of Mississauga
at its meeting on July 6, 2022

0144-2022

Moved by: P. Mullin

Seconded by: C. Parrish

Whereas the Ontario AMBER Alert is a warning system that quickly alerts the public of a suspected abduction of children who are in imminent danger;

Whereas the goal is to broadcast as much information about the child, the abductor and suspect vehicles as quickly as possible so the public can respond with any relevant information that might lead to the child's safe return;

Whereas people are encouraged to share the AMBER Alert with as many people as possible. If a child or vulnerable person is abducted, spreading the information quickly is critical to their safe return;

Whereas an AMBER Alert makes the public aware to keep an eye out for the child, vulnerable person, suspect and the vehicle described in the alert. If they spot them, try to gather as many details as they can, including the specific location where they saw them, the time, the direction they were travelling in and any other identifying details that will help to locate them;

Whereas an AMBER Alert gives citizen's instructions to call 9-1-1 or the phone number included in the alert immediately if they have a tip or a sighting related to an AMBER Alert.

Whereas an AMBER Alert will only be activated if the police have confirmed that an abduction has taken place; and the victim is a child or a person of proven physical or mental disability; and, there is reason to believe the victim is in danger of serious physical injury, and there is information available that, if broadcast to the public, could assist in the safe recovery of the victim.

Whereas it is essential to remember that an AMBER Alert is not always appropriate in every circumstance and that their continued effectiveness depends on ensuring that they are only used in cases that meet the above criteria;

Whereas the recent tragic death of 11-year-old Draven Graham showed that the AMBER Alert system is flawed when it comes to vulnerable children who can go missing but are not abducted;

And whereas it is clear that there needs to be an addition to the alert system to allow for law enforcement to send out an alert for vulnerable children who go missing under circumstances that do not involve an abduction but are at serious risk of injury or death;

Therefore be it resolved that the Council of the City of Mississauga endorse the following;

1. That the Minister of the Solicitor General and the Commissioner of the Ontario Provincial Police, as well as the Premier's Office, be requested to make the necessary changes to the AMBER alert system and create a new alert called the Draven Alert, which will protect vulnerable children who have not been abducted but are at high risk of danger, injury or death and alert the public that they are missing.
2. That this motion be sent to all municipalities across Ontario and the Association of Municipalities Ontario (AMO) for endorsement.

Recorded Vote	YES	NO	ABSENT	ABSTAIN
Mayor B. Crombie	X			
Councillor S. Dasko	X			
Councillor P. Mullin	X			
Councillor C. Fonseca	X			
Councillor J. Kovac	X			
Councillor C. Parrish	X			
Councillor R. Starr			X	
Councillor D. Damerla	X			
Councillor M. Mahoney			X	
Councillor P. Saito	X			
Councillor S. McFadden	X			
Councillor G. Carlson	x			

Carried (10-0-2-Absent)

Corporation of the Township of North Glengarry
3720 County Road 34
RR2
Alexandria ON K0C 1A0
Tel: (613) 525-1110
Fax: (613) 525-1649



Municipalité du canton de Glengarry nord
3720 Route de comté 34
R.R.2
Alexandria, ON K0C 1A0
Tel: (613) 525-1110
Télécopieur: (613) 525-1649

www.northglengarry.ca

le 12 juillet 2022

Monsieur le maire François St-Amour
Municipalité de La Nation
958, route 500 ouest
Casselman, ON K0A 1M0

RE: Redécoupage de la circonscription électorale de Glengarry nord

Cher monsieur le maire St-Amour,

Cette lettre vise à vous informer que Glengarry nord a initié une consultation publique auprès de ses résidents sur le désir de poursuivre la redistribution de la circonscription électorale de Glengarry nord de la circonscription électorale de Glengarry-Prescott-Russell vers la circonscription électorale de Stormont-Dundas-Glengarry sud.

Vous trouverez ci-joint un rapport d'information (en anglais seulement) présenté au conseil de Glengarry nord daté du 11 juillet 2022 indiquant le processus, l'échéancier et les raisons pour lesquelles la municipalité pourrait vouloir poursuivre le redécoupage.

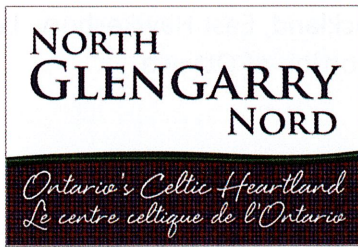
Les résultats de la consultation publique seront partagés avec le Conseil lors de la réunion du 25 juillet 2022. Le conseil pourrait, à ce moment, choisir d'amorcer le processus de redécoupage en avisant la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour l'Ontario de son désir de se joindre à la circonscription électorale de Stormont-Dundas-Glengarry sud. Nous partagerons la décision du Conseil avec vous après cette réunion.

Nous espérons compter sur votre soutien le cas advenant où le Conseil du canton de Glengarry nord entame ce processus. Soyez assurés que si ce processus est initié, ce n'est pas par désir de quitter la circonscription électorale de Glengarry-Prescott-Russell mais plutôt pour aligner Glengarry nord avec les Comtés unis de SDG, palier supérieur sous lequel il réside.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous avez des commentaires ou questions concernant cette initiative.

Sarah Huskinson
Chief Administrative Officer / Clerk

Encl.: Rapport CS-2022-16 Redistribution of electoral district Information Report



STAFF REPORT TO COUNCIL

Report No: CS-2022-16

July 11, 2022

From: Anne Leduc – Director of Community Services on behalf of the Community Development Committee

RE: Redistribution of Electoral Districts Information Report

Recommended Motion:

THAT Council of the Township of North Glengarry receives Staff Report CS-2022-16; and

THAT Council of the Township of North Glengarry approves consulting with the public regarding the redistribution of North Glengarry from the Glengarry-Prescott-Russell electoral district to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district; and

THAT comments or concerns received from the public regarding the redistribution of the electoral district be presented as part of a staff report at the July 25, 2022, Council Meeting.

Background / Analysis

The Constitution of Canada requires that federal electoral districts be reviewed after each decennial (10-year) census to reflect changes and movements in Canada's population. The current federal redistribution process began in October 2021. Electoral district's boundaries are set at the Federal level and are then adopted through the Province of Ontario's *Representation Act*. The boundaries are identical for both the Federal and Provincial elections.

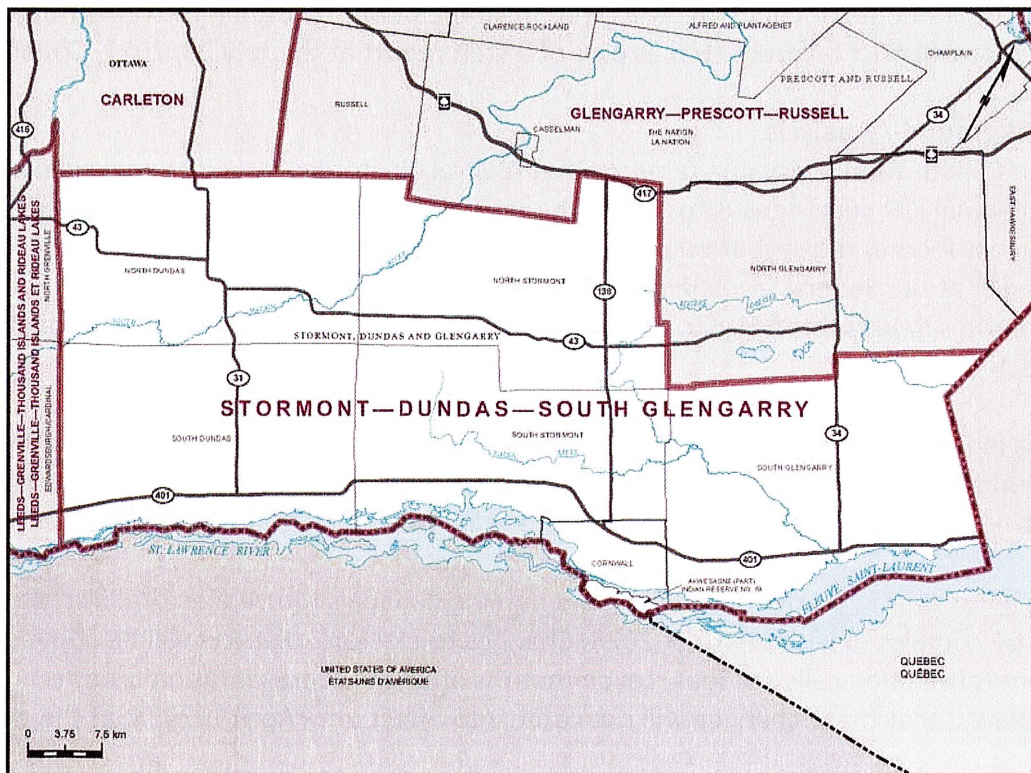
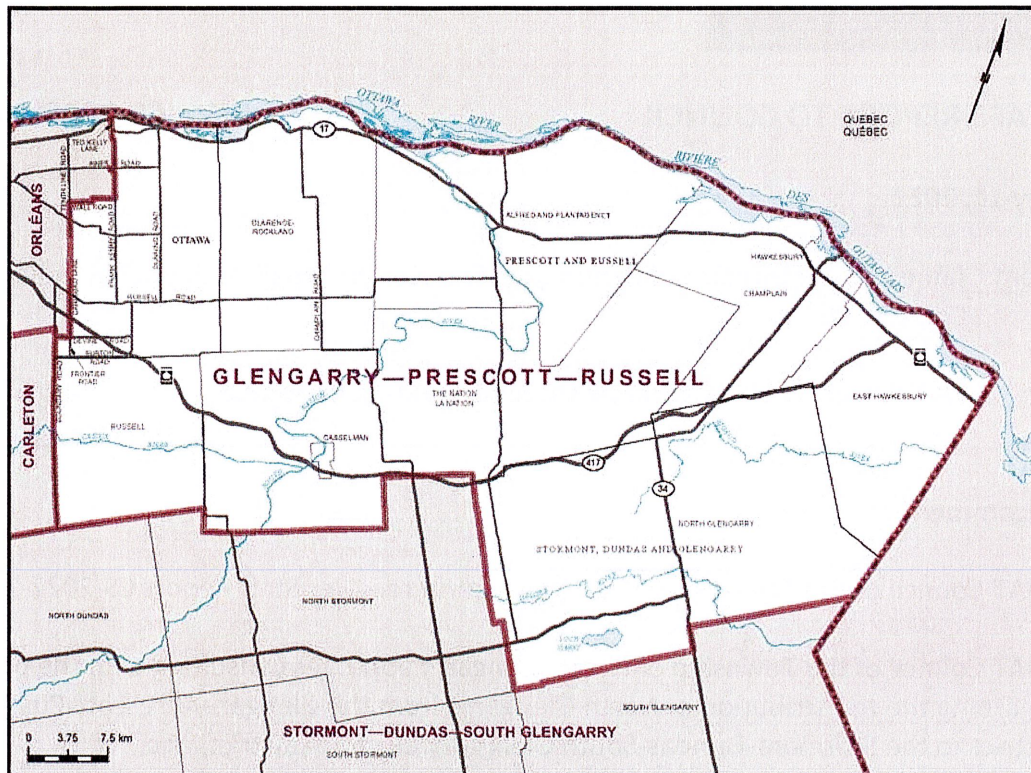
It is led by independent commissions working separately in each province to establish electoral boundaries. The Chief Electoral Officer (CEO) is tasked with applying the representation formula found in the Constitution to determine the new allocation of seats.

A representation order describing, and naming Canada's future electoral districts is expected to be completed in September 2023. Changes to electoral districts will be applied in the first general election called at least seven months after the representation order is proclaimed. It is believed that these changes will not come into effect until April 1, 2024, at the earliest.

North Glengarry's electoral district, Glengarry-Prescott-Russell, is shown in the picture below. As indicated, North Glengarry is part of an electoral district which includes the municipalities

of Alfred and Plantagenet, Casselman, Champlain, Clarence Rockland, East Hawkesbury, La Nation, and Russell, and the City of Hawkesbury, as well as a portion of Ottawa.

Electoral Districts



North Glengarry's interests would be better served if it could be included in the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district, aligning it naturally within the boundaries of the United Counties of SDG and its opportunities for development and growth.

- North Glengarry is a lower tier municipality under the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry;
- Redistributing North Glengarry to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district would better align the borders of the electoral district to include all six of the Townships of North and South Dundas, North and South Stormont, and North and South Glengarry which are within the existing borders of the United Counties of Stormont-Dundas and Glengarry;
- The County of Glengarry is currently split between two electoral districts – North Glengarry is assigned to the Glengarry-Prescott-Russell electoral district and South Glengarry is assigned to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district;
- North Glengarry identifies closely on heritage, history and shared culture with the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry;
- Confusion is caused for the Township of North Glengarry's electorate when they are aligned on municipal matters with the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry, and on federal and provincial matters with the Glengarry-Prescott-Russell electoral district;
- The population for the existing electoral district of Glengarry-Prescott-Russell is larger than that of the existing electoral district of Stormont-Dundas-South Glengarry by 11,970;
- The population for a revised electoral district of Stormont-Dundas-Glengarry (which would include North Glengarry) would be 8,318 greater than the population of the revised electoral district of Prescott Russell (minus North Glengarry). Due to steady growth, this gap is expected to close quickly.

	Population according to Statistics Canada		EXISTING ELECTORAL DISTRICTS		UNITED COUNTIES (PR population numbers do not include Ottawa which is part of the electoral district)	
	North Glengarry	South Glengarry	Stormont Dundas South Glengarry	Glengarry Prescott Russell	Stormont Dundas Glengarry	Prescott Russell
2011	10,200	13,150	101,000	106,000	111,100	85,400
2016	10,109	13,150	103,339	109,975	113,450	89,333
2021	10,144	13,330	104,493	116,463	114,643	95,639

GPR electoral district's population is 11,970 more than SDSG.

	Population according to Statistics Canada		REVISED ELECTORAL DISTRICTS		UNITED COUNTIES (PR population numbers do not include Ottawa which is part of the electoral district)	
	North Glengarry	South Glengarry	Stormont Dundas South Glengarry	Glengarry Prescott Russell	Stormont Dundas Glengarry	Prescott Russell
2021	10,144	13,330	114,637	106,319	114,643	95,639

SDSG electoral district's population would be 8,318 more than GPR.

Chart Summary

- The population for the Glengarry-Prescott-Russell electoral district stands at 116,460.
- Meanwhile, the population for the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district stands at 104,493. North Glengarry's population is 10,144.
- Reassigning North Glengarry to the Stormont-Dundas-South Glengarry district would increase the population in this district to 114,637.
- Removing North Glengarry from the Glengarry-Prescott Russell electoral district would decrease the population to 106,319.

Timeline for the Redistribution of Federal Electoral Districts

- Allocation of seats, establishment of commissions, and the publication of census data has occurred between mid-October 2021 to mid-February 2022.
- On June 23, 2022, Bill C-14 *An Act to amend the Constitution Act, 1867* (electoral representation) received Royal Assent.
- The first boundary proposal for the Province of New Brunswick was published on July 2, 2022, in the Canada Gazette, Part I, Volume 156, Number 27: Index. The boundary proposals for the other provinces are expected to follow shortly.
- Each commission must hold at least one public hearing within 30 days of the publishing of its boundary proposal. All public hearings are targeted to be completed by October 2022.
- Members of the public must notify the commission within 23 days after the publication of proposals if they want to make a presentation at a public hearing. Members of Parliament (MPs) may also make presentations at these hearings.
- Each commission finalizes its report on the new electoral districts, and the report will be sent to the Speaker of the House of Commons through the CEO, where it is tabled and referred to a designated parliamentary committee (assuming the commission has not requested more time). The expected timeline for this is mid-December 2022.
- Afterwards, MPs have the opportunity to file written objections in January or February 2023. In May and June 2023, the commissions consider objections.

- During September 2023, the CEO drafts the representation order, which describes the electoral districts established by the commissions, and sends it to the government via the Minister.
- The new boundary limits become official on the first dissolution of Parliament at least seven months after the date of proclamation (at the earliest April 2024).

In order to move forward with the notification to the commission, the Community Development Committee would have to reach out to the commission within 23 days of the publication of the commission's proposal. As indicated earlier, proposals are expected to be announced shortly (New Brunswick's was announced on July 2, 2022).

Staff would use this opportunity to reach out to the public prior to pursuing formal channels to obtain their input on the redistribution of North Glengarry to the Stormont-Dundas-South Glengarry electoral district. An ad will be published in the Glengarry News and The Review promoting the information on the redistribution of the electoral district and asking the community to respond to a survey on this issue. The survey will be available on the Township's website and shared through social media and our community partners. Paper versions of the survey will be available upon request and comments can also be sent to the Township by email or by telephone.

Information will be collated and brought back as part of a staff report to Council at the July 25, 2022, meeting.

Alternatives:

Option No. 1: That Council approves this recommendation.

OR

Option No. 2: That Council declines the approval of this recommendation.

Financial Implications:

There are minimal costs attached to running ads in the newspapers or posting information on the Township's website and social media outlets. The costs would be allocated to the Economic Development GL 1-4-1950-2300.

Attachments & Relevant Legislation:

Redistribution of Federal Electoral Districts 2022 – Information available on the Elections Canada website at

<https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=cir/red&document=index&lang=e>

Others Consulted:

Community Development Committee

Reviewed and approved by:
Sarah Huskinson, CAO/Clerk

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 07/27/2022 To 08/10/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
12838	C	08/09/2022	274	LSC SANITATION	\$499.22	O
12839	C	08/09/2022	286	MEUBLE HOME FURNITURE	\$100.38	O
12840	C	08/09/2022	287	M.I.G STRUCTURAL STEEL	\$1,536.80	O
12841	C	08/09/2022	290	MINISTER OF FINANCE	\$139,389.00	O
12842	C	08/09/2022	294	MINISTRY OF TRANSPORTATION	\$41.25	O
12843	C	08/09/2022	681	DURA-PAVE CONSTRUCTION 2011 LTD	\$10,170.00	O
12844	C	08/09/2022	1098	BLAIR ASPHALT PRODUCTS	\$47,454.83	O
12845	C	08/09/2022	1200	LE COIN DU LIVRE	\$1,630.85	O
12846	C	08/09/2022	1579	BAXTEC MECHANICAL SERVICES	\$687.48	O
12847	C	08/09/2022	1942	GROUPE ARCHAMBAULT INC.	\$73.64	O
12848	C	08/09/2022	2137	EMBRUN ENERGY INC.	\$875.75	O
12849	C	08/09/2022	2178	LEADERSHIP FEMININ EN ACTION PRESCOTT-RUSSELL	\$700.00	O
12850	C	08/09/2022	2245	BOULANGER INDUSTRIAL GROUP	\$3,400.03	O
12851	C	08/09/2022	2302	THE DOOR COMPANY INC.	\$204.69	O
12852	C	08/09/2022	2305	LA CUISINE BENSON	\$101.70	O
12853	C	08/09/2022	2505	CENTRE NOVAS-CALACS FRANCOPHONE DE P-R	\$200.00	O
12854	C	08/09/2022	2884	TMJ CONSTRUCTION INC.	\$4,500.00	O
12855	C	08/09/2022	2888	PROFESSIONAL FIRE PROTECTION	\$847.50	O
12856	C	08/09/2022	3096	LONGTIN JOCELYN	\$2,000.00	O
12857	C	08/09/2022	3111	SHADE GROUP INC	\$11,825.45	O
12858	C	08/09/2022	3154	HAWTHORNE CLEANING SYSTEMS LTD	\$1,009.41	O
12859	C	08/09/2022	3157	BENOIT, GERALD	\$1,500.00	O
12860	C	08/09/2022	3158	GARDERIE DES AMIS	\$500.00	O
12861	C	08/09/2022	3159	MARIE PETTEN	\$1,809.01	O
12862	C	08/09/2022	3160	POWER LAWN CARE	\$15,887.80	O
12863	C	08/09/2022	3162	COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANT	\$799.14	O
63659	E	08/10/2022	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$978.64	O
63660	E	08/10/2022	13	ACKLANDS - GRAINGER INC	\$2,760.83	O
63661	E	08/10/2022	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$1,342.08	O
63662	E	08/10/2022	60	BOURGON SEEDS LTD	\$180.80	O
63663	E	08/10/2022	65	BRAZEAU SANITATION INC	\$293.80	O
63664	E	08/10/2022	66	BRENNTAG CANADA INC	\$6,216.83	O
63665	E	08/10/2022	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$2,550.35	O
63666	E	08/10/2022	76	CANAAN LOCK & SECURITY SYSTEMS	\$115.26	O
63667	E	08/10/2022	80	MAXIBURO LTEE	\$302.44	O

The Nation Municipality/Municipalité de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 07/27/2022 To 08/10/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
63668	E	08/10/2022	110	COLACEM CANADA INC	\$735.64	O
63669	E	08/10/2022	116	UNIAG COOPERATIVE	\$382.91	O
63670	E	08/10/2022	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$513.72	O
63671	E	08/10/2022	131	DRAIN-ALL LTD	\$4,228.01	O
63672	E	08/10/2022	145	ELECTROTEK INC	\$43,875.01	O
63673	E	08/10/2022	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$153.96	O
63674	E	08/10/2022	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$337.92	O
63675	E	08/10/2022	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$4,830.75	O
63676	E	08/10/2022	216	KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC	\$15,919.91	O
63677	E	08/10/2022	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$8,501.69	O
63678	E	08/10/2022	255	LEROUX JEANNE	\$179.85	O
63679	E	08/10/2022	264	LEVAC PROPANE INC	\$444.52	O
63680	E	08/10/2022	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$64.86	O
63681	E	08/10/2022	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$211.75	O
63682	E	08/10/2022	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$4,621.19	O
63683	E	08/10/2022	533	SPEHLER SHOP	\$177.46	O
63684	E	08/10/2022	841	KB MEDIA CORP	\$333.35	O
63685	E	08/10/2022	954	CDW CANADA INC.	\$358.05	O
63686	E	08/10/2022	984	1897340 ONTARIO INC.	\$4,237.50	O
63687	E	08/10/2022	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$2,018.07	O
63688	E	08/10/2022	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$843.83	O
63689	E	08/10/2022	1336	ON CALL CENTRE	\$229.55	O
63690	E	08/10/2022	1393	BEACON LITE (OTTAWA) LTD.	\$74.58	O
63691	E	08/10/2022	1656	GUY LARIVIERE	\$1,575.00	O
63692	E	08/10/2022	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$171.38	O
63693	E	08/10/2022	1842	SELECTCOM INC	\$12.34	O
63694	E	08/10/2022	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$138.85	O
63695	E	08/10/2022	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$46.20	O
63696	E	08/10/2022	2083	LEROUX CONSULTANT	\$7,882.32	O
63697	E	08/10/2022	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$11,744.60	O
63698	E	08/10/2022	2600	JULIEN BENOIT	\$1,875.00	O
63699	E	08/10/2022	2681	DENIS PICHÉ	\$200.00	O
63700	E	08/10/2022	2897	FIREFIXX FIRE EQUIPMENT SERVICES INC.	\$3,417.66	O
63701	E	08/10/2022	3002	MCDONALD BROTHERS CONSTRUCTION INC.	\$575,029.54	O
B2B2C	E	08/09/2022	560	B2B2C	\$152.55	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 07/27/2022 To 08/10/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
BELL CANADA	E	08/09/2022	46	BELL CANADA	\$1,018.33	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	08/09/2022	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$523.68	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	08/09/2022	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$24,909.01	O
JOHN DEERE FINANCIAL	E	08/09/2022	16	JOHN DEERE FINANCIAL	\$3.96	O
MINISTER OF FINANCE	E	08/09/2022	291	MINISTER OF FINANCE	\$15,282.09	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	08/09/2022	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$59,449.44	O
ULTRAMAR- PARKLAND FUEL CORPORATION	E	08/09/2022	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$534.62	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	08/09/2022	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$763.54	O

TOTAL \$1,060,489.15

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2022-08-04

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Cornwall Community Hospital - 2600 POD	Cornwall	COVID	COVID	2022-08-03		2022-08-03
Cornwall Community Hospital 2800 POD	Cornwall	COVID	COVID	2022-08-02		2022-08-02
Glen Stor Dun Lodge	Cornwall	COVID	COVID	2022-08-02		2022-08-02
Heritage Heights	Cornwall	COVID	COVID	2022-08-02		2022-08-02
Community Living Dundas Victoria Street	Winchester	COVID	COVID	2022-08-02		2022-08-02
Sandfield Place LTC	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-28		2022-07-28
Residence St- Mathieu	Hammond	COVID	COVID	2022-07-26		2022-07-26
The Palace Retirement Home	Alexandria	COVID	COVID	2022-07-26		2022-07-26
Chartwell McConnell	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-21	2022-08-02	2022-08-03
Dundas Manor	Winchester	COVID	COVID	2022-07-26		2022-07-26
Le Genesis Retirement Home	Limoges	COVID	COVID	2022-07-25		2022-07-25
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	COVID	COVID	2022-07-22		2022-07-22
Russell Meadows Retirement Home	Russell	COVID	COVID	2022-07-22		2022-07-22
Sunset Cove Retirement Home	Long Sault	COVID	COVID	2022-07-18	2022-08-03	2022-08-03
Heartwood LTC	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-18		2022-07-18
Foyer St-Viateur Nursing Home	Limoges	COVID	COVID	2022-07-14		2022-07-14
Cornwall Community Hospital Auditorium	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-13	2022-07-28	2022-07-28
Cornwall Community Hospital 1800 POD	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-13	2022-07-26	2022-07-26
Riverfront Retirement Centre	Cornwall	COVID	COVID	2022-07-13	2022-07-22	2022-07-22
Garden Villa Retirement Home	Chesterville	COVID	COVID	2022-07-11		2022-07-12
Maxville Manor	Maxville	COVID	COVID	2022-07-11		2022-07-12
Rockland Manor	Rockland	COVID	COVID	2022-07-12		2022-07-12
Hawkesbury General	Hawkesbury	COVID	COVID	2022-07-11	2022-07-25	2022-07-25

Hawkesbury General Hospital-C2 South ÉTABLISSEMENT	Hawkesbury LIEU	COVID TYPE DE FLAMBÉE	COVID ORGANISME IDENTIFIÉ	2022-07-11 SIGNALÉ RAPPORTÉ	2022-07-20 DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	2022-07-20 DERNIÈRE MISE À JOUR
Glengarry Memorial Hospital	Alexandria	MSRA	MSRA	2022-07-06	2022-07-20	2022-07-20
Villa St-Luc	Curran	COVID	COVID	2022-07-05		2022-07-05
Le Pavillon - Retirement Home	Embrun	COVID	COVID	2022-07-04	2022-07-25	2022-07-25
Auberge Plein Soleil	Alfred	COVID	COVID	2022-06-30	2022-07-29	2022-07-29
Pension du Bonheur	Alfred	COVID	COVID	2022-06-20	2022-08-02	2022-08-02

Définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Des cas sporadiques d'influenza A sont signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

www.EOHU.ca • 1 800 267-7120 • www.BSEO.ca



August 4, 2022

In This Issue

- ?An Integrated Approach to Mental Health and Addictions.
- Important AMO 2022 information to look for!
- ?Thank you to AMO 2022 partners, sponsors and exhibitors!
- Digital partner surveys - Feedback requested.
- ?- Planning a Road Needs Study for 2023?
- Engaging with communities on electricity procurement.
- ?Municipalities, electrification and the economy of the future.
- Careers and RFP: OMTRA, KDSB and Hastings County.

AMO Matters

On August 2, AMO was pleased to have the opportunity to submit An Integrated Approach to Mental Health and Addictions to the Ministry of Health.

Eye on Events

On August 9 all registered AMO 2022 delegates will receive an email with important information on registering and planning for AMO's Conference in Ottawa August 14 – 17. Don't miss this helpful information. Check your spam folder if you don't receive the email by August 9. If someone else registered you, check with them. Haven't yet registered? You can register online until August 8 and in person as of Sunday August 14.

The importance of partners, sponsors and exhibitors to the success of the AMO 2022 Conference cannot be overstated. AMO is truly grateful and looks forward to their participation in Ottawa, August 14 -17. If you still need to register, you can do so online until August 8. Onsite registration will open Sunday, August 14, at noon in the Shaw Centre. Visit our program page to see all the outstanding educational offerings and events planned for AMO 2022

LAS

LAS wants your feedback on two offerings from our digital partners - the accessible website builder and the digital citizen relationship management (CRM) software. The surveys will take approximately 5 minutes each to complete. Please submit your feedback by August 12.

Is a Road Needs Study on your schedule for 2023? Contact Tanner to receive a no-obligation quote for the LAS Road & Sidewalk Assessment Service. Save time and money with high-quality data and the tools to make it useful.

Municipal Wire*

The Independent Electricity System Operator (IESO) is seeking input by August 5 on the process to procure new electricity supply for Ontario. Visit the dedicated LT RFP

[community engagement webpage](#) for more details.

Join Hydro One on Tuesday, August 16, in Governor General 1 room, at the AMO 2022 Conference in Ottawa, as we discuss how we can help your municipality plan and prepare for the economy of the future, including the electrification of transit, personal vehicles and industry.

Careers

[Request for Proposal - Ontario Municipal Tax and Revenue Association](#). Seeking a vendor who has demonstrated experience in successfully developing consensus-based strategic plans and has strong facilitation skills. Responses must be emailed to stratplan@omtra.ca by August 26.

[Director/Chief of Emergency Medical Services - Kenora District Services Board](#). Provides overall direction, leadership and planning for direct and contracted ambulance and paramedic services. Apply to hr@kdsb.on.ca by August 16.

[Director of Finance/Treasurer - County of Hastings](#). The position will provide executive leadership of the Financial Services Department. Apply to careers@hastingscounty.com August 26.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)



Le 27 juillet, 2022

M. François St-Amour
Maire de la Municipalité de La Nation
1560 Laurier Street, Rockland, Ontario, K4K 1P7

Monsieur le Maire St-Amour et membres du conseil,

Au nom du conseil d'administration et des comités bénévoles de Leadership féminin Prescott Russell (LFPR) nous vous remercions très sincèrement pour le don de 700\$ que vous nous avez accordé. Votre généreuse contribution nous permettra d'assurer une plus grande participation et de livrer un événement de haute qualité pour ce tout premier symposium sur le leadership féminin et l'égalité des genres dans Prescott-Russell.

Nous vous enverrons bien sûr une invitation pour les membres du conseil de même que pour le personnel municipal qui aimerait y participer pour célébrer avec nous le **Mois de l'histoire des femmes au Canada**, et profiter de conférencières de marque qui mettront en valeur les contributions des femmes et des filles dans l'espace publique et les progrès réalisés en faveur de l'égalité.

Votre contribution sera reconnue dans le programme de la conférence, sur le site web LFPR, sur la bannière promotionnelle dans la salle de conférence et de vive voix lors des allocutions.

Encore une fois, merci pour votre soutien envers LFPR mais aussi envers l'avancement des femmes et des filles de La Nation.

Sincèrement,



Estelle Patenaude
Vice-Présidente





Building Broadband Faster in Ontario

A guideline to support accelerated broadband deployment

Version 2.0

Version 1.0 Released: November 30, 2021

Version 2.0 Released: August 4, 2022

Contents

Part 1 Introduction	3
1 Introduction	4
Guideline 2.0	4
Legislation	5
Regulations.....	6
Part 2 Building Broadband Faster Act Guideline 2.0.....	9
2.1 General and Administrative Provisions	10
Purpose of the BBFA Guideline	10
This Guideline also:	10
Background.....	11
To Whom this Guideline Applies	11
Role of Infrastructure Ontario.....	12
Role of Parties in Designated Broadband Projects	12
Application	13
Applicable Law.....	13
Amendments to the Guideline.....	13
Bulletins	13
2.2 Accelerating Access to LDC Poles and Rights-Of-Way.....	14
Attaching to LDC-Owned Poles	14
Material Deficiencies and Performance Timeline Suspensions	18
IO Preliminary Review Checklist.....	19
One-Touch Make-Ready	19
Pre-qualified Contractors for OTMR	20
120-day Indemnity Clause	21
Accessing Buried Routes on Municipal Rights-of-Way	22
Data Requests through the Broadband One Window	24
Accessing Provincial Highways	25
2.3 Technical Assistance Team (TAT).....	25
2.4 Resolving Disputes	26
Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms.....	27
Appendix 2: Further Reducing Complex Make-Ready Work	85
Appendix 3: Broadband One Window.....	86
Appendix 4: Ontario One Call - Streamlining locates for Designated Broadband Projects .	92
Appendix 5: Supplemental Ministry of Transportation Requirements	95
Glossary	97

Part 1 Introduction

1 Introduction

The Government of Ontario has committed almost \$4B to provide access in every region of Ontario to reliable, high speed internet by the end of 2025.

In April 2021, the *Building Broadband Faster Act, 2021* (BBFA) was enacted along with changes to the *Ontario Energy Board Act, 1998* (OEBA). The main purpose of the BBFA and changes to the OEBA are to expedite the delivery of broadband projects of provincial significance by removing barriers to building broadband projects.

Since the introduction of the BBFA, the Province has consistently identified the expectation that all partners involved in broadband deployment would work collaboratively to further reduce administrative barriers, support timely broadband deployment and contain costs.

In November 2021, as part of the first version (Version 1.0) of the Building Broadband Faster Act Guideline, a Statement of Intent was included that signaled the province's intention to move ahead with a suite of additional measures. These included new regulatory and legislative measures, that are now in place and serve to make several of the provisions outlined in Guideline 1.0 binding, with appropriate enforcement mechanisms.

These measures are further described below for reference and form the basis of updates to Guideline 2.0. Together, they will help to achieve the government's commitment to 100 percent connectivity by the end of 2025.

Guideline 2.0

This Guideline was developed to reduce barriers, speed up broadband deployment and support the successful implementation of the BBFA. Stakeholders and partner ministries provided input into the development of the Guideline. The current Guideline reflects the latest legislative and regulatory authorities and will be updated if required.

In summary, the Guideline, in alignment with key legislation and regulations:

- Sets out new processes and timelines when internet service providers (ISPs) work with local distribution companies (LDCs), municipalities and other parties to deploy internet fibre through third-party hydro pole attachments and accessing rights-of-way (ROW) to deploy fibre underground.
- Introduces a new information and data gathering platform - the Broadband One Window (BOW). The platform is an electronic system to support timely approvals, permitting, and locate decisions related to designated broadband projects. Parties are being asked to also provide relevant infrastructure data through this platform to enhance information sharing and proactively anticipate and address issues.
- Describes the role of a new Technical Assistance Team (TAT) that will provide support, informal advice and assistance to municipalities, ISPs and LDCs on the implementation of the Guideline and implementation of designated broadband projects.

Legislation

Under the *Getting Ontario Connected Act, 2022*, which passed in April 2022, changes were made to the BBFA and to the *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012* (One Call Act) that in effect help ensure cooperation among stakeholders, set out clear expectations around timelines and processes and try and limit the kind of things that historically have delayed broadband deployment.

New requirements under the BBFA include:

1. Requirement for municipalities to comply with a specified service standard:
 - Key focus is to direct turn around time for rights of way permits
2. Requirement for the use of the Broadband One Window platform by municipalities:
 - Broadband One Window as the single, digitized platform required for permit application through implementation
3. Requirement for infrastructure data sharing by infrastructure owners:
 - Key focus is to share relevant data on request related to designated broadband projects that will support project implementation
4. Requirement, consistent with the One Call Act, for designated broadband projects to use a dedicated locator model.
 - Key focus is to set out new processes and timelines for completing underground infrastructure locates and reduce delays.

New requirements under the One Call Act:

Amendments were made to address immediate pressure points in the underground infrastructure locate delivery system, enhance governance and oversight of Ontario One Call, and improve Ontario One Call's compliance tools. Most changes came into effect on April 14, 2022. Key amendments apply to and benefit designated broadband projects, including:

1. Mandating the use of a dedicated locator model where a single locator is selected by the Proponent (ie. project owner) and affected members of Ontario One Call to better provide Proponents with control over timing of locates by having a say in who their locator will be.
2. Ensuring locate validity periods are for a minimum of 60 days, reducing the frequency of re-locates and providing longer excavation windows for Proponents.

The legislative changes also provide Ontario One Call with authority to issue administrative penalties against non-compliant underground infrastructure owners/operators and excavators in the industry. A separate regulation outlining the details of the administrative penalty regime needs to be developed in order to implement this regime.

Ontario One Call is working closely with the Ministry of Public and Business Service Delivery and industry to implement the new legislative requirements.

Regulations

The Province also made a number of regulations to further set out clear requirements for stakeholders. These include:

1. Regulations under the BBFA

- A. Ontario Regulation 809/21 - Regulation to designate provincial broadband projects. This regulation defines designated broadband projects as those *"where funding, in full or in part, has been provided through the Ministry of Infrastructure for the purpose of deploying broadband and high-speed internet infrastructure in Ontario."* The BBFA grants the Minister of Infrastructure the following authorities, with respect to designated broadband projects:
 - i. Issue notices to municipalities that broadband project proponents require municipal service and right of way access to complete necessary work related to such projects.
 - ii. Make orders requiring the municipal service and right of way access necessary to facilitate delivery of a designated project, and the proponent and the municipality shall comply with that order.
 - iii. Issue notices requiring electricity distributors and transmitters to coordinate with broadband project proponents to complete necessary work related to such projects where a distributor or transmitter has not met a regulated requirement. (Note: this authority would come into effect if proposed OEBA regulations are made - see item 2 below).
 - iv. Where a party noted above fails to complete required work, the Minister would be authorized to order the completion of work or authorize the proponent to undertake the work to facilitate delivery of a designated project.

- B. Ontario Regulation 436/22 - Regulation to require local distribution company (LDC) compliance with requirements of a new regulation under the OEBA (Ontario Regulation 410/22, see below). This regulation is needed to appropriately prescribe the OEBA regulation as the source of obligations for LDCs. It allows notices and orders to be issued by the Minister of Infrastructure under the BBFA for LDCs in compliance with the requirements set out in the OEBA regulation.

- C. Ontario Regulation 782/21 - Regulation to further define the conditions for compensation for errors under the One Call Act locates process prior to amendments under the Getting Ontario Connected Act, 2022. The section of the BBFA (section 21) was replaced and the regulation is now outdated, and will be revoked at a future date.

2. Regulations under the OEBA

- A. Ontario Regulation 842/21 (Electricity Infrastructure - (Part VI.1 of the Act)) (hereinafter defined as as O. Reg. 842/21) - Setting the wireline pole attachment charge methodology and requiring local distribution companies (LDCs) to consult with internet and telecom service providers as part of their long-term capital

planning processes. This regulation came into effect on January 1, 2022 in order to reduce costs for ISPs.

- B. Ontario Regulation 410/22 - Electricity Infrastructure - Designated Broadband Projects) (hereinafter defined as as O. Reg. 410/21). Requirements for LDCs to comply with, including but not limited to: providing access to LDC assets, the use of the Broadband One Window platform, performance timeline standards and processes related to pole attachments and make-ready work, including situations when those standards may be *temporarily* suspended, cost allocation, and the role of the Ontario Energy Board in dispute resolution. LDCs and Proponents may contract out of certain provisions of the regulation. This regulation came into effect on April 21, 2022.

The BBFA also provides authority to issue administrative penalties against non-compliance. A separate regulation outlining the details of the administrative penalty regime needs to be developed in order to implement this regime. MOI is currently undertaking a review and analysis to identify options for such a regime.

Part 2 Building Broadband Faster Act Guideline 2.0

2.1 General and Administrative Provisions

Purpose of the BBFA Guideline

This Guideline serves as a companion guide to the *Building Broadband Faster Act, 2021* (BBFA). It is a key tool in enabling the Ontario Government's Accelerated High-Speed Internet Program (AHSIP) which together with other provincially funded broadband projects (i.e. designated broadband projects) aim to provide access to high-speed internet to 100 percent of Ontario households by the end of 2025.

The Guideline has been designed to enhance the coordination and engagement among project stakeholders related to the deployment of high-speed internet infrastructure, including streamlining processes associated with attaching high-speed internet wirelines to Local Distribution Company (LDC)-owned electric utility poles and providing timely access to municipal and provincial rights-of-way (ROWs). It is recognized that Internet Service Providers (ISP), also known as Telecommunications Service Providers (TSPs), need timely access to LDC poles and ROWs. Efficiencies in the process and recommended by this Guideline can have a positive impact on project-level costs, complexity and timelines related to the efficient deployment of broadband networks.

The Guideline is a tool that can be used by, but is not limited to use by, LDCs, ISPs/TSPs, Ontario One Call and their respective third parties in coordinating installation and service provision as well as Infrastructure Ontario (IO), the Ontario Ministry of Transportation (MTO), municipalities, Indigenous communities and government partners such as the Electrical Safety Authority (ESA) and the Ontario Energy Board (OEB).

This Guideline provides direction and guidance in accordance with legislation and regulations developed for designated broadband projects in order to:

- Encourage early and good faith communication and collaboration among participants;
- Expedite the safe and cost-effective delivery of designated broadband projects;
- Meet the Ontario government's goal to connect every region in Ontario to essential, reliable, high-speed internet by the end of 2025; and,
- Facilitate municipalities and LDCs providing timely access to their infrastructure on reasonable terms, including municipal rights-of-way and LDC owned poles to support high-speed internet projects.

This Guideline also:

- Introduces a new information and data gathering platform - the BOW. The BOW is an electronic system to support the design, procurement, construction and management of AHSIP designated broadband projects, and potentially other designated broadband projects. Parties are being asked to also provide relevant infrastructure data through this platform to enhance information sharing and proactively anticipate and address issues.
- Provides that Infrastructure Ontario will operate the BOW platform and help mediate informal disputes.
- Establishes the role of the Technical Assistance Team (TAT) that will provide support, informal advice and assistance to municipalities, ISPs and LDCs on the implementation of the Guideline, implementation of designated broadband projects and help with informally resolving disputes.

Overall, the Ontario government has committed to ensuring that every community has access to high-speed internet by the end of 2025. This Guideline, if followed correctly, will be a vital tool in helping to

achieve this ambitious goal.

Background

While the Government of Ontario has been working to expand access to high-speed internet throughout the Province for several years, the COVID-19 pandemic highlighted the essential role of reliable high-speed internet for participating fully in today's economy, including through the workplace, educational institutions, telemedicine and online commerce. As of September 2021, an estimated 700,000 premises, representing about 1.4 million people in Ontario, lack access to basic broadband connectivity, defined by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (CRTC) as speed levels of 50 Mbps download/10 Mbps upload.

To address this, in March 2021, Ontario announced a commitment of nearly \$4 billion to connect every region to high-speed internet by the end of 2025 as part of the AHSIP. This is the largest single investment in high-speed internet, in any province, by any government in Canadian history.

As part of its plan, Ontario also announced a new innovative competitive process to help connect underserved and unserved communities across the province. This competitive process launched in September 2021 and is being led by Infrastructure Ontario. Combined with existing application-based programs underway, the competitive process, with a reverse auction, will help ensure that every home and business in Ontario has access to high-speed internet by the end of 2025.

In April 2021 the BBFA was enacted and amendments were made to the *Ontario Energy Board Act, 1998* (OEBA).

The purpose of the BBFA is to expedite the delivery of designated broadband projects, prescribed under regulation, by streamlining processes and removing barriers that may result in additional costs and delays in reaching these unserved and underserved communities across Ontario. This legislation builds on the Government's 2019 Up to Speed: Ontario's Broadband and Cellular Action Plan, which outlined a plan to expand broadband and cellular access into unserved and underserved communities.

Link to the BBFA: [Building Broadband Faster Act, 2021, S.O. 2021, c. 2, Sched. 1 \(ontario.ca\)](#).

Link to the OEBA: <https://www.ontario.ca/laws/statute/98o15#BK161>

Link to the One Call Act: <https://www.ontario.ca/laws/statute/12o04>

To Whom this Guideline Applies

This Guideline is intended to apply to:

- A Proponent, who is legally bound by the Project Agreement entered into with the Government of Ontario for designated broadband projects which are being funded by Ontario
- LDCs whose service territories include coverage of the geographic areas where there are designated broadband projects or LDCs who otherwise anticipate performing or supporting high-speed internet projects and wish to adopt practices within it .
- Ontario municipalities whose municipal boundaries include the geographic areas where there are designated broadband projects.
- Members of Ontario One Call in submitting and responding to locate requests relating to underground infrastructure.

- Dedicated locators / locate service providers (LSPs) in carrying out locates relating to underground infrastructure for designated broadband projects.
- Any other person with infrastructure within a right-of-way for a designated broadband project and any other person whose cooperation is required to carry out a designated broadband project.

These parties are hereto defined as ‘provincially funded project stakeholders’.

This Guideline would also be of benefit for other relevant parties, including construction contractors, engineering providers, geographic information systems providers, and surveyors.

Role of Infrastructure Ontario

1. **Overall Program Management**, including:
 - i. Establishing the BOW platform, and developing user resources for ISPs, municipalities, LDCs and infrastructure owners
 - ii. Acting as a single point of contact through the Broadband One Window (BOW)
 - iii. Establishing processes, means and methods, to support AHSIP Projects and as may be determined other designated broadband projects’ activities from guidance to non-binding mediation consistent with AHSIP policy objectives, legislation, and as otherwise codified in the Legislations, Regulations and Guideline
 - iv. Publishing reports on project funding performance
 - v. Publishing reports on overall AHSIP Projects, and as may be determined other designated broadband project progress
2. **Establishing eligible project areas** as a result of revised AHSIP and as may be determined other designated broadband project needs such as Lot changes through a mapping and modeling exercise
3. **Issuing calls for applications and proposals for financial, technical, human and other resources** and reviewing and screening applications and proposals against eligibility and assessment criteria
4. **Facilitating early mediation of disputes** in an effort to resolve issues before they are escalated to formal dispute resolution bodies
5. **Acting as Contract Administrator** for AHSIP Projects, including:
 - i. Verifying project milestone completion
 - ii. Assessing and reporting on funding recipients’ progress, performance, and compliance with funding conditions
 - iii. Supporting compliance associated with funding conditions, if required (e.g., advising MOI on completion of milestones and other applications, including during the Performance Period).

Role of Parties in Designated Broadband Projects

This Guideline is meant to provide direction as well as best practice approaches to all parties engaging in designated broadband projects which are being funded by Ontario. It also reflects current legislation and regulations.

The provincially funded project stakeholders are expected to engage in good faith, without prejudice, in a manner consistent with the spirit of partnership and collaboration. Stakeholders are expected to ensure that they conduct their work in such a way that ensures the safe deployment and ongoing operation of broadband, municipal, transportation, electrical, and other infrastructure assets.

The legislative authorities outlined in the OEBA and its regulations and the BBFA and its regulations are serve in their application as backstops/safeguards in the event that cooperation or negotiation between designated broadband projects does not result in an adherence to Performance Timelines (PTs) and any other aspect of the Guideline.

Application

This Guideline is intended to apply to any designated broadband project.

Applicable Law

Nothing in this Guideline is meant to limit the obligations that any party has to comply with any other applicable law, including but not limited to the latest versions of:

- The BBFA and regulations made pursuant to the BBFA;
- The OEBA and regulations made pursuant to the OEBA;
- Ontario Regulation 22/04 (Electrical Distribution Safety) made pursuant to the *Electricity Act, 1998* (“Electrical Distribution Safety Regulation” or “Ont. Reg. 22/04”);
- Canadian Standards Association C22.3 No.1, the Electrical Distribution Safety regulation notes CSA Standard C22.3 No. 1-15 (or latest) for overhead distribution lines and CSA Standard C22.3 No. 7-15 for underground systems as amended from time to time;
- *Occupational Health and Safety Act* (OHSA) and Regulations;
- Ontario Regulation 164/99 (Electrical Safety Code) made pursuant to the *Electricity Act, 1998* (“Ontario Electrical Safety Code” or “OESC”) and,
- *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012* (One Call Act).

Amendments to the Guideline

Amendments to this Guideline must be approved by the MOI and will be made in consultation with the Ministry of Energy (ENERGY) and the Ministry of Public and Business Service Delivery (MPBSD) and posted on the MOI website.

Bulletins

MOI may, at times, publish bulletins to this Guideline. The purpose of these bulletins is to provide specific information on issues, conflicts and/or misunderstanding where there is a need for immediate or additional clarification. Bulletins will be posted as supplements to this Guideline and will allow provincially funded project stakeholders to subscribe to an RSS feed for posted updates.

2.2 Accelerating Access to LDC Poles and Rights-Of-Way

This section sets out processes and timelines that are recommended to be followed by Proponents and their service providers, LDCs and municipalities and is generally limited to any designated broadband project in respect of which the Proponent has confirmed its intention to use the Broadband One Window (**BOW**) platform for the permitting and construction of the designated broadband project.

Attaching to LDC-Owned Poles

This section outlines the BOW authorization process for LDC owned pole attachments, including the engineered design requirements as well as the applicable standards to which stakeholders are expected to adhere.

If requested by the Proponent to do so, the LDC shall use the BOW. Where the Proponent has confirmed its intention to use the BOW platform for permitting and construction of a designated broadband project, the general steps to acquire an LDC-approved authorization application to access an LDC owned pole are set out in Table 1 below.

While the below process generally assumes that the BOW will be used, the Proponent and the LDC may agree to alternative arrangements for the purpose of completing an attachment request.

Table 1: Illustrative Process for Aerial Route on LDC-Owned Poles

	Activity	Process Details
1	Determination of possible route	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent determines possible route using best industry practices including digital maps, available information from BOW and existing network records The Proponent submits planned route to BOW and requests outstanding information from LDCs and existing attachers If requested, IO circulates notification of planned/possible route to all known implicated parties (i.e., municipalities, LDCs, Enbridge and other telecoms)
2	Field inspection/survey	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent and LDC coordinate prior to field inspection/survey of the poles applied for and determine who will be developing engineered designs as the ESA guidelines allow for both owner (i.e., the LDC) developed and applicant (i.e., the Proponent) developed plans or work instructions LDCs and existing attachers provide information requested by Proponent LDCs and existing attachers provide information requested by proponent. Loading information provided by all parties may be based on assumptions for the purpose of feasibility.
3	Professional Engineer Approved Design Drawings <ul style="list-style-type: none"> Structural analysis Telecom attachment 	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent or LDC (as agreed) conducts pole loading structural analysis, prepares P.Eng. approved design drawings (certifying that the design meets the requirements of CSA 22.3 No.1-15 (or latest) and Ontario Reg. (22/04) and determines what telecom and power make-ready work, if any, needs to be completed for safe

	Activity	Process Details
	<ul style="list-style-type: none"> Any power make-ready 	<p>attachment. Ontario Reg. 22/04 notes CSA Standard C22.3 No. 1-15 for overhead distribution lines and CSA Standard C22.3 No. 7-15 for underground systems. For Proponent led-designs, the Proponent must provide materials to the LDC to review and to inform subsequent steps.</p> <ul style="list-style-type: none"> Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms provides templates of Basic Drawing Requirements and Design Requirements that may be used
4	<p>Determination of Sequencing of Make-Ready Work</p> <ul style="list-style-type: none"> Triage of power make-ready work Determine requirements needed to accommodate make-ready work 	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent or LDC (as agreed during coordination prior to field inspection/survey) determines whether any power make-ready work can be completed safely after or in parallel with any attachment (including any temporary work) or whether power make-ready work needs to be completed prior to attachment (i.e., "triage" of power make-ready work). Appendix 2: Further Reducing Complex Make-Ready Work provides guidance on triage of power make-ready work
5	<p>Authorization application approval</p> <ul style="list-style-type: none"> Authorization application form Professional Engineer Approved Design Drawings Full Pole Loading Structural Analysis 	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent submits to BOW an application form including Professional Engineer Approved Design Drawings and Full Pole Loading Structural Analysis. To ensure quality submissions, it is recommended that this analysis is conducted using industry standard software. IO, as administrator of the AHSIP, reviews application (see Preliminary Authorization Review Checklist below) to ensure all required information has been submitted LDC reviews and if appropriate approves application. Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms provides information to be included on each application form including Professional Engineer Approved Design Drawings and Full Pole Loading Structural Analysis
6	<p>LDC issues quote for Power Make-Ready Work</p>	<ul style="list-style-type: none"> LDC advises the proponent whether it will conduct the make ready work or whether the LDC will allow the proponent to conduct the work LDC (if completing the make-ready work) provides a layout for power make-ready and a quote for the apportionment of the actual cost of the make-ready power work as set out in O.Reg. 410/22 Proponent provides Purchase Order or certified cheque as determined by the LDC
7	<p>Advising timing of construction (with ROP)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Some municipalities may require a Road Occupancy Permit and have associated timelines and processes that must be adhered to per the BBFA (see row 4 of Table 3).
8	<p>Advising timing of construction (without ROP, note that #7 would not apply in this instance)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Where a Road Occupancy Permit is not required, the Proponent notifies the municipality directly prior to work commencement within the established PT

	Activity	Process Details
9	Completion of Make-Ready Work	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent and LDC negotiate coordination of any power and telecom make-ready work, including planning any necessary outages. See the Section on One-Touch Make-Ready below.
10	LDC issues authorization	<ul style="list-style-type: none"> LDC issues authorization via BOW or other agreed upon means.
11	Wireline attachments	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent coordinates with other ISPs to conduct any other telecom make-ready work at this time as the Proponent installs its attachment with the same crews
12	As-built drawings submitted to LDC	<ul style="list-style-type: none"> The Proponent installs attachment and submits "As Built" drawings to an LDC including an acceptable Record of Inspection form. Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms provides a template Record of Inspection form. The connection of any required bonding of the communication strand should be requested at this time and the LDC may provide a separate quote and obtain a purchase order (PO) for this work as a separate project from the application process
13	LDC conducts post-build inspection	<ul style="list-style-type: none"> The LDC conducts any post-build inspection. The LDC may recover actual costs of post-build inspection from the Proponent.
14	Authorization closed	<ul style="list-style-type: none"> LDC invoices Proponent based on actual costs once any outstanding issues discovered in the inspections are resolved

O.Reg. 410/22 establishes the PTs that an LDC must adhere to in the absence of an alternative agreement between an LDC and a Proponent. The timelines stipulated in O. Reg. 410/22 begin once the LDC has received notice from the Proponent that the use of or access to the LDC's distribution system is required for the purpose of a designated broadband project and end once the LDC provides authorization to attach.

Table 2 sets out suggested, non-binding PTs for each recommended step provided for in Table 1. Note that under O. Reg. 410/22, LDCs are required to complete a wireline pole attachment request no later than the time specified in the regulation, subject to the distributor's discretion to agree upon and enter into a contract for an alternative timeframe.

Table 2: Performance Timelines Aerial Route on LDC-Owned Poles.

	Activity ¹	Performance Timeline (Business Days)		
		Up to 29 poles	30-59 poles	60-200 poles ²
1	Determination of possible route ^{3 4}	N/A		
2	Field inspection/survey	5	10	20
3	Professional Engineer approved design drawings <ul style="list-style-type: none"> Structural analysis Telecom attachment Any power make-ready work 	35	40	60
4	Determination of sequencing of make-ready work <ul style="list-style-type: none"> Triage of power make-ready work Determine requirements needed to accommodate make-ready works 			
5	Authorization application approval <ul style="list-style-type: none"> Authorization application Form Professional Engineer Approved Design Drawings Full Pole Loading Structural Analysis 	15	20	40
6	LDC issues quote for power make-ready In the instances where there is no make-ready and the permit can be issued at this point, a buffer of 5 business days may be added to this step to issue the permit (as step 9 would no longer apply)			
7	Advising timing of construction (in instances where ROP is required)	5 (in advance of start date)	5 (in advance of start date)	5 (in advance of start date)

¹ PT provided in the first four activities (determination of possible route; field inspection/survey; P.Eng. approved design drawings; and determination of make-ready work) are only intended to apply to LDCs (i.e. in instances where they choose to conduct this work for owner-developed designs or if they choose to accompany the Proponent for the field inspection/survey).

² Applications submitted for more than 200 poles in one submission may be subject to negotiation and discussion of timelines to ensure feasibility.

³ LDCs should document whether they will opt in or out of participating in the field inspection/survey within 5 business days.

⁴ LDCs should document within 5 business days whether they will opt in or out of participating in the field survey.

	Activity ¹	Performance Timeline (Business Days)		
		Up to 29 poles	30-59 poles	60-200 poles ²
8	Advising timing of construction (where ROP is not required)	5	5	5
9	Completion of make-ready work	Simple 25 Complex 40	Simple 30 Complex 60	Simple 35 Complex 80
10	LDC issues authorization	5	5	5
11	Wireline attachments	Subject to permit validity timelines as stipulated by the LDC		
12	As-built drawings submitted to LDC			
13	LDC conducts post-build inspection	Within 120 of receipt of completion notification	Within 120 of receipt of completion notification	Within 120 of receipt of completion notification
14	LDC closes authorization	20	20	20
NOTE:	<p>While the above sets out recommended timelines associated with recommended activities in Table 1, O. Reg 410/22 sets out overall timeframe requirements to complete a wireline pole attachment request from after receiving the written notice from the Proponent. The timelines stipulated in regulation are binding unless the LDC and proponent enter into an agreement that sets out other timelines.</p> <p>For work involving more than 200 poles, O.Reg. 410/22 establishes an overall timeline to complete this work: 215 days plus 2 days for each additional pole.</p>	110	145	215

Material Deficiencies and Performance Timeline Suspensions

Timelines may be suspended where an LDC gives notice of a material deficiency in accordance with O.Reg. 410/22. If there are disputes on the nature of a material deficiency and how to resolve it, parties are encouraged to resolve these among themselves in a spirit of collaboration. Where an agreement between the proponent and the LDC cannot be reached, the Proponent may seek dispute resolution support, including an application to the OEB to resolve the matter.

IO Preliminary Review Checklist

Upon receipt of a new authorization application (generally, though BOW), IO will perform the following cursory review steps:

- Review the authorization application form and confirm that all information has been filled out completely and accurately
- Confirm that the required design drawings are included with the authorization application form and appear to comply with the Drawing Requirements
- Confirm that the required Pole Loading Structural Analysis files are attached

If the above criteria are included and complete in the application package, the authorization will be assigned an application number, which will be communicated to the Proponent and LDC for tracking purposes. It will then be forwarded to the LDC for detailed review.

One-Touch Make-Ready

As part of the AHSIP, this Guideline provides for several mechanisms, processes and tools to expedite access to LDC poles while also ensuring that safety standards are met. This Guideline adopts the One-Touch Make-Ready (**OTMR**) process as an option whereby Proponents and LDCs should coordinate resources and elect that one crew of resources, rather than multiple crews, undertake the work that is reasonably necessary to prepare poles for new attachments and subsequently attach to the LDC pole.

This Guideline adopts as a baseline the Electrical Safety Authority (**ESA**)’s definition of “make-ready work” which is as follows: “make ready work” to consist of the practice of rearranging, installing or removing equipment in order to safely accommodate additional infrastructure in or on a supporting structure of a distribution line. The following are the different types of make-ready work that may occur:

1. Telecommunications-Related (“Telecom”) Make-Ready

Telecom make-ready is all work performed within the Communications Space dealing with telecom attachments. This work primarily involves rearranging or removing existing telecom strand, fibre and other equipment (e.g. splice enclosures, power supplies) in order to:

- Make space in the Communications Space for the new telecom attachment
- Fix inadequate separation between existing telecom attachments (but does not include working in the power space of the pole)
- Fix inadequate ground clearance for existing telecom attachments

ISPs are encouraged to proactively work with their host LDCs to accommodate the timely and responsive relocation of telecom assets and infrastructure from poles which the LDC has identified as being in need of replacement or upgrade.

2. Simple Power Make-Ready

Simple power make-ready is non-complex work that is performed outside of the Communications

Space, including the following:

- Replace missing copper ground wire on pole
- Rearrange or shorten transformer conductor dips (e.g., drip loops) encroaching in the Communications Space
- Tension and move (i.e., raise) the neutral to create required separation from the telecom attachments

While not strictly “make-ready work”, after the telecom strand has been installed, ISPs and LDCs should continue to consult electrical safety codes, standards and other documents applicable in the circumstances.

3. Complex Power Make-Ready

Complex power make-ready is work that is conducted primarily within the Power Space requiring specialized crews. Some of it is required to correct deficiencies in the power facilities, including:

- Pole replacement, including transferring existing power attachments to the new pole
- Reframe top of pole
- Replace insulators
- Relocate transformers (that are too low)

See Appendix 2: Further Reducing Complex Make-Ready Work for innovative approaches to make ready work.

Pre-qualified Contractors for OTMR

An LDC may also allow the Proponent to employ pre-qualified contractors to conduct any power make-ready work in addition to its own telecom make-ready work. Other telecom parties within the communication space are encouraged to authorize the Proponent to conduct any Telecom make-ready work on its infrastructure.

A Proponent availing itself of the OTMR process should sign a 120-day indemnity clause agreement (see below).

LDCs are encouraged to maintain a list of contractors that are pre-qualified to:

- Operate within the power space; and
- Operate within both the power space and the communications space.

Deploying resources that are qualified to operate in both the power and communications spaces will allow a Proponent to conduct any make-ready work and attachments in a safe, efficient and timely manner.

The LDC may mandate reasonable requirements for contractors relating to issues of safety and reliability, such as the use of particular hardware or equipment (e.g., LDC-approved bolts, screws or other parts) with respect to make-ready work.

120-day Indemnity Clause

Where an LDC does not use its own authorized persons to conduct power make-ready work, that work may be conducted by persons identified by the Proponent only if:

1. They meet the requirements set out in the definition of “competent person” in Ontario Regulation 22/04 (Electrical Distribution Safety) made under the *Electricity Act, 1998*, and,
2. The LDC receives from the proponent an indemnity for any damage or deficiency to the distributor’s distribution system resulting from the persons identified by the Proponent per paragraph 1 conducting the work during the period in which the work is being conducted by persons referred to. Further, the indemnity in favour of the LDC must last for at least 120 days after the work is completed.

The Proponent is required to indemnify the LDC during the period of time within which the make-ready work is being done as well as for a period of 120 days post completion of this work. This 120-day indemnity period is expected to take effect post the completion of the make-ready work once the Proponent has submitted “As Built” drawings to an LDC including a completed Record of Inspection form. This provides the LDC and any existing ISPs attached to the LDC pole time to conduct their own inspections and also provides the Proponent with clarity related to the timelines associated with telecom equipment deployment.

LDCs and existing ISPs should notify the Proponent of any damage to their respective infrastructure within the 120-day period following the date on which the Proponent submitted “As Built” drawings to an LDC including a completed Record of Inspection form. The LDC-Proponent contract is anticipated to include provisions that deem that unless a Proponent can demonstrate otherwise, the damage will be assumed to be caused by the Proponent. Further provisions of the contract are anticipated to stipulate that within 30 days of receiving a notice from an LDC or existing ISP, the Proponent should remedy the identified damage at its own expense or attempt to otherwise resolve the matter with the LDC or existing ISP through the formal dispute resolution process.⁵

Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms provides a template 120-day Indemnity consent agreement.

The 120-day indemnity clause could include:

- The Proponent acknowledges that the LDC is relying on the ISP’s own inspection in approving the authorization
- The Proponent understands and accepts all risks with respect to its work
- The Proponent accepts remediation costs with respect to any temporary installations it installs
- Any damage that occurs to the structure within 120 business days of completion of the Proponent’s work will be prima facie assumed to have been caused by the Proponent unless it can demonstrate another cause
- While the OTMR process allows time for the review of Proponent-proposed designs, authorizations for the AHSIP process must be stamped by a professional engineer, assuming the LDC does not review or challenge engineering but instead conducts an inspection post deployment
 - The Proponent may either accept the risk of having to redo work if corrections are

- required or may proactively request pre-deployment or simultaneous inspection by the LDC to confirm what is required with respect to its application
- o If the Proponent compromises safety, electrical system reliability or acts in a manner that is prohibited by the contract, the Proponent’s ability to avail itself of the OTMR process can be revoked by an LDC with written reasons

Accessing Buried Routes on Municipal Rights-of-Way

This section outlines the BOW Municipal Consent (and Road Occupancy Permit, where required) Application process. The recommended steps and PTs to acquire an approved Municipal Consent and Road Occupancy Permit to access a municipal right-of-way (ROW) are as follows. Where appropriate, binding requirements from the BBFA and One Call Act are mentioned.

Table 3: Buried Route on Municipal Rights of Way

	Activity	Process Details
1	Underground Drawings of proposed route	<ul style="list-style-type: none"> • The Proponent prepares underground drawings of the proposed route using any data that are in the BOW as well as any other information sources (e.g., Google maps). • Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms provides Standard Utility Offsets drawing as well as specific drawing requirements that may be used for municipalities who do not currently have such drawings available.
2	Submissions of preliminary drawings (“mark-up circulation”)	<ul style="list-style-type: none"> • The Proponent submits preliminary drawings to infrastructure owners via the BOW. • IO circulates preliminary drawings (i.e., conducts a mark-up circulation) to all parties that have infrastructure in the ROW (i.e., municipalities, LDCs, Enbridge and other telecoms). • Respondents review and advise IO of any conflicts between the proposed running line and their buried assets within the specified time (specified in the PT on Table 4) of receiving the mark-up circulation from the BOW. • IO provides revised mark-up circulation to the Proponent. The Proponent uses mark-ups to resolve any conflicts and finalize drawings.
3	Municipal application submitted to municipality via BOW <ul style="list-style-type: none"> • Drawings showing potential route • Municipal Consent • Road Occupancy Permit if required by municipality 	<ul style="list-style-type: none"> • A complete application includes: <ul style="list-style-type: none"> o Drawings showing the potential route o Application form for Municipal Consent o Road Occupancy Permit application if required by municipality • Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms provides a template for Municipal Consent that may be used by municipalities who do not currently have such forms available. • A municipality may require that an ISP obtain a Road Occupancy Permit. • IO reviews application to ensure all required information has been submitted and forward complete application to municipality for approval.

	Activity	Process Details
4	Municipality reviews complete application and issues Municipal Consent (with reasonable conditions) and Road Occupancy Permit where applicable	<ul style="list-style-type: none"> • Municipality reviews and approves application(s). Based on section 10.1 of the BBFA, the municipality has 10 days or 15 days to either approve the application or inform the applicant of a material issue or material deficiency. • Where there is a material issue or material deficiency in the application, the timeline stops once a proponent is informed, and restarts at day 1 when and if the application is resubmitted. • The municipality engages directly with the Proponent to address any deficiencies in permit application documents. • Municipalities that receive these requests through the BOW are required to respond using the BOW unless indicated otherwise by the Minister.
5	Locate request lodged through Ontario One Call (after proponent has provided advance notice of the project to Ontario One Call)	<ul style="list-style-type: none"> • The Proponent and affected members of Ontario One Call agree on a dedicated locator who will respond to all locate requests by the Proponent in respect of the project except as it relates to transmission infrastructure in which case the relevant member will respond to the locate request.. Appendix 4 provides more information on the Dedicated Locator Model. • Locate requests are to be responded to within the PT set out in the One Call Act. Note that the One Call Act allows for another agreed upon timeframe to be determined between the Proponent and dedicated locator. (and noted in Table 4).
6	Advising timing of construction	<ul style="list-style-type: none"> • Some municipalities may require a Road Occupancy Permit and have associated timelines and processes that may be adhered to. The timelines above in respect of 10 days and 15 days would apply to a municipality for a Road Occupancy Permit. • Where a Road Occupancy Permit is not required, the Proponent notifies the municipality directly prior to work commencement within the established PT.
7	ISP performs construction followed by restoration of the ROW	<ul style="list-style-type: none"> • The Proponent and municipality work together to resolve any conflicts where existing facilities are not located as shown in the mark-up or locates. • The Proponent performs the construction and restores surfaces, unless the municipality has indicated otherwise, within a reasonable time determined by the municipality.
8	Notice of work completion and As-built drawings submitted to municipality via BOW	<ul style="list-style-type: none"> • The ISP submits to the BOW a Notice of Work Completion and As-Built drawing detailing any amendments from an initial plan. • The BOW forwards the Notice of Work Completion and As-Built drawing to the municipality. • Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms provides a template Notice of Work Completion and As-Built drawing that municipalities may use.
9	Municipality inspection any restoration work	<ul style="list-style-type: none"> • The municipality may inspect restoration work and follows up with the Proponent for any outstanding issues.

Table 4: Performance Timelines for Buried Route on Municipal Rights of Way.

	Activity	Performance Timeline (Business Days)	
		Up to 30 km of ground	30 km + of ground
1	Underground Drawings of proposed route	Proponent with timelines set out in Project Agreement.	
2	If requested, owners of buried assets review and respond to submissions of preliminary drawings ("mark-up circulation") in BOW	20	20
3	Municipal application submitted to municipality via BOW	Proponent with timelines set out in Project Agreement.	
4	Municipality reviews complete application and issues Municipal Consent (with reasonable conditions) and Road Occupancy Permit where applicable	10 (for each respective approval)	15 (for each respective approval)
5	Responding to locate request lodged through Ontario One Call <ul style="list-style-type: none"> For Dedicated Locator Model (see Appendix 4 for explanation) 	10 (unless otherwise agreed to by the parties)	10 (unless otherwise agreed to by the parties)
6	Advising timing of construction⁶	5 (in advance of start date)	5 (in advance of start date)
7	ISP performs construction followed by restoration of the ROW	Negotiated with municipality. Proponent with timelines set out in Project Agreement.	
8	Notice of work completion and As-built drawings submitted to municipality via BOW	15	20
9	Municipality inspection any restoration work	As negotiated with municipality	

Data Requests through the Broadband One Window

Access to up-to-date utility infrastructure data is important so broadband project stakeholders can proactively plan and organize their work using better data on co-located infrastructure, supporting timely decision making, planning and implementation.

Section 20.1 of the BBFA allows the Minister (or delegate) to make requests for utility infrastructure data related to designated broadband projects. The following persons or entities that own

⁶ Some municipalities may have shorter timelines for notice of work to issue a Road Occupancy Permit, Successful Proponents may adhere to municipality timelines instead of PT. Where a Road Occupancy Permit is not required, the Successful Proponent notifies the municipality directly within 5 days prior to work commencement.

infrastructure are required to respond within 15 business days of receiving a request for utility infrastructure data concerning utility infrastructure that the person or entity owns or operates within 10 metres of a designated broadband project,

- Every municipality in Ontario
- Hydro One Inc.
- Ontario Power Generation Inc.
- Every gas distributor and gas transmitter
- Every electricity distribution system operator
- Every entity regulated under the *Oil, Gas and Salt Resources Act*
- Every person or entity that owns or operates infrastructure that crosses a public right of way or is in the vicinity of a public right of way.

Such requests may only be used to enable construction of designated broadband projects. Requests and responses would generally be done through the BOW. For the purposes of the BBFA, data concerning utility infrastructure includes,

- a. records of the utility infrastructure and associated rights of way,
- b. records of communications and agreements related to the utility infrastructure,
- c. data related to the location for all utility infrastructure that may be affected by a proposed excavation related to a designated broadband project, and
- d. any other information the Minister considers necessary for the purposes of this Act

Accessing Provincial Highways

This section outlines the Ontario Ministry of Transportation's (**MTO**) general Public Service Commitment (**PSC**) of 35 days. A Proponent will require an Encroachment Permit for any installation or works upon, under or within the limits of a Provincial Highway ROW placed by someone other than MTO.

While the MTO permitting process is not done through BOW but rather through MTO's Highway Corridor Management System, Proponents must notify BOW of permit application such that the BOW can be used to keep track of the project's progress.

Further information on MTO requirements is set out in Appendix 5: Supplemental Ministry of Transportation Requirements. Relevant information is also in Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms, which provides a template Notice of Work Completion and As-Built drawing that municipalities may use.

2.3 Technical Assistance Team (TAT)

A Technical Assistance Team (TAT) has been established and is available to support ISPs, LDCs and municipalities. The TAT may:

1. Provide technical assistance, negotiation support and quality assurance to various permit and authorization applicants.
2. Provide extra support for those smaller municipalities and LDCs who may struggle to meet the demands of the AHSIP.
3. Work with Proponents, LDCs, municipalities and other parties involved in the deployment of broadband to reduce barriers for designated broadband projects.

The TAT may also:

1. Provide informal mediation support in mitigating and managing conflicts, supporting collaborative dialogue between parties.
2. Serve a quality assurance and application support function to reduce errors and missing information in applications for authorizations and permits.
3. Offer a technical capacity to help interpret standards, for example supporting ISPs looking to identify feasible new means and methods to accelerate broadband deployment within the regulated safety framework.

To get in touch with the TAT, parties may utilize the Case Management function in BOW or send an email to TAT@infrastructureontario.ca.

2.4 Resolving Disputes

The Guideline contemplates and recommends that parties will collaborate to resolve disputes amongst themselves in a spirit of cooperation, as the deployment of broadband infrastructure is a shared responsibility. Parties are expected to use the Guideline to understand their roles and obligations in order to minimize disagreements and prevent disputes from escalating. Where a resolution cannot be reached, informal disputes may be referred to IO for assistance in finding a resolution parties can agree upon.

Parties seeking to make use of IO's mediation support may adopt the use of BOW to ensure IO has sufficient and detailed project information necessary to provide assistance in the dispute. Parties may choose to escalate disputes to a formal dispute resolution process. Parties are expected to use such options available to them as a last resort.

Appendix 1: Application Requirements, Templates and Forms

Application Requirements and Guidance Documents

This section includes reference guidance for:

1. [As-Built Drawings and Records](#)
2. [Drawing Requirements](#)
3. [P.Eng. Design Drawings Requirements and Structural Analysis](#)
4. [Standard Utility Offsets](#)

Sample Template and Forms

This section includes the following sample templates and forms:

5. [Sample One-Touch Make-Ready Agreement](#)
6. [Sample Application for Aerial Attachment](#)
7. [Sample Materially Insignificant Declaration](#)
8. [Sample Certificate of Deviation](#)
9. [Broadband One Window Record of Municipal Access Agreements](#)
10. [Sample Application for Municipal Consent](#)
11. [Sample Application for Road Occupancy](#)
12. [Sample Notice of Completion](#)
13. [Sample Record of Inspection Form](#)

As-Built Drawings and Records

GENERAL

Municipal, regulatory and other approving authorities often call upon Proponents (and their engineering consultants) to provide records of completed works.

The purpose of this Guideline is to provide guidance for the preparation of record drawings or documents, as well as the preparation of as-built drawings or documents.

The records, documents and as-built drawings should be supplied to the LDC or Municipality within the PT stipulated in the Guideline.

As a minimum, the drawings / documents should include, but are not limited to:

- Any offset dimensions for above grade installed facilities from the specified locations including poles, down guys, pedestals, fibre-optic splice closures , attachment heights;
- Any offset dimensions for below grade installed facilities from the specified locations, including but not limited to trenches, subsurface chambers, subsurface boxes and vaults;
- All references to pictures taken;
- Any changes to bonding or grounding;
- Any new additional items installed that were not on the original design drawings;
- Any items not installed that were not on the original design drawings; and,
- Any materials that were substituted from the materials on the original design drawings.

The Professional Engineers Ontario (PEO) has published a document titled *Preparing As-Built and Record Documents*, which provides the distinction between As-Built and Record information. These are summarized below.

Records

- Record documents are prepared based on information that was observed by a practitioner or by someone under the practitioner’s supervision. After a practitioner has reviewed the record documents and is satisfied that they are accurate, the practitioner must seal the documents.
- For record documents, the original design practitioner’s seal should be removed. Practitioners preparing record documents must apply their seal.

As-Built

- As-built documents are prepared based on information gathered during construction or fabrication by someone other than a practitioner or someone under their supervision. Often, the information is provided by the contractor in the form of red-line mark-ups of the design drawings. If a practitioner then proceeds to revise the design documents to incorporate the red-line mark-ups, these documents should be clearly marked as “As-Built Documents” and not sealed.
- As-built documents should not be sealed. The original design engineer’s seal must be removed when preparing as-built documents.

Proponents may also want to reference the ESA’s Guideline for Third Party Attachments.

AERIAL DRAWINGS

Once the new plant has been installed or the modifications to an existing attachment have been completed (regardless of whether Standard Designs, or an Approved Plan were used), the construction should be inspected and approved in accordance with the following references:

- Ontario Regulation 22/04;
- ESA – Technical Guidelines for Inspection and Approval of Construction; and
- ESA – Guideline for Third Party Attachments

A Professional Engineer, ESA or a Competent and/or Qualified Person identified in the Local Distribution Company's (LDC) Construction Verification Program must prepare a Record of Inspection and a Certificate of Construction.

For telecommunication plant installations, the LDC could complete the construction inspection themselves, have the Proponent do it, or both. It is dependent upon the territory and the LDC involved.

Typically, the inspector (note: this is not an ESA inspector) performs a post construction inspection since pole line installations are visibly verifiable after construction. The exceptions are the installation of anchors and ground rods / plates which are buried and not visibly verifiable after construction. It is advisable to observe these before they are buried or the red lines from the construction contractor will need to be relied upon.

The "Record" of this inspection can be in the form of marking compliances and deviations on the Issued for Construction drawings, work instructions assembled from Standard Designs, or a separate document (for example). Any unacceptable deviations should be noted on the Record of Inspection for resolution by the appropriate party. Once the unacceptable deviations have been remedied, the Record of Inspection can be finalized, signed and dated by the Professional Engineer, ESA or a Competent and/or Qualified Person, and a Certificate of Construction can be completed.

The Certificate of Construction can be a separate document or it can be a stamp or signature added to the Record of Inspection and/or construction drawings. It should include the following information:

- name and signature of the inspecting Professional Engineer, ESA representative or Competent and/or Qualified Person;
- name of the LDC; and,
- confirmation that the construction meets the plan, work instruction, or Standard Design; and date of certification.

The Record of Inspection and Certificate of Construction are to be sent to the LDC who must retain them in the event of an ESA audit.

UNDERGROUND DRAWINGS

For buried telecommunications installations, any necessary design modifications and field changes made by the Proponent or requested by the road authority or municipality during construction are to be included.

It is important to predetermine the level of post construction deliverable that is required, as this will impact the level of inspection that is required. For buried installations, after the construction has been

completed and most items are concealed (except pedestals for example) inspection accuracy will be limited. During construction inspection will provide the best scenario for accuracy.

During construction “field returns” may be Issued for Construction (IFC) drawings marked up by the construction contractor, the construction inspector, or both.

This information is then added to the original IFC drawings and updated to the final version. Refer back to the GENERAL section of this document to determine what the final version of drawing is called (Record Drawing vs. As-Built Drawing).

The information changes from the field returns that are placed on the final drawing are more easily identified with a cloud around the change, along with a drawing version or issuance number in a triangle beside the cloud.

Both the field returns and the final drawing are to be retained by the Proponent as well as copies sent to the approving authorities that permitted the construction.

Drawing Requirements

GENERAL

This section contains guideline information only to assist Proponents / ISPs and governing/approving authorities of rights-of-way such as municipalities with the preparation of drawings that will assist in the permitting process. These guidelines are not prescriptive or binding, rather they provide good practice for drawing preparation.

This Guideline, along with the other appropriate standards form the basis for complete submissions. Proponents should confirm if the minimum drawing requirements are outlined within the LDC Occupancy Agreement or within the Municipal Consent agreement.

In 2002, the ASCE published the ASCE 38-02, "Standard Guideline for the Collection and Depiction of Existing Subsurface Utility Data" document, outlining a credible system to classify quality of utility location information in design plans. The standard defines SUE requirements and sets out guidance for the collection and depiction of subsurface utility information. ASCE 38-02 sets out guidelines for how to qualify the accuracy of mapping existing infrastructure and relay information to a drawing.

All parties submitting drawings of buried infrastructure should follow the requirements outlined in the American Society of Civil Engineers (ASCE) 38-02, ASCE 75 or CSA S250 for all submitted information to the BOW. The ASCE 38-02, ASCE 75 is generally two-dimensional data focused and CSA S250 is a more modern quality standard which reflects modern technical developments to specify accuracy in three-dimensional data collection.

BASIC DRAWING REQUIREMENTS

The basic requirements apply to all drawings.

- a. Title block (name & address of Proponent, date, north point, drawing/project number, location of project)
- b. Name & phone number of the Project Manager for the specific application
- c. Language: English/French as appropriate
- d. Scale & Dimensions: Metric
- e. Scale Size: (e.g., 1:1000, 1: 500, 1: 250)
- f. Legend of symbols
- g. Key Map
- h. Certified standards that have been applied
- i. Street names: clearly indicated

PROJECT SPECIFIC DRAWING ORIENTATION REQUIREMENTS

The orientation requirements apply to all drawings.

- a. North Point
- b. Key Map
- c. Street names: clearly indicated
- d. Sidewalks, driveways, curbs, trees, buildings, bridges, rivers, railroads, other utilities if they add clarity to specific issues
- e. Lot lines and/or buildings, and house numbers
- f. Horizontal offset measurements from proposed facilities to existing infrastructure (ie poles, buildings, other utilities, traffic, street lighting, signs, bridges etc.) and above grade elements that may be in conflict (e.g., trees, shrubs, pedestals, street lights, bus shelters etc.)

PROJECT SPECIFIC DRAWING REQUIREMENTS - AERIAL

The project specific requirements apply for every segment proposed on the drawings as they apply to aerial drawings. These sheets contain the specific construction details required for the approving authority (e.g., municipality) to grant permit and for the Proponent (or their contractors) to build. The minimum recommended content to be contained in the drawing area are described below.

North Arrow	Sidewalks where applicable
Legend	Mature tree dripline where applicable
Scale (or NTS if not to scale)	Location of above grade structures
Street Names	Location and depth of ditches
Property Addresses	Location and type of all existing facilities
Building Numbers	Location and type of all proposed facilities
911 Address if applicable	Easements as applicable
Lot number	Property lines
Concession Number	Guard Rails
City, Town or Township	Fencing
Edge of Roadway, pavement and curbs	River features
Horizontal and vertical clearances	Bridges

Notes:

- a. Sidewalks, driveways, trees, buildings, bridges, rivers, railroads, other utilities to be included if they add clarity to specific issues
- b. Clearly indicated poles and strands and their ownership for aerial designs
- c. Proposed cable and Support Strands clearly indicated with heavier line style
- d. Proposed cable to be over-lashed to existing support strand and indicate owner of that support strand
- e. Indicate which side of the pole the wire is to be attached
- f. Slack storage & splice can locations
- g. Electrical bonding locations
- h. Proposed ground rods
- i. Dips and/or risers
- j. Ducts, guards, and/or concrete work on poles for dips and/or risers
- k. Cable dip/riser details
- l. Proposed and existing Proponent anchoring
- m. Make ready work anticipated by the Proponent with the Owner's poles or third-party Attachments
- n. Railroad, major highway, & river crossing engineering details & associated profiles
- o. Pole height contact detail (by drawing or table) indicating dimensions above grade for all existing telecommunications / CATV contacts by name, streetlight contacts, lowest Hydro contacts (neutral, secondary, primary, transformers, unprotected Hydro riser/dips) for both new and existing support strands.
- p. Horizontal offset measurements for proposed pole contact close construction to buildings, other non-Owner overhead systems (e.g., traffic, street lighting, signs), and/or bridges.
- q. Wiring, wire routing, and Attachment methods to the pole.
- r. Caution notes that impact the safe installation of the facilities
- s. Clear indication of road names

PROJECT SPECIFIC DRAWING PROVISIONS - UNDERGROUND

The project specific provisions apply for every segment proposed on the drawings as they apply to buried drawings. These sheets contain the specific construction details needed for the approving authority (e.g., municipality) to make a determination of granting a permit and for the Proponent (or their contractors) to build. The minimum recommended content to be contained in the drawing area are described below.

North Arrow	Sidewalks where applicable
Legend	Mature tree dripline where applicable
Scale (or NTS if not to scale)	Location of subsurface structures
Street Names	Location and depth of ditches
Property Addresses	Location and type of all existing facilities
Building Numbers	Location and type of all proposed facilities
911 Address if applicable	Details of proposed road crossing profiles
Lot number	Property lines
Concession Number	Easements as applicable
City, Town or Township	Guard Rails
Edge of Roadway, pavement and curbs	Fencing
Roadway crossings as applicable	Horizontal and vertical clearances
Depth of cover	Joint trench profile, as applicable
Bridges	River features

Notes:

- a. Railroad, major highway, & river crossing engineering details & associated profiles should be explicit.
- b. Construction notes should detail the size, location and types of conduits, vaults, cables/fibre or other facilities.
- c. The method of construction (drilling, boring, ploughing, other) should be provided.
- d. Profile view of the buried facilities that displays the depth of installation relative to grade and its position within the trench (trench and road crossing profiles) for all road types.
- e. Caution notes that impact the safe installation of the facilities are to be included.
- f. A plan view showing proposed running lines in relation to the streets, curbs, driveways, sidewalks and property lines.
- g. Profiles of the running line at crossing locations or as otherwise dictated by the Approving Authority for permit acquisition.
- h. Representation of new (bold) and existing (normal line weight) Proponent cables and duct.
 - 1) Text labeling the size (diameter) of all existing and new distribution cables shown on the drawing within the Construction Notes block.
- i. Representation of other utilities' facilities if required by the Approving Authorities.
- j. A Construction Notes block that identifies on an "arb by arb" basis the scope of work to be completed. This information includes (but is not limited to) where to install cable / conduit, vaults, and pits and the proposed method of construction for example.
- k. Numeric "arbing" should be sequential throughout the entire project design drawing.
 - a. Arbs at match lines from drawing to drawing should be the same numeric value.
 - b. Each page requires beginning and ending arbs to show the construction identified on the page.
 - c. Where possible create match line at a permanent landmark (i.e. utility pole, pedestal, lot line).

- l. All risers to aerial drawings should identify associated drawings by their designated drawing number.
- m. Construction notes must be specific to the work activity identified in the limits of each individual page as noted by the beginning and ending arbs. If there is an ADDITIONAL NOTES Block, it must contain at a minimum the following mandatory notes as required by the Proponent:
 - DRAWINGS ARE NOT TO SCALE. THE CONTRACTOR SHOULD VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE ORIGINATOR BEFORE COMMENCING THE WORK. THE CONTRACTOR MUST BE FAMILIAR WITH THIS COMPLETE PACKAGE, INCLUSIVE OF ALL EXHIBITS PRIOR TO COMMENCING WORK.
- n. Details for any equipment to be installed are to be included only on the page where it is represented in the plan view.
- o. All pedestals should have an inset on the drawing showing both the dimensions of the vault and above grade portions.
- p. When required by the approving authority (e.g., municipality), include tree canopy dimensions and tree protection details on the page where it is represented in the plan view.
- q. For underground projects, locations of vaults are to be shown relative to curbs or other fixed monuments.
- r. A full Bill of Material should be included if required from the approving authorities (e.g., municipalities).

MULTI-SHEET PROVISIONS

All sheets of multi-sheet drawings should be of the same type within a specific project.

- a. All information sheets (Schedules, Exhibits) to be identified by alphabetical designation in the title block as A, B, C and so on.
- b. All drawing sheet numbering should include the drawing number and total number of drawings, as "Drawing 1 of 1," "Drawing 1 of 2," or "Dwg 1 of 2", "Dwg 2 of 2" and should be uniform for all related sheets.
- c. The drawing area indicating the proposed construction should be oriented such that North points to the top of sheet by an industry accepted North Arrow symbol.
- d. Where projects have both aerial and buried requirements, aerial portions and buried portions should be on separate design drawings, each following their design requirements.
- e. Continuation notes (where the break occurs to be continued on a different page) should be clearly indicated.

TITLE BLOCK PROVISIONS

The title block should contain the minimum information stated below.

- a. Key map
- b. Legend
- c. Proponent Logo
- d. Revision Information
- e. Design Firm Logo, Address, Phone Number (if a Design Firm is used)
- f. Project Number
- g. Project Data: Project Type, Project Name, Scale, Date, Drawing Number and the sheet number of the total number included

COVER SHEET

The first sheet of a drawing set should be a “Cover Page” and always contain the following information:

- a. Proponent logo and applicable office location
- b. Project Name as provided by Proponent
- c. Project Location, including street and city reference
- d. Project Type (e.g., Buried Fibre Optic Installation)
- e. Proponent Project Number
- f. Design Firm Project Number
- g. Drawing List (use full titles; e.g., ‘SCHEDULE A - KEY MAP’)
- h. Design firm logo, address, phone number
- i. Drawing date to match the latest revision date; positioned at bottom centre of page under Design Firm logo
- j. Map of sheets, outlining the sheet numbers on a map
- k. Initial date of drawing creation

Bottom of Page:

- l. Block with Proponent contact for approving authority (e.g., municipality) information
- m. Block with Proponent Planning contact information
- n. Block with approving authority (e.g., municipality) contact information
- o. Number of page designation required (alphabetical or numerical or both)
- p. Revision block showing all changes; identify change and drawing page number and date
- q. Permit Kilometers block showing totals for the project

SPECIALTY PERMITS

Specialty permits may be required based on the route selected and whether the proposed running line for the facilities falls within the jurisdiction of the governing authority (e.g., municipality). The Proponent will be required to contact or access published materials in order to determine any specific drawing requirements for each type of permit.

SAMPLE DRAWINGS

Sample drawings are shown below for a typical telecommunications installation.

ISP COMPANY LOGO

PROJECT NAME: CRAIG RD. FIBRE INSTALLATION
 PROJECT LOCATION: CRAIG RD., WHITE ST. TO JOHN RD.
 PROJECT TYPE: AERIAL FIBRE OPTIC INSTALLATION
 ISP PROJECT #: XXXXX
 ENGINEERING PROJECT #: 2021-XXXX

DRAWING LIST

SITE SPECIFIC DRAWINGS	DRAWING NUMBER
KEY MAP	A
NOTES	B
LEGEND	C
AERIAL TYPICALS	D
CRAIG RD.	1 OF 2
CRAIG RD. & JOHN RD.	2 OF 2
DESIGN DATA	E1-E2
SPLICE SCHEMATIC	F
BILL OF MATERIALS	G

POLES WITH EXISTING ATTACHMENT	0
ADDITIONAL POLES REQUESTED FOR ATTACHMENT	0
PERMIT METERS	
TOTAL	0
ROUTE SUMMARY	
CABLE TYPE	###
STRAND SIZE	###
POLE OWNER DISTRIBUTION	
HYDRO	0
ISP	0
MAKE READY SUMMARY	
HYDRO	0
TOWN/CITY OF ----	0
ISP 1	0
ISP 2	0

CONSULTANT'S LOGO

TODAY'S DATE

CONSULTANT CONTACT JANE DOE PHONE (781) 444-4444 JANE.DOE@CONSULTANT.COM	REP CONTACT JOE SMITH PHONE (781) 555-5555 JOE.SMITH@REP.COM
---	---

SCHEDULE 'A' KEYMAP



CITY / TOWNSHIP OF ANYWHERE	
CONSULTANT CONTACT JANE DOE PHONE (781) 444-4444 JANE.DOE@CONSULTANT.COM	REP CONTACT JOE SMITH PHONE (781) 555-5555 JOE.SMITH@REP.COM
ADDITIONAL NOTES: DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACTOR SHALL VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE ORIGINATOR BEFORE COMMENCING THE WORK. THE CONTRACTOR MUST BE FAMILIAR WITH THE COMPLEY PROVIDED. RESOLVE OF ALL DISCREP PRIOR TO COMMENCING WORK.	
COA	
P. ENG STAMP	
ISP LOGO	
1. ISSUE FOR APPROVAL 2. PRELIMINARY 3. SHEETS CREATED NO. DATE DESCRIPTION BY	1. 11/11/2021 2. 11/11/2021 3. 11/11/2021
CONSULTANT LOGO	
PROJECT TYPE: AERIAL FIBRE OPTIC INSTALLATION PROJECT NAME: CRAIG RD. FIBRE INSTALLATION	
DRAWN BY: --- CHECKED BY: --- DRAWING NO: A	DESIGNED BY: --- APPROVED BY: --- SCALE: N.T.S. DATE: 20-11-2021
CLIENT NO: XXXXX SHEET NO: 1 OF 2 DATE: 20-11-2021	

SCHEDULE 'B' NOTES

ISP REQUIREMENTS:

DRAWING NOTES:

CONSTRUCTOR INSTALLATION REQUIREMENTS:

CONSTRUCTOR DOCUMENTATION REQUIREMENTS

AERIAL CONSTRUCTION

KEY MAP (N.T.S)

CITY / TOWNSHIP OF ANYWHERE

CONSULTANT CONTACT: JANE DOE PHONE: (555) 444-8888 JANE.DOE@CONSULTANT.COM	REP. CONTACT: JOE SMITH PHONE: (555) 555-5555 JOE.SMITH@REP.COM
--	---

ADDITIONAL NOTES:
DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACTOR SHALL VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE ORIGINATOR BEFORE COMMENCING THE WORK. THE CONTRACTOR MUST BE FAMILIAR WITH THE COMPLETE PACKAGE, INCLUDING ALL EXHIBITS PRIOR TO COMMENCING WORK.

COA

P. ENG STAMP

ISP LOGO

1	20/04/2018	ISSUED FOR APPROVAL	1	J
2	20/04/2018	PRELIMINARY	1	J
3	20/04/2018	DESIGN DEVELOPMENT	1	J
NO.	DATE	DESCRIPTION	BY	APP.

CONSULTANT LOGO

PROJECT TYPE:	AERIAL FIBRE OPTIC INSTALLATION	
PROJECT NAME:	CRAIG RD. FIBRE INSTALLATION	
DRAWN BY:	DESIGNED BY:	CLIENT NO.:
CHECKED BY:	APPROVED BY:	SCALE:
DRAWING NO.:	B	DATE:
		N.T.S.
		DD-MM-YYYY

SCHEDULE 'C' LEGEND

LINETYPES

GENERAL
NEW UNDERGROUND
EXISTING UNDERGROUND
NEW AERIAL COAX
NEW AERIAL FIBRE
EXISTING AERIAL FIBRE
EXISTING AERIAL COAX
NEW AERIAL STRAND
EXISTING AERIAL STRAND
FENCE
GUARD RAIL
RAILROAD
CENTERLINE
RIGHT-OF-WAY
CURB
SIDEWALK
DITCH
UNDERGROUND UTILITIES (EXISTING)

HYDRO
TRAFFIC SIGNAL
ISP 1
ISP 2
ISP 3
GAS
WATER
STORM SEWER
SANITARY SEWER
PIPELINE
ABANDONED UTILITY

ENGINEERING SYMBOLS

UNDERGROUND/AERIAL
HANDHOLE
MANHOLE
PEDESTAL
NODE
GROUND ROD
DOWN GUY & ANCHOR
SIDEWALK DOWN GUY & ANCHOR
LOOPBACK (STORAGE SLACK)
SPAN GUY
OPTICAL SPlice ENCLOSURE
COPPER SPlice
COIL (STORAGE SLACK)
CABLE RISER (DIP)
CROSSOVER CLAMP

GENERAL
WOODEN POLE
CONCRETE POLE
STEEL POLE
GAS/WATER VALVE
TRAFFIC CONTROL BOX
SIGN
SHRUB
TREE
STORM SEWER MANHOLE
SANITARY SEWER MANHOLE
HYDRO MANHOLE
WATER MANHOLE
FIRE HYDRANT
CATCH BASIN
FOREIGN PEDESTAL
HYDRO VAULT
FOREIGN HANDWELL
HORIZONTAL CONTROL MONUMENT
TRANSFORMER VAULT
IRON BAR
STANDARD IRON BAR
WORK OPERATION
METRE READING BOX

EXISTING

NEW

HP#
POLE#

CONSTRUCTION NOTES

- 1 OVERLASH 44.6m OF NEW 72 FOC TO EXISTING 12 FOC & 2 STRAND
- 2 INSTALL NEW ANCHOR
- A BOND STRAND AND LEAVE SUFFICIENT LENGTH OF COIL FOR HYDRO CONNECTION TO MON
- B BOND STRAND TO EXISTING VERTICAL GROUND WIRE
- D INSTALL NEW RISER
- DG INSTALL DOWN GUY ON EXISTING ANCHOR
- FH FOSC NEW
- G INSTALL GROUNDING ELECTRODE CONDUCTOR AND CONNECT TO MESSENGER STRAND
- LB NEW LOOPBACK (80m SLACK STORE)
- LC NEW POLE MOUNT LCP
- MR MAKE READY LOCATION
- RA REMOVE EXISTING ANCHOR
- RD REMOVE EXISTING DOWN GUY
- SB STRAND TO STRAND BOND
- SG NEW SPAN GUY
- SS SLACK SPAN
- TT TREE TRIMMING
- KC NEW CROSSOVER CLAMP

POLE PROFILE (TYPICAL)

ENGINEERING NO.	HP1
POLE NO.	5997
REFERENCE NO.	4021
HEIGHT	50
CLASS/CIRCUMFERENCE	2
YEAR OF THE POLE	-
TY. NO.	-
HYDRO GROUND (Y/N)	Y
SL GROUND (Y/N)	N

KEY MAP (N.T.S)

CITY / TOWNSHIP OF ANYWHERE

CONSULTANT CONTACT: JANE DOE PHONE: (555) 444-8888 JANE.DOE@CONSULTANT.COM	REP. CONTACT: JOE SMITH PHONE: (555) 555-5555 JOE.SMITH@REP.COM
--	---

ADDITIONAL NOTES:
DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACTOR SHALL VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE ORIGINATOR BEFORE COMMENCING THE WORK. THE CONTRACTOR MUST BE FAMILIAR WITH THE COMPLETE PACKAGE, INCLUDING ALL EXHIBITS PRIOR TO COMMENCING WORK.

COA

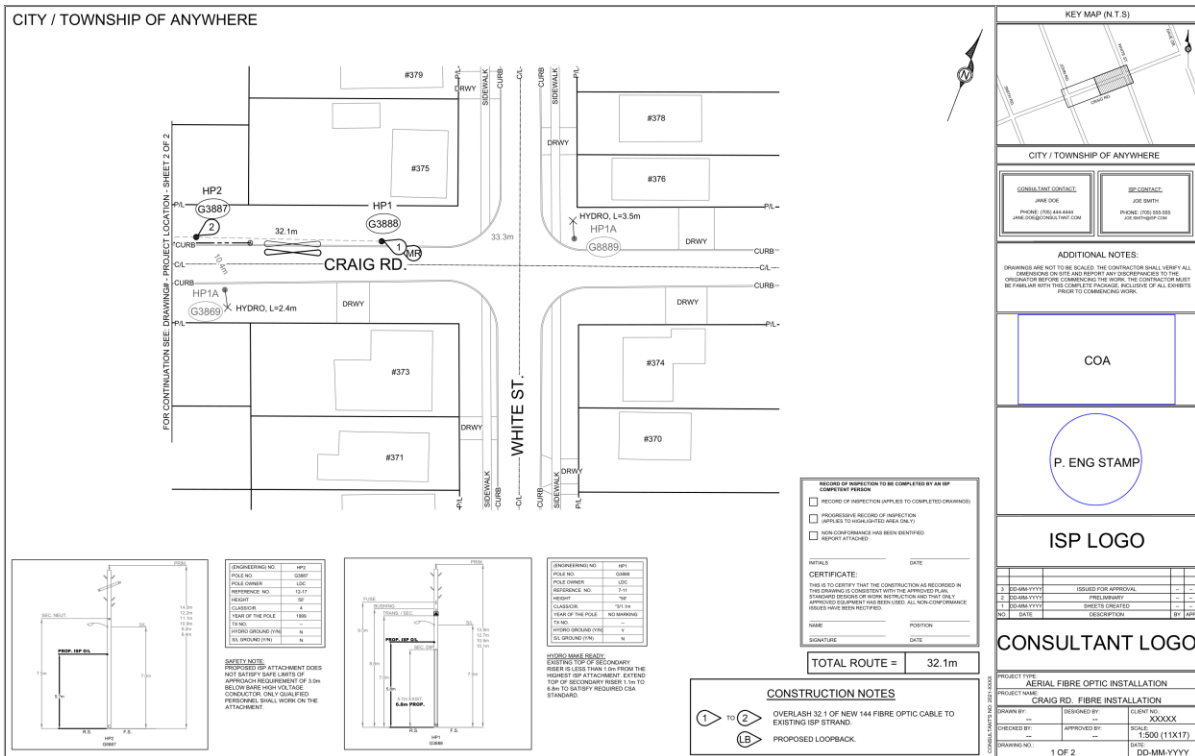
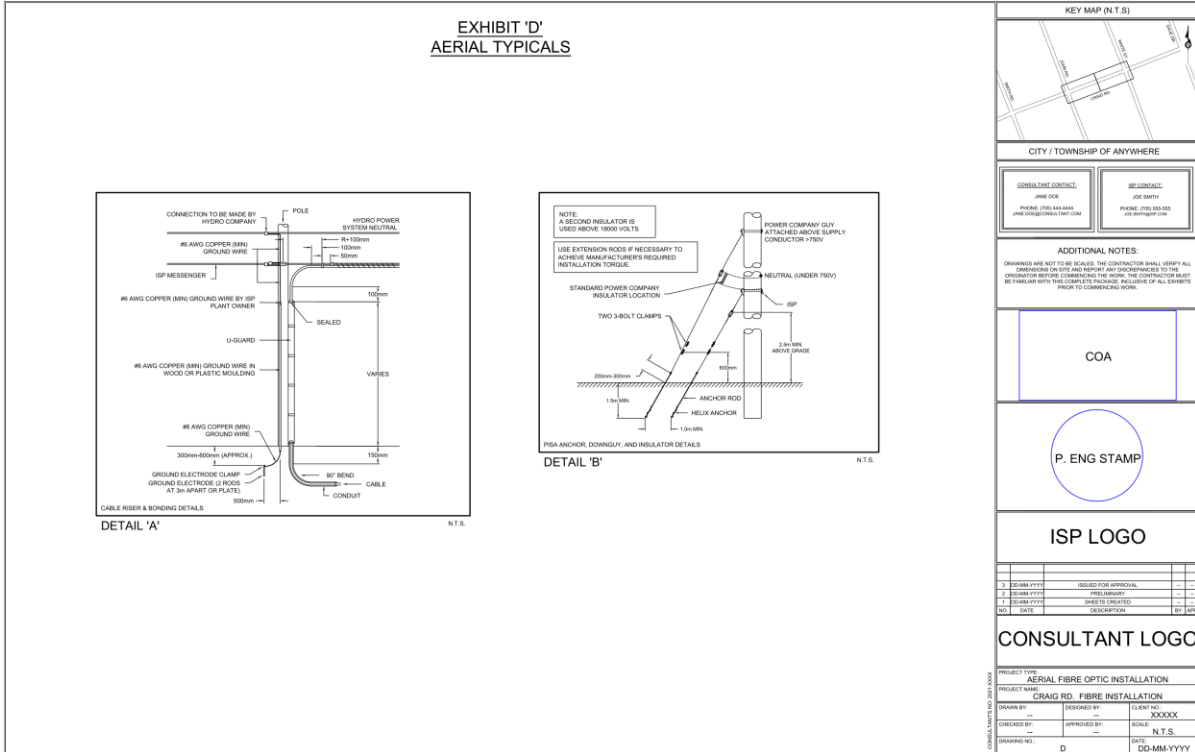
P. ENG STAMP

ISP LOGO

1	20/04/2018	ISSUED FOR APPROVAL	1	J
2	20/04/2018	PRELIMINARY	1	J
3	20/04/2018	DESIGN DEVELOPMENT	1	J
NO.	DATE	DESCRIPTION	BY	APP.

CONSULTANT LOGO

PROJECT TYPE:	AERIAL FIBRE OPTIC INSTALLATION	
PROJECT NAME:	CRAIG RD. FIBRE INSTALLATION	
DRAWN BY:	DESIGNED BY:	CLIENT NO.:
CHECKED BY:	APPROVED BY:	SCALE:
DRAWING NO.:	C	DATE:
		N.T.S.
		DD-MM-YYYY



CITY / TOWNSHIP OF ANYWHERE

TOTAL ROUTE = 52.4m

CONSTRUCTION NOTES

- 2 TO 3 OVERLASH 52.4 OF NEW 144 FIBRE OPTIC CABLE TO EXISTING USE STRAND
- A PROPOSED ANCHOR
- B BOND STRAND AND LEAVE SUFFICIENT LENGTH OF COIL FOR HYDRON CONNECTION OF MSN.
- RA REMOVE ANCHOR.
- RG REMOVE GUY.
- MR MAKE READY.

REVISIONS TO BE COMPLETED BY AN/SP

RECORDS OF ADIPTION/APPLICATION TO BE COMPLETED DRAWINGS:

- RECORDS OF ADIPTION/APPLICATION TO BE COMPLETED DRAWINGS
- APPLIES TO HIGHLIGHTED AREA ONLY
- RECORDS OF ADIPTION/APPLICATION TO BE COMPLETED DRAWINGS
- APPLIES TO HIGHLIGHTED AREA ONLY
- RECORDS OF ADIPTION/APPLICATION TO BE COMPLETED DRAWINGS
- APPLIES TO HIGHLIGHTED AREA ONLY

CERTIFICATE:

THIS IS TO CERTIFY THAT THE CONSTRUCTION IS RECORDED IN THE DRAWINGS AS CONSIDERED BY THE APPROVED AND THAT THE APPROVED EQUIPMENT HAS BEEN USED. ALL WORK CONFORMANCE RECORDS HAVE BEEN RECEIVED.

SP FRAME DESIGN:

LOWER END OF ATTACHMENT IS 8m TO 2.2m TO SATISFY 1.5m REQUIRED VERTICAL SEPARATION AT POLE BETWEEN THE HIGHEST SP AND TOP OF THE LOWEST SECONDARY WIRE.

GROUND CLEARANCE - CSA Table 2 / C22.2 No.1

SPAN	ITEM CROSSL	MINIMUM CLEARANCE (M)	EXERCISED CLEARANCE (M)	MINIMUM CLEARANCE (M)	NOTES
F1A1F1	STANDARD	3.110	2.927	4.768	100%
F1F2	STANDARD	4.002	3.819	4.768	100%
F1F3	STANDARD	4.002	3.819	4.768	100%
F1F4	STANDARD	4.002	3.819	4.768	100%
F1F5	STANDARD	4.002	3.819	4.768	100%
F1F6	STANDARD	4.002	3.819	4.768	100%
F1F7	STANDARD	4.002	3.819	4.768	100%

ESTIMATED BULKING SPAN AS AN TENSION

SPAN	REBAR INFORMATION	STANDARD WEIGHT (kg/m)	EXTENDED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)	ESTIMATED WEIGHT (kg/m)
F1-F2	New 144 FIBRE OPTIC CABLE WITH 144 FIBRES	0.180	0.204	0.200	0.2	1.152	0.360	0.360	0.360	0.360	0.360
F2-F3	New 144 FIBRE OPTIC CABLE WITH 144 FIBRES	0.180	0.204	0.200	0.2	1.152	0.360	0.360	0.360	0.360	0.360
F3-F4	New 144 FIBRE OPTIC CABLE WITH 144 FIBRES	0.180	0.204	0.200	0.2	1.152	0.360	0.360	0.360	0.360	0.360
F4-F5	New 144 FIBRE OPTIC CABLE WITH 144 FIBRES	0.180	0.204	0.200	0.2	1.152	0.360	0.360	0.360	0.360	0.360
F5-F6	New 144 FIBRE OPTIC CABLE WITH 144 FIBRES	0.180	0.204	0.200	0.2	1.152	0.360	0.360	0.360	0.360	0.360
F6-F7	New 144 FIBRE OPTIC CABLE WITH 144 FIBRES	0.180	0.204	0.200	0.2	1.152	0.360	0.360	0.360	0.360	0.360

KEY MAP (N.T.S)

CITY / TOWNSHIP OF ANYWHERE

CONSULTANT CONTACT:

JANE COLE
PHONE: (905) 444-6898
JANE@DONGUONA.COM

SP CONTACT:

JOE SMITH
PHONE: (905) 444-6898
JOE@DONGUONA.COM

ADDITIONAL NOTES:

DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACTOR SHALL VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANT BEFORE COMMENCING THE WORK. THE CONTRACTOR MUST BE FAMILIAR WITH THIS COUNTY'S REGULATIONS. RESOLVE ALL EXISTING ISSUES PRIOR TO COMMENCING WORK.

COA

P. ENG STAMP

ISP LOGO

CONSULTANT LOGO

PROJECT TYPE: AERIAL FIBRE OPTIC INSTALLATION
PROJECT NAME: CRAIG RD. FIBRE INSTALLATION
CLIENT NO.: XXXXXX
SCALE: 1:500 (11X17)
DATE: DD-MM-YYYY
DRAWING NO.: 2 OF 2

EXHIBIT 'E' DESIGN DATA

VERTICAL SEPARATION AT POLES - CSA Table 2 / C22.2 No.1

CABLE ONE (M) / HEIGHT OF APPROACH	CABLE ONE (M) / HEIGHT OF APPROACH		CABLE TWO (M) / HEIGHT OF APPROACH		CABLE THREE (M) / HEIGHT OF APPROACH		CABLE FOUR (M) / HEIGHT OF APPROACH		CABLE FIVE (M) / HEIGHT OF APPROACH		CABLE SIX (M) / HEIGHT OF APPROACH	
	MINIMUM VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	PROPOSED VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	MINIMUM VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	PROPOSED VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	MINIMUM VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	PROPOSED VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	MINIMUM VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	PROPOSED VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	MINIMUM VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	PROPOSED VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	MINIMUM VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)	PROPOSED VERTICAL SEPARATION AT POLE (M)
1. 5.8	7.6	1.8	5.8	7.6	1.8	5.8	7.6	1.8	5.8	7.6	1.8	5.8
2. 6.7	8.5	1.8	6.7	8.5	1.8	6.7	8.5	1.8	6.7	8.5	1.8	6.7
3. 7.6	9.4	1.8	7.6	9.4	1.8	7.6	9.4	1.8	7.6	9.4	1.8	7.6
4. 8.5	10.3	1.8	8.5	10.3	1.8	8.5	10.3	1.8	8.5	10.3	1.8	8.5
5. 9.4	11.2	1.8	9.4	11.2	1.8	9.4	11.2	1.8	9.4	11.2	1.8	9.4

IN-SPAN VERTICAL CLEARANCES BETWEEN SUPPLY & COMMUNICATION CABLES - CSA Table 24 / C22.2 No.1

SPAN	HIGHEST COMMUNICATION CABLE TYPE (M)	LOWEST SUPPLY CONDUCTOR TYPE (M)	ESTIMATED VERTICAL CLEARANCE (M)	MINIMUM VERTICAL CLEARANCE (M)	RESULT
F1A1F1	SEC 30 TPX	SEC 30 TPX	0.888	1.36	0.875
F1F2	SEC 30 TPX	SEC 30 TPX	0.937	1.36	0.925
F1F3	SEC 30 TPX	SEC 30 TPX	0.979	1.36	0.975
F1F4	SEC 30 TPX	SEC 30 TPX	1.024	1.36	1.025
F1F5	SEC 30 TPX	SEC 30 TPX	1.068	1.36	1.075

GROUND CLEARANCE - CSA Table 2 / C22.2 No.1

ESTIMATED HYDRON CONDUCTOR AND COMMUNICATION CABLE DATA USED FOR ANALYSIS

DESCRIPTION	WEIGHT (kg/m)	WEIGHT (kg/m)
SEC 30	0.17	0.170
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180

HYDRON AND COMMUNICATION GUY & ANCHOR DATA USED FOR ANALYSIS

DESCRIPTION	WEIGHT (kg/m)	WEIGHT (kg/m)
SEC 30	0.17	0.170
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180
SEC 30 AC	0.18	0.180

KEY MAP (N.T.S)

CITY / TOWNSHIP OF ANYWHERE

CONSULTANT CONTACT:

JANE COLE
PHONE: (905) 444-6898
JANE@DONGUONA.COM

SP CONTACT:

JOE SMITH
PHONE: (905) 444-6898
JOE@DONGUONA.COM

ADDITIONAL NOTES:

DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACTOR SHALL VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE CONSULTANT BEFORE COMMENCING THE WORK. THE CONTRACTOR MUST BE FAMILIAR WITH THIS COUNTY'S REGULATIONS. RESOLVE ALL EXISTING ISSUES PRIOR TO COMMENCING WORK.

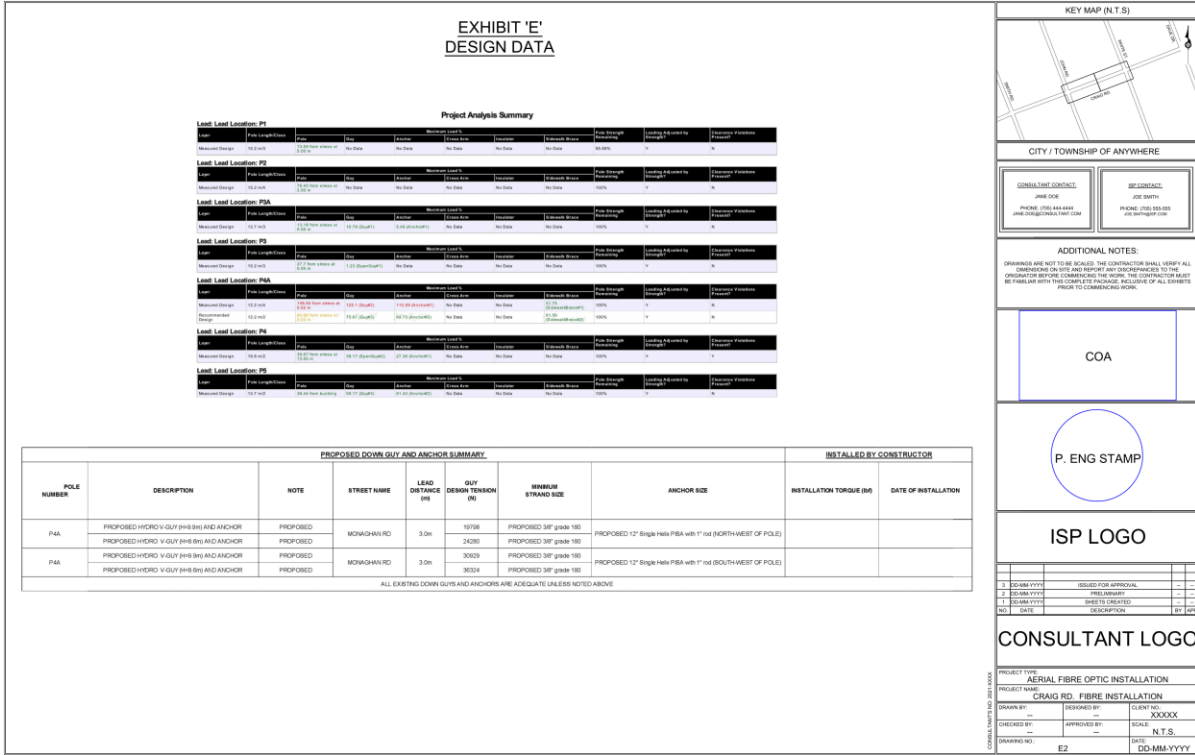
COA

P. ENG STAMP

ISP LOGO

CONSULTANT LOGO

PROJECT TYPE: AERIAL FIBRE OPTIC INSTALLATION
PROJECT NAME: CRAIG RD. FIBRE INSTALLATION
CLIENT NO.: XXXXXX
SCALE: N.T.S.
DATE: DD-MM-YYYY
DRAWING NO.: E1



P.Eng. Design Drawings, Structural Analysis and Design Provisions

GENERAL

This document, relating to the design and construction of telecommunications facilities either in proximity to Local Distribution Companies' (LDC) electrical plant, or in proximity to buried utilities is intended to be used in conjunction with the latest issuances of Ontario Reg. 22/04, the Electrical Safety Authority (ESA) Bulletins and requirements, CSA Standards 22.3 No.1 (Overhead Systems) and CSA Standards 22.3 No. 7 (Underground Systems), and *the Occupational Health and Safety Act* (OHSA). The Proponent is responsible for compliance with all rules and applicable municipal, provincial, or federal laws, codes, and regulations. In all situations, it is the responsibility of the Proponent to be familiar with and adhere to the OHSA, CSA standards during installation, maintenance, and related activities involving their facilities attached to any LDCs facilities.

OVERVIEW

Aerial

The Proponent is to be aware that LDC's poles are part of an overhead electrical distribution system, and that all of the power lines attached to the poles should be presumed energized at all times. All persons, including the Proponent's employees and contractors, must exercise caution and take all reasonable precautions when working on or near electric utility poles and/or near high-voltage lines.

Where Federal and Provincial regulations directly address construction activity in the vicinity of overhead electric lines, and violators are subject to criminal penalties and civil liabilities, these laws apply to employers, contractors, owners and any other parties or persons responsible for or engaged in construction activities.

The Distribution Pole includes:

- a) Pole-Top Zone
- b) The Electrical Supply Zone or Supply Space
- c) Neutral Zone or Clearance Zone
- d) Communications Space

The Pole-Top Zone is the pole space located at the top of the pole above the energized portion of the pole.

The electrical supply zone or supply space is reserved for electrical supply facilities. Most supply space wiring consists of uninsulated conductors. The supply space may include separate facilities operating at different voltages; for safety reasons, typically the highest voltages are located uppermost on the pole.

The neutral zone is the safety zone, or "neutral" space, between the lowest electrical supply conductor or equipment and the highest communication cables or equipment.

The communications space is the lower portion of pole containing telecommunications attachments, and other communications cables.

Underground

All proposed buried telecommunications facilities must be designed and installed in compliance with local, provincial, and national standards. The running lines for cable must comply with the approved offsets defined by the ESA (Regulation 22/04) governing road and municipal authority. Additional

approvals may also be required for access to other rights-of-way including creek or waterway crossings, or railway crossings and facilities must be designed and installed in compliance with the requirements of the respective governing authority (e.g., municipality).

DESIGN, ENGINEERING AND CONSTRUCTION PROVISIONS

Design Considerations - Aerial

1. The design should be designed to meet CSA 22.3 No. 1.
2. Telecommunication attachments should be installed as high as permissible within the Communication Space on the pole while respecting established positions.
3. Where there are no previous attachments on the pole, the first attachment should typically be placed at the highest position that complies with the minimum clearance, separation and spacing (clearance) requirements specified by CSA 22.3 No. 1 specifications, as amended from time to time, and the standards of the LDC. In such cases, subsequent attachments should be made at the next highest position while maintaining minimum required clearances from the ground, supply and other communication facilities.
4. If a pre-existing violation is identified, new attachments can be installed only if the new attachments can meet CSA 22.3 No. 1 specifications, CSA C22.3 No. 5.1, clearance requirements, or the existing attachments are adjusted to provide adequate clearance.
5. For attachments proposed on LDC poles located on private property, prior permission must be obtained from the property owners. An LDC assumes no responsibility for securing any permission that may be required, and the Proponents should not assume that permission exists based solely on the presence of an LDC's facilities.
6. An LDC will not obtain or negotiate rights-of-way for the benefit of a Proponent and no guarantee is given by an LDC of permission, from property owners, municipalities or others. Proponents should in all cases be solely responsible for obtaining consent, where necessary, from landowners and governmental entities involved.

Construction Considerations - Aerial

1. Communications cables are typically designed for installation on the same side of poles (typically the street side) as LDC's neutral and secondary conductors and any existing communications cables. In the absence of any existing installations on LDC's poles, communications cables should be installed on the street side of poles.
2. Communications cables should be designed for installation within the communication space as high off the ground as possible and to conform to CSA 22.3 No. 1 specifications and/or LDC's Standards.
3. The Proponent must ground and bond its messenger in accordance with requirements of the CSA 22.3 No. 1 specifications and the OHSAA, as amended from time-to-time. Only LDC and its approved contractors are authorized to bond the telecom bonding wire to the LDC neutral conductor. The Proponent should leave on the pole a coil of bonding wire of sufficient length to allow LDC or its contractor to uncoil the wire and make the final bonding connection to the LDC neutral conductor.
4. Communication cables should be identified by tagging every cable at every pole. Existing untagged cables should be identified at every pole during normal maintenance. Untagged cables may be treated as unauthorized attachments.

5. The Proponent is responsible for coordinating adjustments of existing attachments with appropriate third parties; prior permission to adjust existing cable facilities between any new Proponent and any existing attacher should occur before any adjustments are made.
6. Horizontal or vertical extension arms should not be used by the Proponent to achieve required vertical clearances and/or horizontal separation.
7. The Proponent should avoid 3rd party cable risers on three-phase primary cable riser poles, or poles with pole-top switches.
8. Only one communication U-Guard is allowed per pole.
9. Overlashing should be permitted only on cable attachments and telecommunications attachments. The owner of the cable supporting the overlashed installation is responsible for maintaining both the supporting cable and the overlashed cable in compliance with CSA 22.3 No.1.
10. Overlashing to a Proponent's existing cable can be accommodated under the same design criteria as other communication installations, including post-installation inspection and pole loading. The Proponent may apply for a materially insignificant attachment if the results support the submission of a declaration.
11. Make-Ready work should be performed before any proposed overlashing will be performed.
12. The communications grounding system should be on the opposite side of the pole from LDC ground wire with the grounds connected together at the base of the pole.
13. All guying should be considered as part of the structure, with a design/installation consisting of proper tension to support the attachment(s). Guying locations are typically installed at Proponent's dead-ended facilities, line deflections and/or when a LDC guy is present. Guying adds stability to a pole structure, with one end of the cable secured to the pole structure, and the other anchored to the ground at a distance from the pole structure's base.
14. Each company should independently guy and anchor its respective facilities. Guying is required for third-party attachments in all cases where such facilities add an unbalanced tension load to the pole.
15. Guy anchors are part of an LDC's post-Installation Inspection review. Communication cables must be properly guyed and anchored before tensioning. Proponent must install separate guying and anchoring devices to secure their cables. The Proponent is responsible for ensuring that communication cables are independently guyed and anchored.
16. Attachment to LDC's anchors are not permitted.
17. The Proponent should coordinate with the LDC for all vegetation trimming necessary on or around its attachments, both during and after installation. The LDC may or may not provide any vegetation trimming services for communication facilities.

Design Considerations - Underground

The design should be designed to meet CSA 22.3 No. 7. The telecommunication plant should adhere to (but not limited to) the following to satisfy client, Right of Way authority and applicable specifications requirements;

- minimum depths of cover;
- minimum separation from other infrastructure or objects;
- grounding and bonding; and,
- joint trenching design where applicable.

Construction Considerations - Underground

The Proponent should ensure that a Road Occupancy Permit (ROP) and/or Municipal Consent (MC) is obtained prior to commencing any activities in the ROW. All conditions of the ROP and any conditions required by the Municipal Access Agreement (MAA) should be adhered to.

Before commencing the work, the Proponent's contractor should obtain locates to inform themselves of the location of all existing services and infrastructure that may be impacted by their installation activities.

AERIAL DRAWINGS

For submissions based on approved standard designs developed the Proponent, the Proponent will need to supply information to the LDC to ascertain that the proposed attachment is in accordance with the approved standard designs. After review and approval by the owner the permission is granted to proceed with construction. These submissions need only to be prepared by a competent person, as defined by the LDC.

For submission based on the Proponent providing the work plans and work instructions assembled by a P.Eng, the LDC will grant permission to proceed after a review of the design.

The P.Eng stamped drawings are to be prepared using industry applicable software that has been approved for use by the LDC. The outputs of the software should include, for each affected pole, the relevant information for each of the items below:

- Location Analysis Summary
- Design Properties
- Load Case Properties
- Loading
- Pole Strength
- Pole Static Analysis
- Wire End Points and Wires
- Downguys and Anchors
- Cross Arms
- Insulators and other Equipment (e.g., Transformers, Streetlight Arms etc.)
- Strength Case Appendix
- Load Case Appendix

All drawings should conform to the drawing provisions noted above. A pole profile is required for each affected pole indicating existing and proposed attachments. See Figure 1.

The *ESA Guideline for Third Party Attachments* can be referred to for additional information.

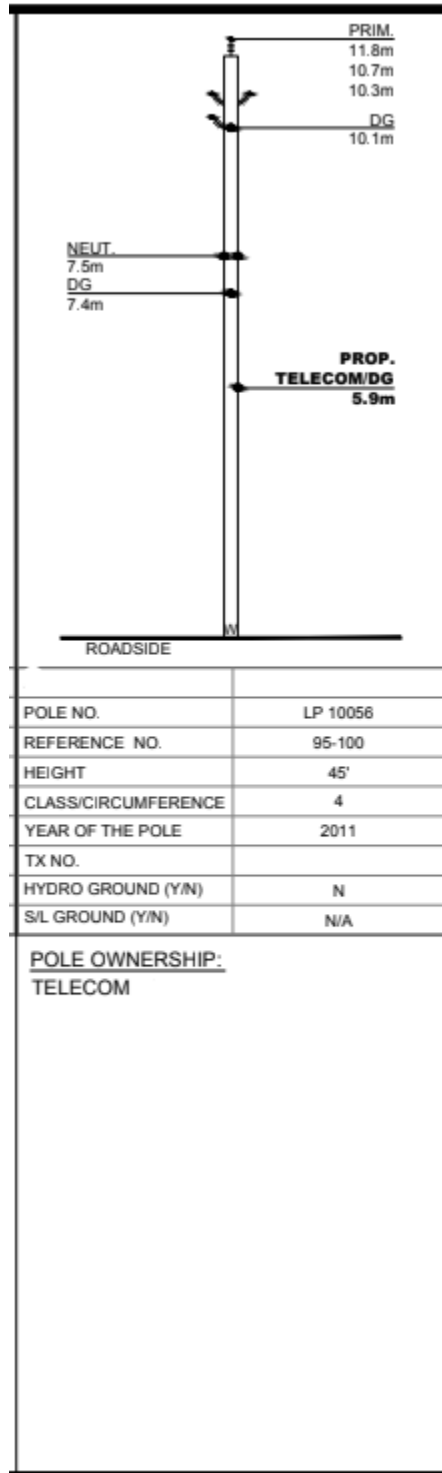


Figure 1: Sample Pole Profile

The drawings should include the seal of the responsible P.Eng, as well as a signed Certificate of Approval (COA). See Figure 2.

CITY/TOWN OF ANYWHERE			
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;"> Company Info </div>		<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;"> <small>TELECOM CONTACT</small> JOE SMITH <small>OFFICE TEL: (705) 888-8888</small> <small>JOE.SMITH@TELECOM.COM</small> </div>	
ADDITIONAL NOTES: <small>DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED. THE CONTRACTOR SHALL VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE AND REPORT ANY DISCREPANCIES TO THE ORIGINATOR BEFORE COMMENCING THE WORK. THE CONTRACTOR MUST BE FAMILIAR WITH THIS COMPLETE PACKAGE, INCLUDING OF ALL EXHIBITS PRIOR TO COMMENCING WORK.</small>			
<div style="border: 1px solid blue; width: 80%; margin: auto; padding: 20px;"> COA </div>			
<div style="border: 1px solid blue; width: 80%; margin: auto; padding: 20px;"> <div style="border: 1px solid blue; border-radius: 50%; width: 80%; margin: auto; padding: 20px;"> P.ENG STAMP </div> </div>			
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px; text-align: center;"> CUSTOMER LOGO </div>			
3	DATE	ISSUED FOR APPROVAL	XX XX
2	DATE	PRELIMINARY	XX XX
1	DATE	SHEETS CREATED	XX XX
NO.	DATE	DESCRIPTION	BY APP
PROJECT TYPE:			
AERIAL FIBRE OPTIC INSTALLATION			
PROJECT NAME:			
ANY RD., CITY/TOWN, ON.			
DRAWN BY:	DESIGNED BY:	CLIENT NO.:	
XX	XX	XXXXX	
CHECKED BY:	APPROVED BY:	SCALE:	
XX	XX	N.T.S.	
DRAWING NO.:		DATE:	
A		DATE	

Figure 2: P.Eng Stamp Example

The drawings should also include:

- Key Map
- Constructor installation requirements
- Constructor documentation requirements
- Aerial construction information
- Summary of buried and aerial permit kilometers
- Distribution of pole ownership quantities
- A Make-Ready summary, by attachment owner

- Aerial typical details
- Design data summary tables indicating:
 - Vertical separations at each pole
 - Ground clearance at each span
 - In-span clearances between supply and communications cables
 - Estimated ruling span sag and tension
 - Hydro and communication guy & anchor data used
 - Loading results
- Proposed down guy and anchor summary
- Bill of Materials

Standard Utility Offsets

GENERAL

This document contains guideline information only to assist ISPs and Governing Authorities with the preparation of drawings that will assist in the permitting process. These guidelines are not prescriptive or binding, rather provide good practice for drawing preparation.

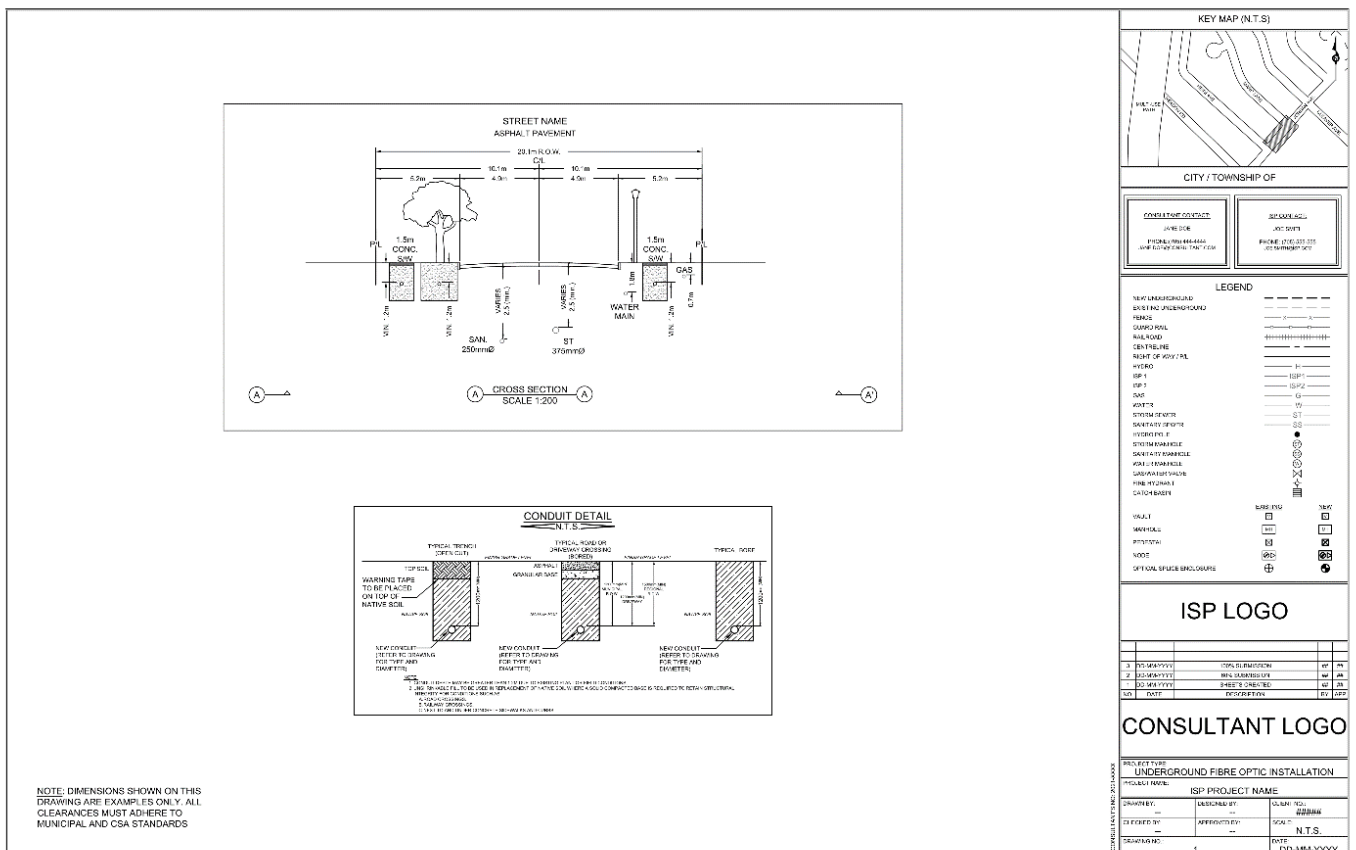
This Guideline, along with the other appropriate standards form the basis for complete submissions. Proponents should confirm if the minimum drawing requirements are outlined within the LDC Occupancy Agreement or within the Municipal Consent agreement.

STANDARD UTILITY OFFSET DRAWINGS

The basic requirements that are stated in *Basic Drawing Requirements* section above should apply to any utility offset drawings prepared.

SAMPLE DRAWING

A sample drawing is shown below for a typical installation.



Sample One-Touch Make-Ready Sample Agreement

The sample agreement provided below is intended to serve as a sample only, users should consult legal counsel to ensure the agreement is adapted to their specific needs and circumstance.

This Agreement is made as of _____, _____:

BETWEEN:

[Local Distribution Company], a _____ licensed by the Ontario Energy Board under Part V of the *Ontario Energy Board Act*

(the "**LDC**")

AND:

[Proponent], a _____ incorporated under the laws of _____

(the "**Proponent**")

WHEREAS:

- A. The Proponent is carrying out the construction of broadband network infrastructure (the "**Project**") under the Province of Ontario's *Ontario Connects: Accelerated High Speed Internet Program*.
- B. The Project is a *Designated Broadband Project* under **[The Building Broadband Faster Act Guideline]** (the "**Guideline**").
- C. On the date hereof, the LDC has granted the Proponent a permit (the "**Permit**") to attach broadband network infrastructure to the LDC's support structure(s), as described in further detail in the Permit (the "**Attachment**").
- D. Pursuant to the one-touch make-ready process set out in Section **[2]** of the Guideline, the LDC has advised the Proponent that the LDC is unable to undertake and complete the power and telecom make-ready work on the LDC's support structure(s) required in connection with the Attachment (the "**Make-Ready Work**") in accordance with the applicable performance timelines set out in the Guideline.
- E. In order to expedite completion of the Attachment, the Proponent desires to undertake and complete the Make-Ready Work at its own cost and risk.
- F. Pursuant to Section 2 of the Guideline, as a condition to undertaking and completing the Make-Ready Work at its own cost and risk, the Proponent must enter into this Agreement with the LDC.

NOW THEREFORE, in consideration of the mutual covenants and agreements of the parties hereinafter contained and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged, the parties hereto agree as follows:

- 1. The Proponent acknowledges and hereby agrees that the LDC has, in the context of issuing the Permit, reviewed whether sufficient spare capacity is available on the structure(s) to accommodate the Attachment but the LDC will not conduct a pre-work inspection for

compliance of the structure(s) with construction standards and/or health and safety risks for workers or the public.

2. The Proponent further acknowledges and agrees that the LDC is relying on the information and assessment provided by the Proponent with respect to any structural or other issues with the structure(s) which are inconsistent with applicable construction standards.
3. The LDC hereby authorizes the Proponent to undertake and complete the Make-Ready Work in accordance with this Agreement and the applicable requirements of the Guideline and the Permit.
4. If, as of the date hereof, the LDC has provided the Proponent in writing a list of contractors pre-qualified by the LDC to carry out the Make-Ready Work, the Proponent must select a contractor from such list to carry out the Make-Ready Work. Otherwise the Proponent may propose a qualified contractor for the LDC's approval, and such approval by the LDC should not be unreasonably withheld, conditioned or delayed.
5. The Proponent may proceed with its Attachment prior to the completion of the Make-Ready Work if:
 - a. the Proponent has reviewed any structural or other issues with the structure(s) which are inconsistent with applicable construction standards and a professional engineer ("**P. Eng.**") of or for the Proponent has certified that the Attachment can nevertheless proceed in a safe manner, in compliance with applicable law;
 - b. a P. Eng. of or for the Proponent has provided to the LDC a signed request and declaration in the form attached as Sample Materially Insignificant Declaration to the Guideline (Appendix 1) stating that the Attachment is "materially insignificant" (within the meaning given to such term in the Electrical Safety Authority guidelines), and the LDC has confirmed to the Proponent in writing that the LDC deems the Attachment to be "materially insignificant".

The LDC must review and respond to the request and declaration described in Section 5.b above within the performance time period specified in the Guideline.

6. The Proponent acknowledges that the structure(s) will be deemed to be under its control during the performance of the Make-Ready Work for the purposes of compliance with Electrical Safety Authority requirements and guidelines and health and safety obligations arising from the Canada Labour Code and its regulations.
7. In the event that the Attachment cannot be safely performed until Make-Ready Work can be permanently completed, the Proponent may apply to the LDC for a temporary facility, for Proponent's exclusive use, to bypass a structure requiring Make-Ready Work (a "**Temporary Facility**"). The Proponent acknowledges that any request for the installation or use of a Temporary Facility which comes in contact with a structure of the LDC or which may increase the maintenance or replacement costs of a structure of the LDC should be submitted in advance to the LDC, in the standard form requested by the LDC (if any), accompanied by detailed, signed and sealed (P.Eng.) plans of the proposed Temporary Facility and other documents that may be required by the LDC.
8. Each application for a Temporary Facility should be made in a separate application by the Proponent. In addition, any modification, addition or removal that the Proponent wishes to make to its Temporary Facilities requires the filing of a new application. The Proponent acknowledges

that such application may be submitted to a technical committee comprised of technical experts from the LDC and other owners of support structures and that the Proponent may be invited to present its request to the committee. The LDC reserves the right to accept the request as submitted, to propose an alternative at the Proponent's expense, to return the request to the Proponent if it is incomplete, or to reject the request within **[30]** days. If the Proponent believes that a type of Temporary Facility could be performed without P.Eng. stamped plans or otherwise deviating from the Temporary Facilities process set out herein, the Proponent may submit a proposal with a process specific to that type of Temporary Facility to the technical committee for evaluation.

9. The Proponent agrees to clearly identify its Temporary Facilities as being in the Proponent's name with the notation "Temporary Facility" and, upon completion of the work on the Temporary Facilities, to perform, at its expense, the work to remediate or make the Temporary Facilities permanent within **[90]** days of the completion of the preparatory work including the removal of any Temporary Facilities owned by the Proponent such as poles, conduits, pads, overhead conduits, etc., unless another time period is agreed upon by the parties, after which time the temporary facility will be considered an unauthorized attachment. Any unidentified temporary facility will be considered an unauthorized attachment.
10. Upon completion of the Attachment and Make-Ready Work, the Proponent should deliver to the LDC "As Built" drawings for the Attachment and Make-Ready Work which should include a completed record of inspection form in accordance with the Guideline.
11. The Proponent agrees that any and all damages of any nature whatsoever which may reasonably be considered to result or arise directly or indirectly from the Proponent's performance of the Make-Ready Work and/or the installation, use or modification of any Temporary Facility, in each case which occurred during or within a period of 120 days following delivery by the Proponent of "As Built" drawings for the Attachment and Make-Ready Work pursuant to Section 10 above, should be deemed to have been a result of the Proponent's work, except to the extent that the Proponent can demonstrate that another reason was the cause of such damages.
12. During the 120-day period described in Section 11 above, the LDC and any existing internet service provider attached to the relevant structure (an "**Existing ISP**") should have the opportunity to conduct inspections of the Make-Ready Work and any Temporary Facility work for the purpose of identifying any damage, and must notify the Proponent of any damage to their respective infrastructure prior to the end of such 120-day period. Except to the extent the Proponent can demonstrate that its Make-Ready Work or Temporary Facility work did not cause such damages, the Proponent should, at its own cost, rectify the damages identified by the LDC and/or the Existing ISP within 30 days of receipt of written notice of such damages by the Proponent, unless a longer period of time is agreed between the parties, acting reasonably.
13. The Proponent should notify the LDC's representative as soon as possible of any incident, non-conformity or other situation affecting safety or the integrity of one or more structures arising from or following the execution of the Make-Ready Work and/or the installation, use or modification of a Temporary Facility in order to allow the LDC to carry out any necessary verification and work required to rectify the situation.
14. The Proponent should inform the LDC upon completion of its work and certify that the Make-Ready Work and/or the installation, use or modification of a Temporary Facility, as applicable, was conducted safely in compliance with the work conditions required by the Proponent's engineer in consideration of the work to be done.

15. The Proponent acknowledges that the Make-Ready Work and any Temporary Facility work is subject to the conditions set forth herein and in the Permit and that the Proponent's rights to perform the Make-Ready Work and any Temporary Facility work hereunder may be revoked at any time by the LDC if, in the LDC's reasonable opinion, the Proponent is conducting the work in a manner inconsistent with industry standard, including, without limitation, in the event of a breach or failure to respect the conditions set out herein or in the Permit, a failure by the Proponent, its personnel or contractors, to comply with applicable health and safety standards or if the LDC becomes aware of any incidents relating to unsafe practices likely to endanger a person's health or safety. The LDC should provide written notice to the Proponent which should include the LDC's reasons for its decision.
16. The Proponent acknowledges and agrees that it should exercise its rights and perform its obligations under this Agreement at its own cost and risk without recourse to the LDC.
17. This Agreement will be interpreted in accordance with the laws and regulations of the Province of Ontario and the laws and regulations of Canada applicable therein, without regard to conflict of laws principles. Any dispute between the parties hereunder should be resolved pursuant to the dispute resolution procedures in Section **[3]** of the Guideline.
18. No amendment to this Agreement should be effective unless it is made in writing and signed by the parties hereto. Neither party may transfer or assign this Agreement or any part thereof, or its rights, duties or obligations under this Agreement, without the prior written consent of the other party.
19. This Agreement may be signed in counterparts and such counterparts may be delivered by facsimile or by other acceptable electronic transmission, each of which when executed and delivered should constitute an original document; these counterparts taken together should constitute one and the same Agreement.
20. This Agreement has been executed on behalf of the LDC and Proponent as of the date first written above:

[INSERT LEGAL NAME OF LDC]

By: _____

Name:

Title:

By: _____

Name:

Title:

I/We have the authority to bind the corporation.

[INSERT LEGAL NAME OF PROPONENT]

By: _____

Name:

Title:

By: _____

Name:

Title:

I/We have the authority to bind the corporation.

Sample Application for Aerial Attachment

PART 1: REQUEST INFORMATION FROM LDCs

GENERAL

Date Requested: _____

Proponent Name: _____

Proponent Phone: _____

CONTACT INFORMATION

Provide the contact information for the party requesting the Aerial Attachment on behalf of the Proponent.

(Individual) Prime Contact Name: _____

Title: _____

Office Phone: _____

Cell Phone: _____

Email: _____

POLE DATA

Pole Information (note: the information needs to be verified in the field).

Number: _____

Height: _____

Class: _____

Installed Date: _____

Primary Conductor:

Size: _____

Tension: _____

Type: _____

Neutral

Size: _____

Tension: _____

Type: _____

Secondary conductor

Size: _____

Tension: _____

Type: _____

Plans:

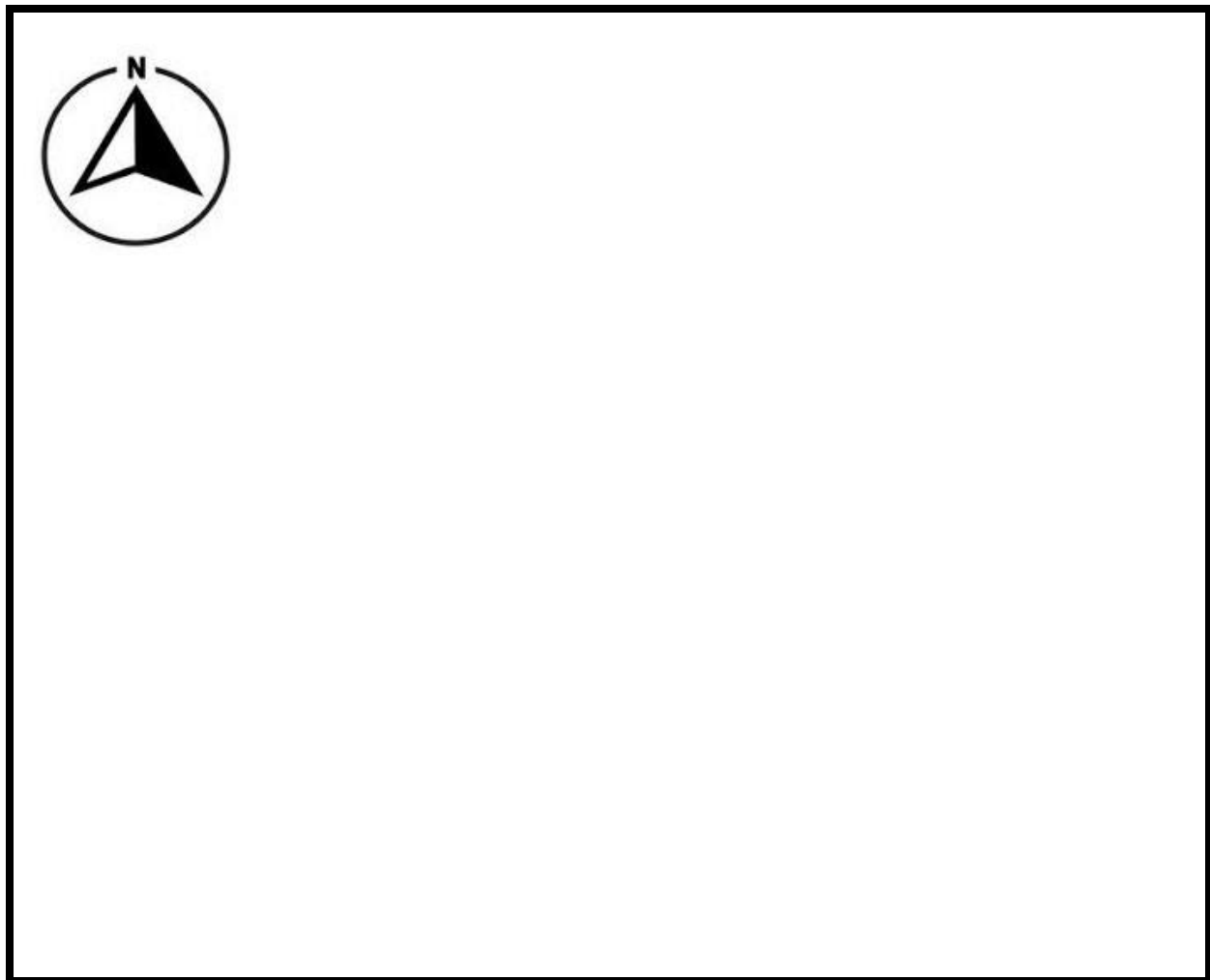
Are there any LDC plans to replace or upgrade the pole within the next 5 years, and if yes, when?

PROJECT LOCATION

Provide details that describe the submission geographically.

Project Location Information			
Lot Numbers or Address	Nearest Intersection	Township, Village, Town or City	Region, County or District

Provide a sketch of the location of the proposed attachments, including streets and the locations of the affected poles.



PART 2: SUBMIT PERMIT APPLICATION

Any specific technical requirements, dependent on the LDC, can either be provided on forms or included within the drawings. All application fees are to be provided at this time.

GENERAL

Date Submitted: _____

Proponent Name: _____

Proponent Phone: _____

Location (nearest major intersection): _____

Date of Signed Occupancy Agreement: _____

CONTACT INFORMATION

Provide the contact information for the party requesting the Aerial Attachment on behalf of the Proponent.

(Individual) Prime Contact Name: _____

Title: _____

Office Phone: _____

Cell Phone: _____

Email: _____

PROJECT DESCRIPTION

*Enter **Yes** or **No** for each of the items below for the proposed work within the Right Of Way.*

New Installation _____

Replace Existing Facilities _____

Upgrade Existing Facilities _____

Alter Existing Facilities _____

Underground Work _____

Aerial Work _____

Excavation Required _____

Expected Date of the work to commence _____

Expected Date of the completion of the work _____

Existing LDC Support Strand to be used _____

Existing ISP Support Strand to be used? _____

Has permission been granted to use the support strand? _____

Design Standards to be applied - Owner developed? _____

Design Standards to be applied - Proponent developed? _____

Design Standards to be applied - USF? _____

Design Standards to be applied - Other? _____ Standards by? _____

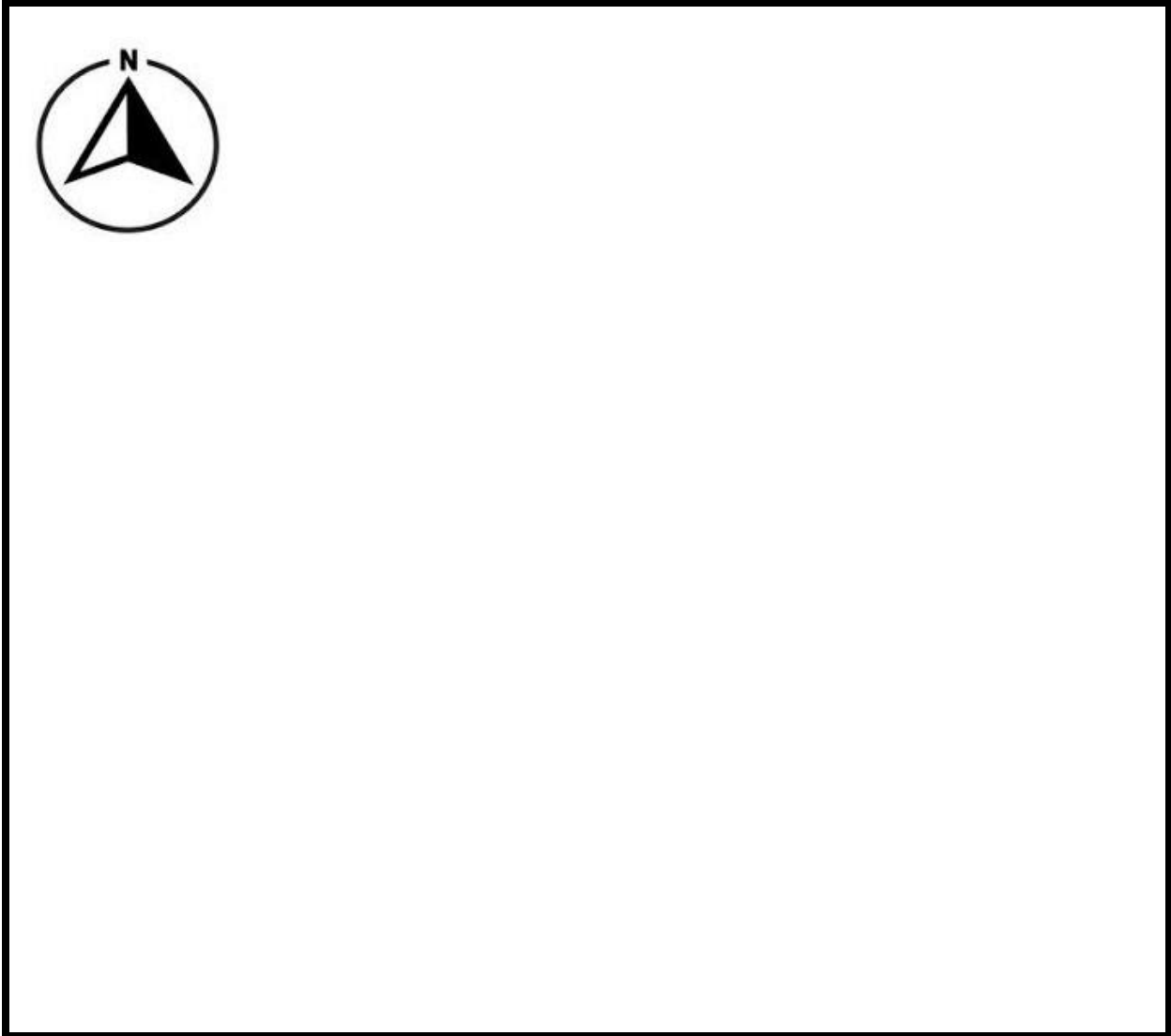
PROJECT LOCATION

Provide details that describe the submission geographically.

Project Location Information			
Lot Numbers or Address	Nearest Intersection	Township, Village, Town or City	Region, County or District

Drawing Number	Street	From Location	To Location	Comments

Provide a sketch of the location of the proposed attachments, including streets and the locations of the affected poles.



Provide a Description of the Proposed Work

FULLY ENGINEERED PROCESS

If the Proponent is providing the detailed engineering, then the detailed information on all attachments (strand and messenger) including quantity, size (diameter in mm), line tension (kN), and type (fiber, size of fibre count, copper, etc.) are to be provided (either in the form of the table below, or with the contents of the table below included on the drawings).

Pole #	Street Name	Type (new, overlash)	Max Cable Diameter	Existing Permit	Tension Change	Deadend	Deflection Pole	Approval (Y/N)

DEVIATIONS FOR NON-STANDARD MATERIALS AND DESIGNS

Where the designs or materials used do not conform to the required standards, the Proponent is to complete the information to request approval. A sample template for a P.Eng to fill out to approve a deviation is below.

Name of P.Eng. requesting deviation(s) _____

Title of P.Eng. _____

Company Name of P.Eng. _____

Email of P.Eng. _____

TYPE OF DEVIATION (Material - barcode or stock code) or (Design type - engineering or operations)	DESCRIPTION OF DEVIATION

PERMISSION TO OVERLASH ON POLES

If permission to overlash on an existing strand is required, the information below is to be supplied.

Date:	
Applicant (Company):	
Applicant Contact Name & Number:	
FAX:	
Applicant E-mail address:	
Municipality:	

Street: (Where work is being requested)	
Pole Owner:	
Applicant's Project No:	
Number of Poles Applicant is overlashing to existing Strand	
Existing Support Strand Owner	
Existing Support Strand Owner Permission Granted By: (Contact) Name & Number	
Additional Comments	

SUBMISSION REQUIREMENTS

A complete Aerial Attachment Permit Application requires submission of:

- o the required Application Fee;
- o the Drawings completed in accordance with the requirements stated; and
- o The appropriate sections completed application on this form.

RETURNED BY THE LDC

Once the LDC has received and reviewed the Application, the information below should be completed by the LDC or its agent.

Permit Number _____

Approved by _____

Title _____

Date of Approval _____

Comments _____

Deposit Amount \$ _____

Sample Materially Insignificant Declaration

BACKGROUND

ESA Bulletin DB-07-15v2, *Distributor Information Bulletin*, contains direction on how an LDC may demonstrate compliance with Regulation 22/04, with respect to “materially insignificant” alterations to electrical equipment. ESA views “materially insignificant” (MI) alterations to consist of any work that does not materially change the existing electrical equipment, typically relating to forces on poles & strength of poles. ESA recognizes that some forms of overlashing, , including but not limited to flags, traffic signs and flower baskets may be deemed “materially insignificant”. The following are key points from the bulletin.

Where the Proponent is undertaking the P.Eng. Design Drawings and they indicate that the proposed work is “materially insignificant”, the Permit Application should include a request and a declaration signed by a P.Eng. that the attachment be considered “materially insignificant”.

As per ESA’s direction, the LDC may exempt “materially insignificant” work from the audit requirements of Sections 7 and/or 8 of Regulation 22/04 and that work will be deemed in compliance with Regulation 22/04.

GENERAL

Date Submitted: _____

Proponent Name: _____

Proponent Phone: _____

Location (nearest major intersection): _____

Date of Signed Occupancy Agreement: _____

CONTACT INFORMATION

Provide the contact information for the party requesting the Materially Insignificant Alteration on behalf of the Proponent.

(Individual) Prime Contact Name: _____

Title: _____

Office Phone: _____

Cell Phone: _____

Email: _____

PROJECT DESCRIPTION

Enter **Yes** or **No** for each of the items below for the proposed work within the Right Of Way.

New Installation _____

Replace Existing Facilities _____

Upgrade Existing Facilities _____

Alter Existing Facilities _____

Expected Date of the work to commence _____

Expected Date of the completion of the work _____

Existing LDC Support Strand to be used _____

Existing ISP Support Strand to be used? _____

Has permission been granted to use the support strand? _____

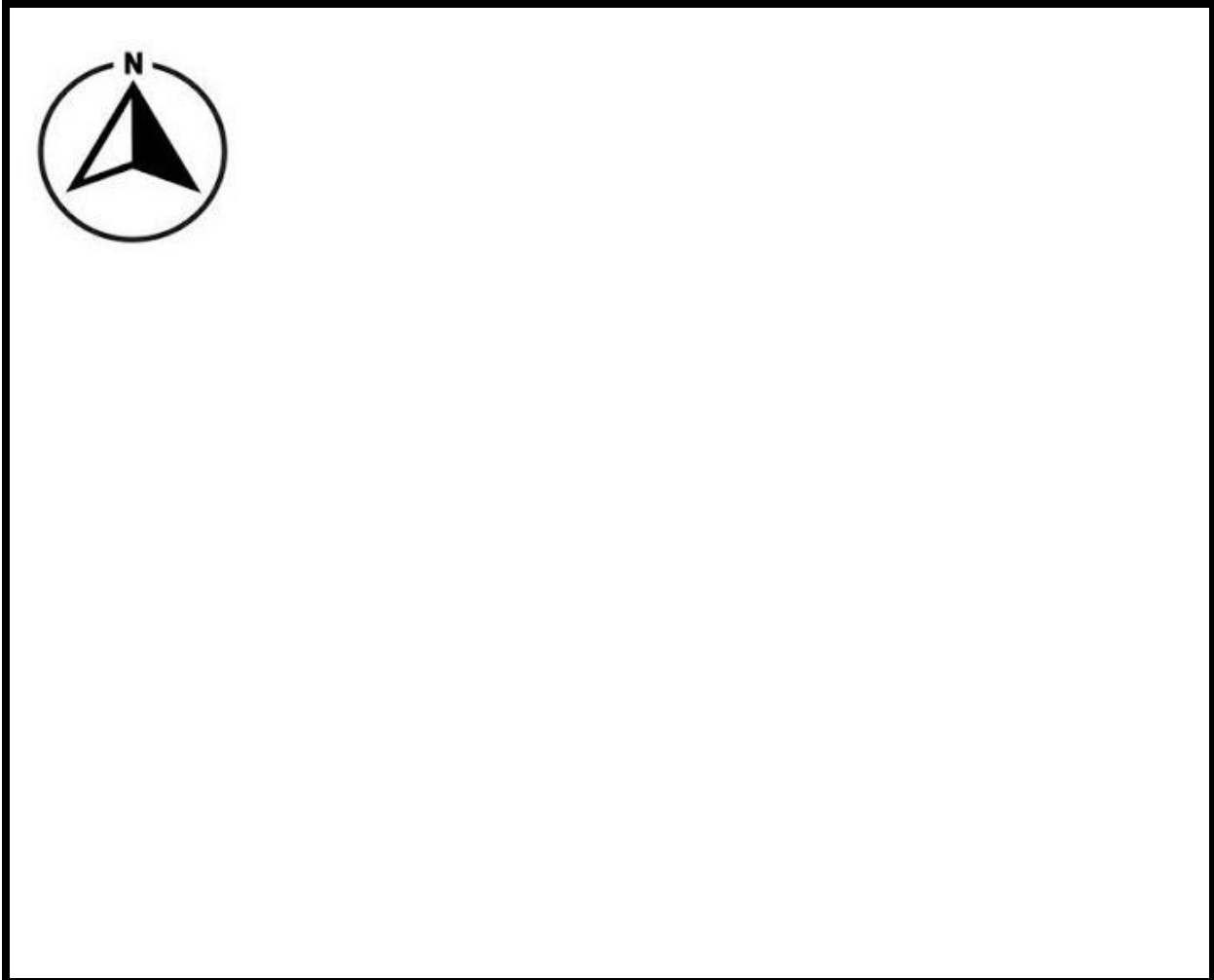
PROJECT LOCATION

Provide details that describe the submission geographically.

Project Location Information			
Lot Numbers or Address	Nearest Intersection	Township, Village, Town or City	Region, County or District

Drawing Number	Street	From Location	To Location	Comments

Provide a sketch of the location of the proposed attachments, including streets and the locations of the affected poles.



Provide a Description of the Proposed Work

MATERIALLY INSIGNIFICANT ALTERATION DECLARATION

The Materially Insignificant Alteration Declaration (MIAD) provides the basic information regarding incremental pole loading resulting for service cable over-lash to an existing permitted attachment.

The MIAD provides the data along with proposed parameters and conditions that confirm that the proposed attachments will not cause any material structural or loading change.

The declaration, dependent on the project, standards, span lengths and location, can be submitted:

- Either as a single form for the entire project;
- As a form for each pole affected;
- As a form for a grouping of poles.

Consideration is still required for:

- The Proponent to perform a survey to confirm the existing facilities and to prepare drawings for submission.
- Defects that directly affect the structural capacity of the pole (i.e. physical damage such as vehicle damage to a pole or anchor) should be communicated to the pole owner.
- The existing separations and clearances have already been approved by the prior design and or audit. If not, calculations by the Proponent will be required.
- That any additional strands added do not affect the existing already approved clearances.
- An existing installation, where the grounding or bonding have already been approved on the basis of the prior design or audit.

Materially Insignificant Alteration Declaration

The installation work covered by this document meets the safety requirements of Regulation 22/04 as the work does not change the existing electrical equipment or materially change the forces on poles and strength of poles.

Name

Date

Signature and Professional Designation

ENGINEERED DRAWINGS

Where required by the LDC, the Proponent should submit engineered drawings to facilitate installation and to provide complete records.

Sample Certificate of Deviation

CERTIFICATE OF DEVIATION APPROVAL

ESA bulletin DB11-12-v2, *Distributor Bulletin*, contains direction on when a Certificate of Deviation may be applied and the conditions where Approval for the deviation is permitted. More information, including examples, can be found in the Distributor bulletins section of www.esasafe.com.

Accepting deviations can be done through the use of a "Certificate of Deviation Approval". All deviations are to be listed on the Certificate of Deviation Approval. A *Certificate of Deviation Approval* must be signed by a P.Eng. (either the ISP or LDC's P.Eng depending on the party developing the engineered designs)

A sample is seen below.

Certificate of Deviation Approval	
The installation work covered by this document meets the safety requirements of Section 4 of Regulation 22/04 with the following deviations:	

_____ Name	_____ Date
_____ Signature and Professional Designation	

CERTIFICATE OF DEVIATION - CERTIFIED LISTS

ESA Distributor Bulletin DB-02-16-v1, provides guidance on when a Certificate of Deviation for Certified lists can be applied. It provides direction on how an LDC may demonstrate compliance with Regulation 22/04, with respect to deviations from required standards. ESA accepts that a certified list of deviations from section 5 "When safety standards met" of Regulation 22/04, approved by a P.Eng., is acceptable to meet the requirements of Regulation 22/04. More information, including examples, can be found in the Distributor bulletins section of esasafe.com.

A sample is seen below.

LDC COMPANY NAME & LOGO

Certificate of Deviation Approval for Non-Standard Items. This certifies that the below list of deviations from CSA standards will not materially affect the safety of any person or property, if not resolved immediately. These items can be resolved over time through maintenance, pole line rebuild and street light replacement programs.

The items covered by this Certificate are deemed to not be an imminent safety hazard for workers that are "qualified" to work in the communications space on poles, based on their knowledge, training and experience levels required. This Certificate is not intended to be applied to new pole lines or any situation where a pole is being replaced anyways. In those cases, it is expected that the entire pole be brought up to 100% CSA standards compliancy.

The workers are "qualified" in their ability to recognize electrical hazards and other potential safety concerns, which may cause them to implement specific safety measures or work procedures to avoid the item. They are required to take a training module called "Health and Safety Guidelines for Contractors - Working at Heights Module", among other requirements before they are deemed qualified.

This Certificate can only be applied to Third Party Company projects, at their discretion, by inclusion of this Certificate into their attachment application. On a per attachment application basis, the exact poles and pole spans where this Certificate of Deviation Approval is being applied will be clearly identified on a separate form, completed by a competent person. A suitable form is attached to this Certificate, but similar forms are also acceptable. Third Party Company and the LDC may agree to identify some of these items through existing Joint Use Processes, or other agreed methods, rather than this form.

Prepared by: _ _ _____	Date: _____
Name of P.Eng. _____	Signature: _____

Deviations for Non-Standard Items

Project Name:	Municipality:
Permit #:	Date:

Street	Bar code/ Pole #	Description of Deviation

Prepared by: _ _ _____ Date: _____ Position: _ _____

Broadband One Window Record of Municipal Access Sample Agreements

A Municipal Access Agreement (MAA) is a legal agreement that provides telecommunication companies the ability to construct, maintain, relocate and operate their equipment within rights-of-ways that are under the jurisdiction of a municipality. It states the roles, responsibilities and requirements for both the signatory and the municipality and deals primarily with issues such as municipal consent, hazardous substances and materials, road occupancy permits, rights-of-way, costs to be carried by municipalities, third party and sub-contractor agreements, service level agreements, maintenance and repair responsibilities as well as equipment use and invoicing.

The One Window system can be used to maintain a database confirming all applied for MAAs, confirming all executed MAAs, maintain a map of which municipalities require an MAA and provide an interface for submission.

MAA FORM

Proponent: _____

Individual Applicant's Name: _____

Application date: _____

Applicant's email: _____

Applicant's Phone: _____

Applicant's Consultant Name: _____

Consultant's email: _____

Consultant's Phone: _____

Municipality Name: _____

Existing MAA in Place (Y/N): _____

Date of Application: _____

Date of Executed Agreement: _____

Expiry date of MAA: _____

SAMPLE MAA CONTENTS

Use of ROWs
Permits to Conduct Work
Manner of Work
Remedial Work
Permits to Conduct Work
Relocation of Plant
Permits to Conduct Work
Term and Termination
Insurance
Liability and Indemnification
Environmental Liability
Force Majeure
Dispute Resolution
Notices
General

Sample Application for Municipal Consent

GENERAL

Date Submitted: _____

Proponent Name: _____

Proponent Phone: _____

Location (nearest major intersection): _____

CONTACT INFORMATION

Provide the contact information for the party requesting Municipal Consent on behalf of the Proponent.

(Individual) Prime Contact Name: _____

Title: _____

Office Phone: _____

Cell Phone: _____

Email: _____

Fax: _____

PROJECT DESCRIPTION

*Enter **Yes** or **No** for each of the items below for the proposed work within the Right Of Way.*

New Installation _____

Replace Existing Facilities _____

Upgrade Existing Facilities _____

Alter Existing Facilities _____

Underground Work _____

Aerial Work _____

Excavation Required _____

Directional drilling or boring required _____

Expected Date of the work to commence _____

Expected Date of the completion of the work _____

Provide a Description of the Proposed Work

SUBMISSION PROVISIONS

In some jurisdictions, the Proponent will be required to obtain approvals from all other regulatory authorities prior to submitting the MC application, showing all owners' facility locations and confirming no conflicts exist.

The Proponent should also have considered if a joint-build venture with any other facility owner was considered, agreed to or declined.

Where required under the guidelines established by the Professional Engineers of Ontario, the application drawings should be signed and sealed by a Professional Engineer.

All minimum horizontal and vertical clearances to existing facilities should be maintained in accordance with published specifications. Stated clearances may be reduced with the written permission of the affected facilities owner(s).

The Proponent may choose to 'bundle' several drawings together as a single application for projects which involve continuous installation over large distances. These should be summarized and listed in the table below.

For pole line installations, all existing poles, poles to be removed and proposed poles are to be shown. This includes all guying and anchoring.

Drawing Number	Street	From Location	To Location	Comments

SUBMISSION REQUIREMENTS

A complete Municipal Consent Application requires submission of:

- o the required Application Fee;
- o the Drawings completed in accordance with the requirements stated;
- o This completed application form; and
- o Confirmation of all other required approvals from other agencies.

RETURNED BY THE MUNICIPALITY

Once the Municipality has received and reviewed the Application, the information below should be completed by the Approver.

Municipal Consent Number _____

Approved by _____

Date of Approval _____

Comments _____

Deposit Amount \$ _____

Additional Comments _____

Sample Application for Road Occupancy

This permit expires 6 months from the date of issue

GENERAL

Date Submitted: _____

Proponent Name: _____

Proponent Phone: _____

Work Location (nearest major intersection): _____

CONTACT INFORMATION

Provide the contact information for the party requesting Road Occupancy Permit on behalf of the Proponent.

(Individual) Prime Contact Name: _____

Title: _____

Office Phone: _____

Cell Phone: _____

Email: _____

Fax: _____

TYPE OF WORK

*Enter **Yes** or **No** for each of the items below for the proposed work within the Right of Way.*

New Installation _____

Replace Existing Facilities _____

Upgrade Existing Facilities _____

Alter Existing Facilities _____

Underground Work _____

Aerial Work _____

Excavation Required _____ Length (m) _____ Width (m) _____

Directional drilling or boring required _____ Length (m) _____

Expected Date of the work to commence _____

Expected Date of the completion of the work _____

Provide a Description of the Proposed Work

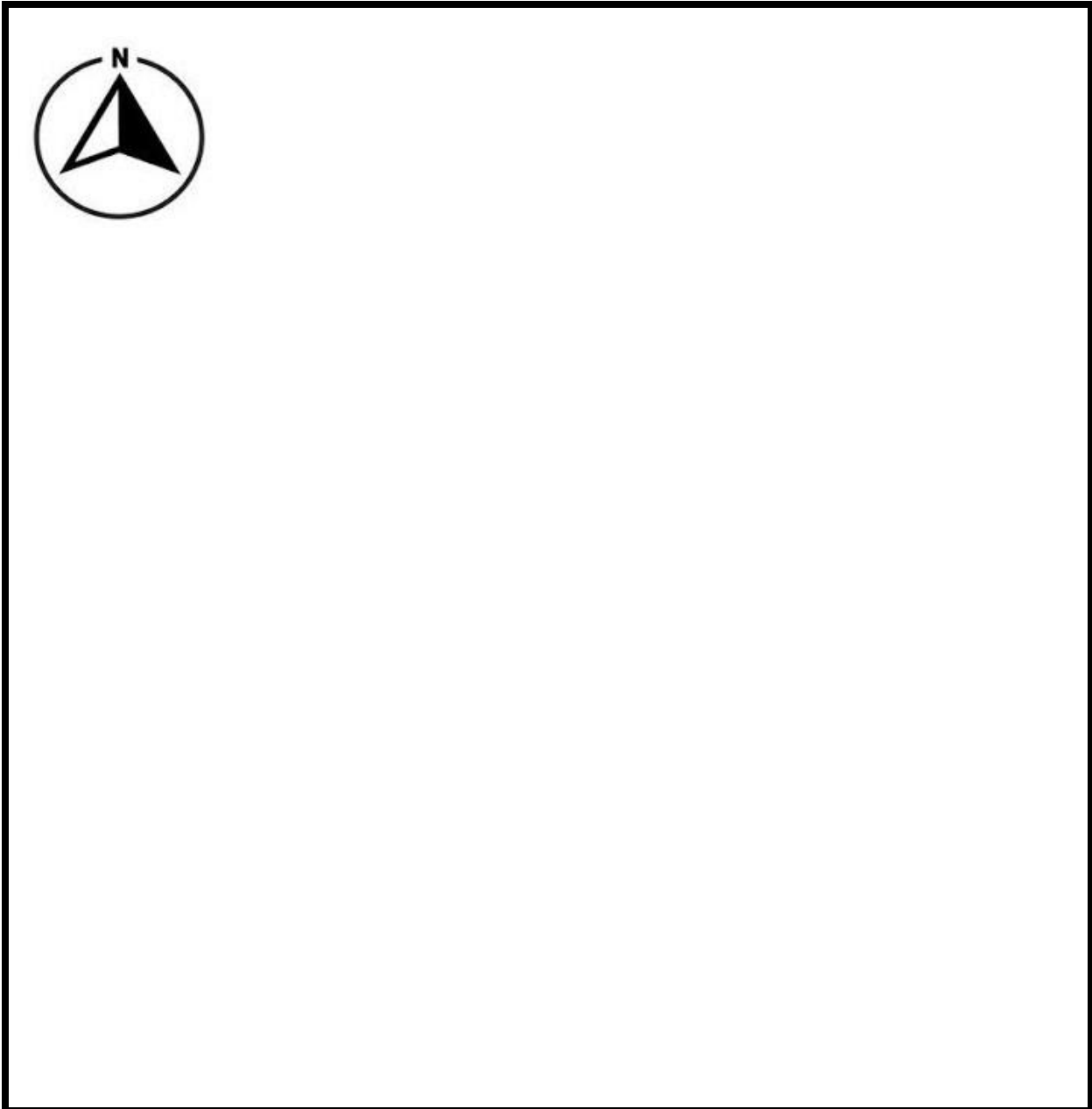
AFFECTED ASSETS

Indicate which assets may be affected by the work

Roadway	Sewers
Signs	Curbs
Gutters	Drains
Sidewalk	Boulevard (grass)
Trees	Storm sewers
Pedestals	Traffic Lights
Street Lights	Fire Hydrants
Bus Shelters	Interlocking Brick
Multi-Use Trails	Bollards

WORK LOCATION

Provide a sketch of the location of the work, including lots, streets, the locations of buildings and the location of the construction/work zone.



MUNICIPAL CONSENT NUMBER

Provide the approved consent number.

RESTORATION DETAILS

Provide the anticipated restoration requirements and timing.

SUBMISSION REQUIREMENTS

A complete Road Occupancy Permit Application requires submission of:

- The required Application Fees (application fee plus encroachment deposit);
- This completed application form;
- Completed submission of Insurance related requirements;
- The work location sketch; and
- Written confirmation has been provided to all other affected infrastructure owners.

PERMIT DETAILS

1. The Proponent must have a valid Municipal Access Agreement (MAA) if applicable and must follow the requirements of the MAA or any and all By-laws governing work on public lands imposed by the City/Town/Region.
2. Permits are to be issued by the Utility Coordinator. Up to seven business days are required for processing.
3. The Deposit and Administration and Inspection fees should be paid by the Proponent.
4. The Proponent should notify all affected property owners in writing before work commences. The notification will include utility name, expected duration, contact name and phone number. Short term emergency repair work is excluded from this clause.
5. The Proponent must submit the amount and agree to the terms for Liability Insurance as stated by the City/Town/Region.
6. The Proponent agrees to indemnify and save harmless the City/Town/Region, its officers, employees, servants and agents from and against all liability, claims, demands, suits, arising out of or in any way connected with the granting of this Permit and/or said construction or excavation.
7. The Proponent waives as against the City/Town/Region, its officers, employees, servants and agents any claims that it may have arisen out of or in any way connected with the granting of this Permit and/or the said construction or excavation.
8. The Proponent will provide any cash deposit required by the City/Town/Region with the permit application. The balance of the deposit should be returned twelve (12) months after the work has

been completed if all conditions of the MC are met. Any costs in excess of the deposit amount will be billed to the Proponent.

9. Prior to issuing a permit, the Proponent must have proof of all required approvals and permits.
10. Prior approval must be obtained from the City/Town/Region for closing or restricting any road at any time except under emergency circumstances. The hours of work for closing or restricting any road at any time should be at the discretion of the Municipal Engineer.
11. The Proponent will be charged for the erection and maintenance of detour signs along the detour route at a rate in effect at that time.
12. In case of emergency work, notice should be given and an application for permit made as soon as possible after commencement of the work, namely on the same day, or, if too late in the day, then within one hour of the opening of the Municipal/Regional Office on the following work day.
13. The Proponent should prior to the commencement of any work, obtain stakeouts from all Owners of underground plant and should comply with any instructions from the plant Owners when working in proximity to their plant. All existing plant must be protected, supported, backfilled and compacted to the satisfaction of the plant owner.
14. The Proponent should adhere to all required backfill and restoration requirements.
15. The City/Town/Region reserves the right to do any remedial or restoration work that in the opinion of the City/Town/Region has not been adequately performed by the Proponent. The City/Town/Region will invoice the Proponent for the cost of such remedial or restoration work.
16. The Proponent guarantees and warrants that with ordinary wear and tear the said work should for a period of twenty-four (24) months from the date of completion, remain in such condition and will meet with the approval of the City/Town/Region and that they will, upon being required by the Municipal Engineer, make good in a manner satisfactory to the Municipal Engineer any imperfections therein due to materials used in the construction thereof or workmanship.
17. No open cutting of the roadway will be allowed between November 1 to April 15 unless agreed to prior by the City/Town/Region.
18. Door Hanger Notification letters, in accordance with City/Town/Region requirements, must be provided to all residences affected by the work. This includes trenchless technologies installing utility assets.
19. The Proponent should file a "Notice of Project" with the Ontario Ministry of Labour prior to commencing any work on the road allowance for works exceeding \$50,000. A copy of the notice should be submitted to the City/Town/Region.
20. All works should be carried out in compliance with the Occupational Health and Safety Act times and should adhere to the rules and regulations as set out in the Ontario Traffic Manual Book 7. The applicant should supply all signs, flashers and barricades required to close lanes and detour traffic around the immediate working area.
21. All trees in the working area should be protected in accordance with the stated requirements of the City/Town/Region.
22. A copy of this Road Occupancy Permit, the Conditions of approval and stakeout information should be on site at all times.

- 23. All work must be in compliance with the Approved Municipal Consent drawings.
- 24. The permit holder is encouraged to take pre-construction photos of the entire area within the project limits. These must be made available upon request by the City/Town/Region in the event that disputes arise regarding responsibility for damages.
- 25. All excess material must be removed off-site at the expense of the permit holder.

RETURNED BY THE MUNICIPALITY

Once the Municipality has received and reviewed the Application, the information below should be sent back by the Approver.

ROP Permit Number _____

Approved by _____

Date of Approval _____

Comments _____

Fees Owing \$ _____

Additional Comments _____

Sample Notice of Completion

BACKGROUND

The Proponent is to submit a *Notice of Work Completion* followed by As-Built drawings detailing any changes from the initial plan

GENERAL

Date Submitted: _____

Proponent Name: _____

Proponent Phone: _____

Work Location (nearest major intersection): _____

(Individual) Prime Contact Name: _____

Title: _____

Office Phone: _____

Cell Phone: _____

Email: _____

Fax: _____

TYPE OF WORK COMPLETED

Indicate each of the items below that have been completed.

Underground Work _____

Aerial Work _____

New Installation _____

Replace Existing Facilities _____

Upgrade Existing Facilities _____

Alter Existing Facilities _____

Excavation Required _____ Length (m) _____ Width (m) _____

Directional drilling or boring required _____ Length (m) _____

Date of the completion of the work _____

Comments

PERMIT NUMBERS

Complete the fields as applicable.

Municipal Consent Number _____

LDC Permit Number _____

ROP Permit Number _____

Approved by _____

Date of Approval _____

Comments _____

RESTORATION DETAILS

Provide any future required restoration requirements and timing.

Sample Record of Inspection Form

A “record of inspection” means a record prepared by a professional engineer, ESA, or a qualified person identified in the owner’s construction verification program, detailing the inspection of a constructed or repaired portion of an electrical distribution system with respect to the safety standards set out in section 4 of Ontario Regulation 22/04.

A record of inspection is to include sufficient description to identify the work and equipment inspected. A record of inspection can consist of an engineered plan, an as-built drawing, or a set of work instructions signed and dated by a professional engineer or ESA or a qualified person. A sample Record of Inspection is seen below.

RECORD OF INSPECTION FOR PLANNED CONSTRUCTION

Project Name _____

Project Location _____

MC Number _____

ROP Number _____

INSPECTION TYPE	COMPLY?		COMMENTS or DETAILS OF NON-COMPLIANCE
	YES	NO	
The approved plan has been followed, and construction was completed in accordance with the certified design drawings			
OR			
Standard designs applied correctly and construction completed in accordance with certified standard designs			
OR			
Like-for-Like or replacement of existing construction presents no undue hazard: <ul style="list-style-type: none"> • Metal parts are grounded • Live parts are adequately barriered or insulated • Minimum clearances to buildings, signs and grounds are maintained • Structure has adequate strength (replaced with same or better) 			
AND			
Approved equipment was used			

Name: _____

Title: _____

Signature: _____

Date: _____

If a non-compliance is identified, the details should be identified and an action plan stated. Additionally, the completion date and verification date should be stated, followed by a Non-Compliance Correction Inspection. An example is provided below.

Details of Non-Compliance	Corrective Action Required
At Pole P1234, the telecom was installed 0.7m lower than shown on the design drawings.	At pole 1234, telecom to be raised to comply with the drawings. Drawing #100-101, Rev 1, Sheet 3 <i>Telecom raised on Sept 22, 2021</i>

Non-Compliance Correction Inspection
Name: _____
Title: _____
Signature: _____
Date: _____
Drawing Number: _____

All field records from the CVP process should be attached with the Record of Inspection, as well as any field records from the Corrective Actions taken.

Appendix 2: Further Reducing Complex Make-Ready Work

This Guideline stipulates that unless otherwise agreed to between a Proponent and an LDC, designs and construction should be done to CSA standards (or other standards recognized by ESA under Regulation 22/04).

Examples of these alternative approaches may include:

Underground Dips and Risers

“Underground Dip” refers to deviating from a contiguous aerial proposed route and “dipping” down a pole to transition to a “buried” path for a limited distance until an aerial attachment is again feasible (Riser). Typically, this “dipping/riser” exercise would take place prior to making a physical attachment to the actual pole that requires complex make-ready work. This approach typically requires the placement of an “Anchor & Down Guy” to support the single sided attachment strain being applied to the pole. This exercise will typically need to be repeated at the next pole where a “Riser/Dip” will be placed to transition back up the pole and continue the linear aerial proposed route.

Pole Stumping

“Pole Stumping” refers to cutting an existing pole, leaving only an attacher’s equipment on the pole. A new pole is installed near the stump pole with the agreement that the attacher will transfer the equipment to the new pole within a timeframe. The ESA developed a distributor [bulletin](#) (Bulletin DB-05-12-v1 In-Span Structures and Overhead Unsupported Conductors) related to this issue. Parties should review this bulletin for additional guidance when doing work where pole stumping may be involved. The bulletin can also be accessed by going to <https://esasafe.com/utilities/bulletins/>

Temporary Attachments

- Installation of a [horizontal extension arm](#) may allow for the required amount of attachment separation (depending on its length - typically 18”). This may, in some instances, temporarily create a safe working space until the required amount of space is available.
- [Space crowding](#) entails installing a typical permanent attachment as normal, but at less than the required separation. This resolution only works for ISP-related separation (not with power separation compliance) and can possibly impact the pole’s structure by having holes through the pole less than 12” apart. However, this structural concern may not be an issue if the pole is being replaced to resolve a complex make-ready issue. Another concern is if a splice enclosure proposed, if so, rubbing can occur and ultimately cause damage to the ISP.
- [Pole boxing](#) allows for the new attachment to be placed on the opposite side of the pole from which all other attachments were installed. This is only feasible in the event that the pole needs to be replaced and at the time of replacement the new pole is placed in a position where the “boxing event” can be remedied without cutting the cable. Typically this approach needs to be executed near a road with clear, unobstructed access.

Appendix 3: Broadband One Window

Broadband One Window (BOW) Platform

Broadband projects can be extremely complex undertakings in the absence of efficient coordination and collaboration between the many infrastructure parties involved including ISPs. These stakeholders are responsible for a myriad of coordination processes designed to ensure matters such as public safety, permitting, and approvals. In order to be effective, the coordination processes require cooperation from all parties under predictable conditions, with timely and pertinent information sharing.

Under the BBFA and/or O. Reg. 410/22, the use of the BOW is generally required as follows:

- When municipalities receive an application for municipal service and right of way access via the BOW, they are generally required to respond using the BOW
- For LDCs, when the ISP has elected to use the BOW for a designated broadband project
- Requests for infrastructure data, where records are digitally available

The Broadband One Window (**BOW**) platform is a combination of:

- a Geographic Information System (**GIS**) platform
- a Utility Coordination Dashboard (**UCD**)
- a Utility Infrastructure Repository (**UIR**)
- a Corridor Management System (**CMS**)
- an Electronic Document Management System (**EDMS**)

The **BOW** was designed to support the design, procurement, construction and management of designated broadband projects, generally AHSIP projects, through enhanced information sharing, process coordination and monitoring.

The **BOW** uses web-based software platforms applying the capabilities of Microsoft Power BI for reporting and analysis, Environmental Systems Research Institute (ESRI) ArcGIS for spatial and mapping information and Jira for case (ticket) management.

The **UCD** component provides a streamlined, integrated approach to project management, performance tracking and case management. It also provides scalable and flexible business intelligence, enablement and visualization capability for the broadband program.

The **UIR** component collects infrastructure data required to support the completion of provincially funded project, enables proactive decision making, provides a repository for the data and a framework for sharing, viewing and accessing the data. In addition, the UIR has the ability to expand to include all future broadband projects regardless of the build type.

The **CMS** is to help local governments and *utilities* manage public capital assets.

The **EDMS** supports broadband infrastructure by adding spatially enabled joint-use management software to manage telecommunications equipment attachments on LDC poles to assist agencies in improving their communications, streamlining workflows, and tracking historical work data.

The BOW platform allows IO, in consultation with any project stakeholder, to review the impact(s) of any application or project activity. Early identification of issues at the planning stage for the project and the continuous updating would eliminate some of the issues and delays that are seen today.

In summary, the BOW is a portal for all infrastructure owners to integrate, standardize and streamline project implementation, project management, performance tracking and real-time project status with the goal of expediting the installation of additional infrastructure to adequately provide broadband services to the Province of Ontario. Ultimately, when used in a designated broadband project the BOW would be able to:

- Receive applications to obtain *utility* infrastructure data
- Standardize the application and processing activities for permits and authorizations
- Present live key project KPIs
- Standardize project tracking processes

The BOW increases certainty and predictability and ultimately provides the capability to support smaller municipalities and smaller LDCs to meet their project delivery for the provincially funded initiative. BOW access would be available to all stakeholders in provincially funded projects but limited to their specific assigned projects and activities. As such, ISPs would only see content and data relevant to their projects, municipalities would only see projects within their border and LDCs would only see projects within their licensed service area.

Interoperability is possible in two ways: (1) real-time integration with ArcGIS Online or (2) Nightly batch updates/extractions. In both cases each organization would cover its respective costs. Organizations with existing platforms may seek applicable arrangements through IO who would determine a feasible approach as appropriate.

Mapping & Geographic Information Systems (GIS)

Geospatial data, or data with a geographic component, combines locational, attribute and temporal information that is collected through geospatial mapping. The technique of geospatial mapping uses software to analyze data about geographical or terrestrial databases through the use of a GIS. These are programs, or a combination of programs, that work together to help users effectively display geospatial data through management, manipulation, customization, analysis and creation of visual displays.

Geospatial data are most useful when they can be discovered, shared and used, which is one capability of the BOW process while maintaining the security and confidentiality of sensitive information pertaining to critical infrastructure. Geospatial-enabled data provides visual insight into project and program status, various subsurface utility engineering (**SUE**) quality levels, major milestones of each unique project and identifies risks and conflicts at a program level. By implementing this functionality through the BOW platform, geospatial data enable users to convey information in location-based analytics using intuitive and interactive data visualization to make informed decisions, visualize trends, and monitor status in real time.

The acquisition, integration and consolidation of geospatial data sources from multiple parties and infrastructure sources in one central location on the BOW platform would provide easy access, transparency and enhancement of project information. This would result in a streamlined process for decision making, route selection and determination on the option to select underground or aboveground locations for broadband infrastructure placement, which would assist in expediting the installation of additional infrastructure to adequately provide broadband services across the Province of Ontario.

All parties submitting drawings of buried infrastructure should follow the requirements outlined in the American Society of Civil Engineers (ASCE) 38-02, ASCE 75 or CSA S250 for all submitted information to IO. The ASCE 38-02, ASCE 75 is generally two-dimensional data focused and CSA S250 is a more modern quality standard which reflects modern technical developments to specify accuracy in three-

dimensional data collection.

Application Submission Requirements - CSA S250, ASCE 38-02 or ASCE 75

In 2002, the ASCE published the ASCE 38-02, "Standard Guideline for the Collection and Depiction of Existing Subsurface Utility Data" document, outlining a credible system to classify quality of utility location information in design plans. The standard defines SUE requirements and sets out guidance for the collection and depiction of subsurface utility information. ASCE 38-02 sets out guidelines for how to qualify the accuracy of mapping existing infrastructure and relay information to a drawing.

All submitted existing subsurface utility information on engineered drawings and designs should meet or exceed the system requirements outlined in ASCE 38-02 and ASCE 75, to ensure alignment in SUE information provided in the BOW Application and to result in better designs, enhance damage prevention efforts and develop strategies to reduce risk by improving the reliability of information..

The standard defines four quality levels outlining methods used to determine the location of underground assets: Quality Level A, Quality Level B, Quality Level C and Quality Level D. Refer to Figure 1 and Table 4.

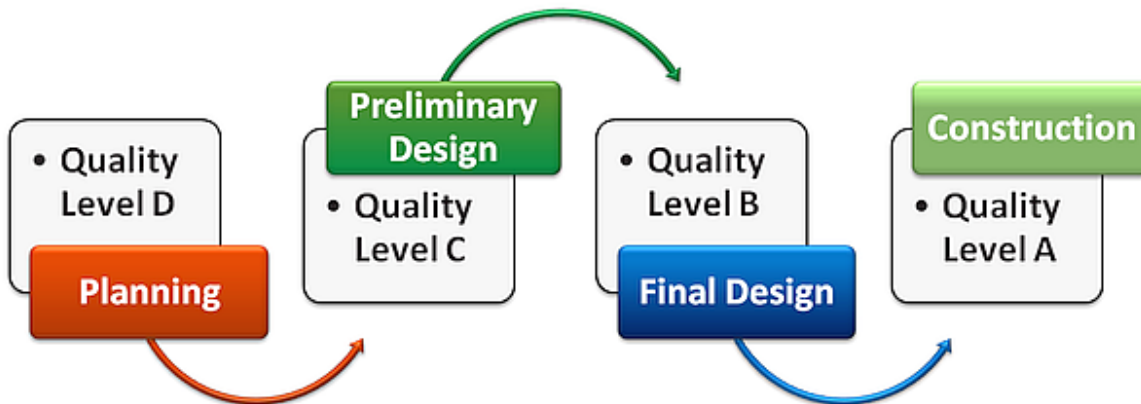


Figure 3: Four SUE Levels

Table 1: SUE Levels

Level D:	Utility records are requested, researched by the utility, marked-up and returned to the requester.
Level C:	Using surface surveying techniques, above ground features of subsurface utilities are identified and recorded.
Level B:	Using surface geophysical equipment and techniques, subsurface utilities are determined and are associated with the horizontal position on the ground surface.
Level A:	Where existing records of underground site conditions may be incorrect, incomplete or have multiple cables buried over several years, SUE Level A allows the physical discovery of buried cables. This is a large contributor to avoiding conflicts. Exposing and recording the size and configuration of a subsurface utility, and it's precise vertical and horizontal location is crucial. Using subsurface geophysical equipment and techniques, subsurface utilities are determined and recorded in three dimensions and are associated with the horizontal position on the ground surface.

The basic deliverable for utility information is in Computer Aided Design (**CAD**) file format or a plan sheet that assigns quality levels A, B, C or D to each asset. Quality level A data typically requires a

supplemental data form for additional information.

In 2011, the Canadian Standard Association (**CSA**) published “Mapping of Underground Utility Infrastructure”, CSA S250. This standard defines SUE and sets guidance for the collection and depiction of subsurface utility information. CSA S250 sets out requirements for classifying and specifying the accuracy of mapping records for newly installed or exposed infrastructure.

The CSA S250 requires a finer degree of accuracy for detailing and defining the positional location of the infrastructure that correlates to better-defined reliability in accuracy of records. It is a more modern quality standard that reflects new, modern technical developments specify accuracy in 3D. The CSA S250 serves as an additional standard to complement, rather than replace, ASCE 75.

The standard defines six levels of accuracy for recording the location of underground infrastructure when infrastructure has been exposed either by potholing or excavation: Record accuracy level 0, Record accuracy level 1, Record accuracy level 2, Record accuracy level 3, Record accuracy level 4, and Record accuracy level 5.

All submitted mapping records should meet or exceed the guidelines defined in the CSA S250, to streamline data sharing and accurately record the presence and location of utility infrastructure. The standard encourages a managed systems approach to mapping and record keeping by establishing:

- Governance for utility infrastructure records management and mapping
- Procedures to improve mapping accuracy
- Uniform format for utility feature descriptions
- Processes for notification of GIS errors and practices when sharing data

Use of the BOW Platform in Designated Broadband Projects

Post commercial close, IO’s role will focus on using the BOW platform to report on project success through the following metrics:

- Administration and tracking of projects
This view enables users to have a clear overview of the projects that have been initiated across the Province. This can be viewed by area, lot, ISP or other data filters that users require.
- Monitoring of Contracts
This view enables users to have a clear overview of the project’s contract status across the Province. The display can be selected to include items such as contract start date, terms of contract, amount of contract, ISP, length of main lines, the number of premises included in the contract or other data that users require.
- Issuance of Subsidy Payments
This view enables users to have a clear overview of the project’s subsidies supplied to the ISPs, and can be viewed by ISP, area, lot, by value of subsidies or other data filters that users require.
- Visualization of Ongoing Projects
This view enables users to have a clear overview of the project’s conflicts across the Province, by ISP, with several levels such as:
 - Contract status
 - Main line and segment build locations
 - Area map by ISP

- Ongoing sue work status or other essential details
 - The completion percentage of construction by area, by ISP, by project or other combinations
 - An indication of the number of safety related incidents across all projects (near misses, days without incidents, number of incidents, days lost to injuries)
 - An overall indication of the risk status (on track, at risk) for timely completion
- Coordination between Stakeholders
This view enables users to have a clear overview of the project owners, infrastructure owners and the status of upcoming projects that require coordination.
 - Issue Management
This view enables users to have a clear visual overview of the number of existing unresolved disputes across the Province by various filters such as contract, segment, component and LDC.
 - Accomplishment Reporting
This view enables users to visually determine the accomplishments at various stages of the project, including:
 - Number of existing projects across the Province by date started and date completed
 - Number of projects completed ahead of schedule
 - The performance of each LDC involved
 - Variances for cost and schedule
 - The actual expenditure of the project compared to its budget
 - Any other essential indicators

Designated Broadband Project Stakeholders

ISPs undertaking AHSIP related designated broadband projects are strongly encouraged to use the BOW platform for end-to-end project submissions, coordination and completion to limit project delays and conflicts. If the BOW is used by an ISP, there are requirements in place for municipalities and LDCs to follow in-kind. The mechanisms established within this Guideline and the dispute mediation support from IO are available to participants who use BOW.

In addition, BOW will provide insight into the Lots for ISPs and will open that data up to municipalities and LDCs after the Proponent is awarded. BOW will notify municipalities and LDCs of the awards and the targeted addresses and proposed construction approach to open the avenue for early consultations.

The BOW platform will provide approved stakeholders with processes and tools that would spatially:

- Track *markup circulation requests*. All users will have the ability to centrally request pre-engineering markups for all associated utilities through a spatial interface. All stakeholders will have the ability to track the progress of all requests.
- Track municipal consent and road occupancy permits requests. ISPs and utilities will have the ability to track the progress of all requests.
- Track joint use applications to LDCs.

The BOW platform will provide users with data in the following two ways:

- Spatially Linked: Metrics captured and aggregated and exported to a non-spatial format which can be displayed and interacted with.

- Spatially Driven: Metrics or KPI's which are directly driven based on location. These can be dynamically driven based on the spatial limits.

Furthermore, the BOW platform will be a portal to the One-Touch Make-Ready scheme and capture LDC, municipal and MTO Public Service Commitments (PSC) as well as stakeholder coordination and activities. The BOW platform would provide users with several key benefits including:

- A single source of accuracy for information related to the project (managing security, privacy, and storage methods)
- A common platform for spatial data (managing the collection, conversion and cleansing of data sets)
- Enhanced transparency with respect to reporting
- Customizable analysis and reporting (using complex methods and analytical capability through tools to predict current and future performance of LDC relocations)
- Enhanced document management
- Tracking submission and approval management (managing and tracking submissions, actions and approvals incidents and linking it back to KPIs and continuous improvement)
- A single location to obtain project metrics, KPIs, project information, LDC collaboration and data
- Reducing resource constraints by applying technology
- Program management consolidation that brings the project into a streamlined process

Appendix 4: Ontario One Call - Streamlining locates for Designated Broadband Projects

Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012

In 2012, Ontario passed the *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act* (One Call Act) centralizing the utility locate system in Ontario under Ontario One Call. The One Call Act was amended in April 2022 through the *Getting Ontario Connected Act, 2022* to address immediate pressure points in the locate delivery system, enhance governance and oversight of Ontario One Call, and improve Ontario One Call's compliance tools. These amendments include specific requirements to enhance the locates process, including for designated broadband projects. The description below is reflective of the amended One Call Act.

Utility location requests ("locate requests") are requests made by an excavator working on behalf of the company constructing in the ROW. Locate requests are submitted by the excavator to Ontario One Call who, in turn, sends the request to owners or operators of underground infrastructure (e.g., municipal water and wastewater pipes, natural gas pipelines, telecom fibre and electricity wires) in order for them to identify in the field the location of their underground infrastructure so that the excavator can avoid damaging them while working in that area. Under the One Call Act, locate requests must be responded to in accordance with timelines set out in the Act.

To reduce project risk resulting from unforeseen costs and delays posed by the late delivery of locates, the One Call Act requires a dedicated locator who has been selected for the project to respond to locate requests within ten business days for designated broadband projects or another timeframe agreed upon by the proponent and the dedicated locator. This process excludes locate requests relating to transmission infrastructure, which is to be responded to by the member and is treated as a standard locate request under the One Call Act.

Dedicated Locator Model

To enhance the efficiency of the locates process, Proponents (i.e. Project owners) are required to use a Dedicated Locator for certain projects, including designated broadband projects. Under a Dedicated Locator Model, a dedicated locator is selected by the proponent and affected members for the purposes of responding to locate requests on behalf of impacted members. The Dedicated Locator model provides the Proponent with greater control over the timing of the locates, and will have a say in who the dedicated locator will be. Under the Dedicated Locator Model, the cost of the locate is borne by the Proponent and not the individual underground infrastructure owners.

The industry had strong support through the Guideline consultations.

NOTE: There is a key exclusion from the use of the Dedicated Locator Model. Locate requests relating to transmission infrastructure must still be responded to by the relevant member, and not the dedicated locator. Locate requests relating to transmission infrastructure are treated as standard locate requests under the One Call Act and the member has five business days after receiving a notification of a standard locates request, unless otherwise agreed to in writing by the member and excavator.

Ontario One Call has outlined the following benefits of a Dedicated Locator Model⁷:

⁷ Ontario One Call, Dedicated Locator. <https://www.ontarioonecall.ca/wp-content/uploads/DedicatedLocator.pdf>

- Enhanced efficiency
- Reduced downtime as the locates are completed under the direction of the ISP
- Promotion of damage prevention and safer excavation practices
- Increased control: because the project owner has a say in who the dedicated locator is
- Better flexibility when unanticipated conflicts require project changes
- Potential to reduce reliance and burden on regular pool of public locate service providers who are also expected to complete standard locates requests for homeowners and less complex tickets

Setting up a Dedicated Locator

Dedicated Locators are selected by the proponent and the affected members. Proponents and affected members are encouraged to select from the pre-existing certified pool of dedicated locators in regions with existing available resources. Note: There are no requirements in the One Call Act regarding the certification of dedicated locators.

The following are key requirements related to the use of the Dedicated Locator Model for designated broadband projects.

- Proponents of a designated broadband project must give advance notice (90 days) to Ontario One Call before any excavation or dig is expected to commence, subject to a shorter timeline being stipulated by either One Call or the Minister of Infrastructure.
- Within 10 business days (or such other agreed to timeline between the Proponent and affected members of Ontario One Call) after receiving a notice from Ontario One Call of the proposed excavation/dig:
 - The affected members of Ontario One Call and the Proponent shall agree in writing on a Dedicated Locator, and
 - The affected members of Ontario One Call shall give to the Dedicated Locator mapping information, such as the location of the member's underground infrastructure, and any other information that the Dedicated Locator considers necessary.
- After the Dedicated Locator has been agreed upon for a project, the Proponent shall promptly notify Ontario One Call of the name and contact information of the Dedicated Locator.
- The agreed-upon Dedicated Locator for a designated broadband project who receives a notification from Ontario One Call about a locate request that may affect underground infrastructure owned or operated by an affected member shall respond to the locate request within 10 business days after the day the dedicated locator received the notification or within such different time limit agreed upon in writing by the Proponent and the dedicated locator.
 - Locate requests relating to transmission infrastructure must still be responded to by the member themselves and shall be treated as a standard locate request.

Additional Considerations

The use of the Dedicated Locator model can provide a number of benefits and promote overall project efficiency. However, the following additional considerations should be taken into account to ensure that locates for provincially funded projects are not delayed:

- Proponents should ensure that the timing and input of locate requests are for the areas necessary for the project phase as opposed to blanket requests covering the span of the entire project area. This will reduce the backlog in the locates system and ensure that locates do not expire prior to the start of construction in the identified area.
- IO is working with Ontario One Call to ensure that all locate requests for designated broadband projects are uniquely identified as provincially funded project locates to be prioritized by underground infrastructure owners/operators and One Call (dispatching the

requests) where a Dedicated Locator is not deployed.

Locates Validity Period

Once completed, a locate would have a validity period of a minimum of 60 days. . The Ontario One Call Member may specify a locate validity period that is longer. Despite these requirements, if the markings on the ground that were provided are no longer visible, the validity period would be deemed to have expired and would need to be redone.

Locates Liability- Dedicated Locator Model

Under the One Call Act, a proponent can seek recourse from a member in certain circumstances, including if the member failed to provide information or provide accurate information to a dedicated locator as required under the act for the purposes of a designated broadband project. If the proponent and member cannot agree on compensation, a claim for compensation shall be determined by the Ontario Land Tribunal on application by the proponent.

Appendix 5: Supplemental Ministry of Transportation Requirements

The following supplemental information has been provided by the Ministry of Transportation to assist proponents (or any ISP or utility for that matter) with meeting MTO requirements to perform work within or adjacent to provincial highway rights-of-way. This information will help streamline the permit application submission process for proponents and facilitate a more efficient review by MTO. The information provided below is in addition to applicable drawing requirements identified elsewhere in Appendix 1 and is not inclusive of all MTO requirements. MTO may request additional requirements as needed.

General requirements for utility installations within or near a provincial highway right-of-way:

- When applying for permits, applicants should add the following note in the Project Reference section: THIS APPLICATION IS FOR A DESIGNATED BROADBAND PROJECT.
- MTO permits are required for any work within a provincial highway right-of-way, within 45m of any limit of a provincial highway right-of-way, within 180 m of the centre point of an intersection on a King's Highway or within 395m of the centre point of an intersection on a controlled access highway.
- Parallel installations are not generally permitted within the right-of-way limits of a Class I or II controlled-access highway (e.g. freeway), except in exceptional cases.
- Installations should be placed as close to the provincial highway right-of-way limit as possible, and as a minimum beyond the roadside ditch.
- If crossings of the highway are unavoidable, they will need to be installed through trenchless methods or aerial, as close to right angles as practical, at a consistent depth/elevation, and completely outside the footprint of any interchange or intersection area.
- Proponents should submit a pre-consultation request to MTO as early as possible before planning or starting work. A pre-consultation request can be submitted through MTO's [Highway Corridor Management System \(HCMS\)](#) prior to any planning or start of work.. Early pre-consultation and ongoing communication from the proponent will help facilitate exchange of information, provide an understanding of requirements and find opportunities to proactively address any potential issues. .
- MTO's general Public Service Commitments are based on the time it takes MTO to review a submission and are impacted by the sufficiency, accuracy, timeliness and quality of the information provided by proponents as part of their submission. The PSC review time stops each time MTO cannot continue it's review process due to lack of sufficient, accurate, timely and quality information. The PSC review restarts once the required information is provided. Proponents are encouraged to follow the requirements outlined in this appendix so the review process can be as efficient and timely as possible.

More specific MTO permit application submission requirements for utility installations within or near a provincial highway right-of-way:

- Each MTO Encroachment Permit Application must be accompanied by a plan or drawing, showing the location and extent of the proposed installation as it relates to the provincial highway.
- As a condition of permit approvals, details of the highway crossings must be submitted for MTO review and approval. This should include, but not be limited to, geotechnical/foundation investigation reports, plans, profiles and cross sections indicating the location, depth, and type of crossing for the pipe etc.
- Plans, profiles, drawings and supplementary notes need to address the following:
 - Location of the installation, which can be easily georeferenced (e.g. coordinates, link to

- mapping interface, etc.)
- Highway number
- Work being done, including plant being installed (poles, main line and service connections), excavations, tree clearing, vegetation management, installation methods, etc.
- Type of installation (aerial, buried, attach to existing plant, etc.)
- Elevation above highway (for highway crossings) or ground level (for parallel installations) and proposed depth for underground installations.
- Offset from the plant installation location to existing highway infrastructure (e.g. highway right-of-way limit, highway ditch, highway shoulder, highway edge of pavement, guide rail, culverts, etc.)
- Party/Parties doing the work
- Site access requirements and plan, including traffic control plan
- Timing/duration of work
- Installations that cross under a highway shall include a key plan, a detail plan, and a profile.
- Submitted plans and profiles are to be to the following scales, unless otherwise requested:
 - Key Plan: 1:100 000, 1:250 000, or as necessary for orientation
 - Detail Plan: 1:1000 in rural areas and 1:500 in urban areas
 - Profile: 1:1000 horizontally and 1:100 vertically in rural areas; 1:500 horizontally and 1:50 vertically in urban areas
- Work shall be in adherence to applicable sections in Chapter 3 of the MTO's Highway Corridor Management Manual, April 2022. A copy of the manual can be accessed from the Resources section of the MTO Highway Corridor Management website.

Glossary

3G: The term for the 3rd generation wireless telecommunications standards usually with network speeds of less than 1 Mbps

4G: The term for 4th generation wireless telecommunications standards usually with network speeds greater than 1 Mbps

5G: The term for emerging 5th generation wireless telecommunications standards usually associated with network speeds of up to 1 Gbps or more

Aerial Route: Deployment of broadband infrastructure by means of attachment to above ground support structures such as LDC-owned poles

Anchor: A device that supports and holds in place conductors when they are terminated at a pole or structure

As-built drawings: As-built drawings are prepared based on information gathered during construction or fabrication by someone other than a practitioner or someone under their supervision. Often, the information is provided by the contractor in the form of red-line mark-ups of the design drawings. If a practitioner then proceeds to revise the design documents to incorporate the red-line mark-ups, these documents should be clearly marked as "As-Built Documents" and not sealed

Attacher: An entity that will attach or have attached its cable / fibre to a pole owned / controlled by an LDC. Attachers are ISPs who will have third-party attachments.

Attachment: A single connection of the attacher's equipment to the support structure that has a direct or indirect influence on the performance, appearance, and safety of the support structure or the structure owner's ability to access and maintain it. The attacher may have multiple attachments to a support structure (such as an LDC-owned pole).

Bandwidth: The capability of telecommunications and internet networks to transmit data and signals

Bilateral Aerial Structure: Pole line on both sides of a roadway

Broadband: The term broadband commonly refers to high-speed internet access that is always on and faster than traditional dial-up access. Broadband includes several high-speed transmission technologies, such as fiber, wireless, satellite, digital subscriber line and cable. The CRTC defines universal service objective as having access to actual download speeds of at least 50 Mbps and actual upload speeds of at least 10 Mbps

BBFA: *Building Broadband Faster Act, 2021*; the BBFA creates a suite of new legislative measures that will streamline project set-up and delivery as it pertains to planning and installing essential broadband infrastructure and services

Business Day (or Days): Means a day from Monday to Friday, other than a holiday as defined in section 87 of the *Legislation Act, 2006*

Designated Broadband Project: As prescribed under regulation under the *Building Broadband Faster Act, 2021*, every broadband project where funding, in full or in part, has been provided through the Ministry of Infrastructure for the purposes of deploying broadband and high-speed internet infrastructure in Ontario is a designated broadband project for the purposes of the Act.

Designated Broadband Project Stakeholders: Proponents, distributors, transmitters, municipalities, members of Ontario One Call, any other person with infrastructure within a right-of-way for a Designated Broadband Project and any other person whose cooperation is required to carry out a Designated Broadband Project.

Design Load: The actual, expected load or loads that a device or structure will support in service

Electronic Scoring Reverse Auction (ESRA): The ESRA is an auction structure that allows the Province to assign scores to ISPs based on price and other well-defined non-price attributes in their proposals. This structure offers the Province the flexibility to highlight specific policy objectives based on the weights used for various attributes.

Encroachment Permit: Required by MTO to perform work within a highway corridor

Fiber (also referred to as Fiber Strand): A flexible hair-thin glass or plastic strand that is capable of transmitting large amounts of data at high transfer rates as pulses or waves of light

Fixed Wireless Broadband Access: The use of wireless devices/systems in connecting two fixed locations, such as offices or homes. The connections occur through the air, rather than through fiber, resulting in a less expensive alternative to a fiber connection.

Fixed Wireline Attachment: A "Fixed Wireline Attachment", for the AHSIP program, is a high-speed physical attachment of facilities (fibre optic cable(s) and fibre-optic splice closures) capable of delivering internet access services at prescribed minimum speeds. These facilities are attached to a pole owned by others and must be installed and maintained in compliance with regulations, standards and owner's safety practices such that all parties have access to their facilities and no worker or public safety issues exist.

Ground: An electrical term meaning to connect to the earth

Ground Fault: An undesired current path between ground and an electrical potential

Guys/Anchors: Support structures to balance loading on bisect and dead-end poles

Improving Connectivity for Ontario program (ICON): The ICON program is part of Up to Speed: Ontario's Broadband and Cellular Action Plan, which outlines the strategy to expand access to broadband and cellular connectivity in identified areas of need

Internet Service Provider (ISP): An entity that provides internet connections and services to individuals and organizations. Typically, ISPs also provide additional services such as email accounts and webhosting. Note the terms ISPs, TSP and WISP refers to the same service providers and can be used interchangeably.

Local Distribution Company (LDC): A local electricity distribution company is a power distribution company that is responsible for distributing power from transmission lines to people's homes and businesses in an exclusive distribution area and is licensed by the OEB. Also referred to as distributors or transmitters.

Lots: For the purposes of ESRA, the Province is segmented into 49 areas, referred as 'auction lots' (or lots). This segmentation is done based on census divisions.

LTE (Long Term Evolution): A 4G wireless broadband technology that provides speeds up to 100 Mbps download and 30 Mbps upload

Make Ready Costs: Costs associated with preparing a LDC pole to receive a new fiber attachment

Mark-up Circulation: Circulation of preliminary drawings to all parties (e.g., municipalities, LDCs, Utilities and other ISPs) that may have infrastructure in the ROW so that they may review and mark any conflicts between the proposed running line and their buried assets.

Materially Insignificant: Any new attachment deemed to immaterially impact structure as outlined in ESA's materially insignificant work - distributor bulletin (: <https://esasafe.com/assets/files/esasafe/pdf/Utilities/Bulletins/DB-07-15-v2.pdf>)

Minister: Refers to the Minister of Infrastructure or such other members of the Executive Council to whom responsibility for the administration of the BBFA is assigned or transferred under the *Executive Council Act*

Municipal Access Agreement: A Municipal Access Agreement (MAA) is a legal agreement that provides companies the ability to construct, maintain, relocate and operate their equipment within right-of-ways that are under the jurisdiction of a municipality. It states the roles, responsibilities and requirements for both the signatory and the municipality and deals primarily with issues such as municipal consent, hazardous substances and materials, road occupancy permits, rights-of-way, costs to be carried by municipalities, third party and sub-contractor agreements, service level agreements, maintenance and repair responsibilities as well as equipment use and invoicing.

Municipal Consent (MC): is provided by a municipality for a utility company to occupy a specific location within the Municipal rights-of-way. Utility locations and separations have been established for various road cross-sections to avoid conflicts in the planning of projects by various utilities occupying the rights-of-way and to minimize the impact of proposed work on any adjacent infrastructure. MCs are only issued to utility companies, commissions, agencies and private Applicants who have the authority to construct, operate and maintain their infrastructure within the right-of-way as established through legislation or terms of a Municipal Access Agreement (MAA) where they apply and are approved. An MC gives a company permission to install or move facilities and is required when a road needs to be excavated.

Network Infrastructure: The hardware and software components of a network that provide network connectivity and allow the network to function

One Touch: One-touch make-ready policies try to avoid delay and redundancy by having all make-ready work (such as rearranging several existing attachments) performed at the same time by a single crew.

Ontario Energy Board (OEB): The OEB is Ontario's independent regulator of the electricity and natural gas sectors. Its activities include making rules to protect consumers, setting rates, and licensing all participants in the electricity sector including the Independent Electricity System Operator (IESO), generators, transmitters, distributors, wholesalers and electricity retailers, as well as natural gas marketers who sell to low volume customers.

Overlashing: Overlashing is the practice of attaching an additional fibre optic cable over an existing aerially deployed fibre optic cable attached to a LDC pole

Performance Timelines: standard timelines allotted to Designated Broadband Project Stakeholders, particularly LDCs, municipalities and members of Ontario One Call that must be adhered to.

Pole Stumping: refers to cutting an existing pole, leaving only an attacher's equipment on the pole. A new pole is installed near the stump pole with the agreement that the attacher will transfer the equipment to the new

pole within a timeframe as outlined in ESA's In-Span Structures and Overhead Unsupported Conductors Bulletin.

Power Make-Ready Work: The work undertaken on any part of the distributor's distribution system that is required for the purpose of facilitating a new attachment request.

Positive Deviation: The process of removing an existing cable and replacing with cable of lesser weight or smaller diameter, thereby positively impacting the load characteristics

Professional Engineer: a person who holds a licence or temporary licence under the Professional Engineers Act (Ontario Regulation 22/04)

Proponent: An ISP that entered into the Project Agreement with the Government of Ontario to carry out a provincially funded project in a Service Area.

Rights-of-Way (ROW): ROW are legal rights to pass through property owned by another. ROW are frequently used to secure access to land for digging trenches, deploying fiber, constructing towers and deploying equipment on existing towers and LDC poles.

Road Occupancy Permit (ROP): A Road Occupancy Permit is required by some municipalities when working within the municipal right-of-way. Activities that require a road occupancy permit include temporary lane closures or construction related road closures, mobile crane work, temporary scaffolding or hoarding, crossing the boulevard for temporary construction site access, disposal bins located in the roadway or public laneway, storage of materials and equipment located in the roadway or public laneway, workers on the road or the blockage of sidewalks. Some municipalities may not require this permit and need only to be notified.**Service Area:** The entire area within which a service provider either offers or intends to offer broadband service

Southwestern Integrated Fibre Technology (SWIFT) Project: A non-profit municipally led broadband expansion project created to improve internet connectivity in underserved communities and rural areas across Southwestern Ontario.

Strand: Braided steel wire that supports Bell cable (copper or fibre) 10M (larger) or 6M (smaller)

Subsurface Utility Engineering (SUE): Subsurface Utility Engineering (SUE) is an engineering discipline that involves the investigation of buried utilities and identifies the conflicts they may pose to a project design in order to mitigate associated risks.

Telecommunications Service Providers (Telecom): A entity that has traditionally provided telecommunication services. However, for the purposes of this Guideline, Telecom is used synonymously and interchangeably with ISP.

Utility Infrastructure means poles, wires, cables including fibre-optic cables, conduits, towers, transformers, pipes, pipelines or any other works, structures or appliances placed over, on or under land or water by a utility company.

Utility Company means a municipal corporation or commission or a company or individual operating or using communications services, water services or sewage services, or transmitting, distributing or supplying any substance or form of energy for light, heat or power.

Solicitor General

Office of the Solicitor General

25 Grosvenor Street, 18th Floor
Toronto ON M7A 1Y6
Tel: 416 326-5000
Toll Free: 1 866-517-0571
SOLGEN.Correspondence@ontario.ca

Solliciteur général

Bureau du solliciteur général

25, rue Grosvenor, 18^e étage
Toronto ON M7A 1Y6
Tél. : 416 326-5000
Sans frais : 1 866-517-0571
SOLGEN.Correspondence@ontario.ca



132-2022-2204
Par courriel

Le 26 juillet 2022

Cher(e)s présidents et présidentes de conseil municipal,

En tant que nouveau solliciteur général de l'Ontario, je suis heureux d'établir le contact avec vous. J'ai hâte d'entamer notre collaboration en vue de garantir la sécurité et le bien-être permanents des animaux dans toute la province.

Le 20 avril 2022, le ministère du Solliciteur général vous a informé des mises à jour du Règlement de l'Ontario 444/19 (Normes de soins et exigences administratives), conformément à la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*). Comme vous le savez, les nouvelles normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur et les chiens liés à une attache de retenue sont entrées en vigueur le **1^{er} juillet 2022**. Ces normes peuvent être consultées sur la page Web de [Lois-en-ligne de l'Ontario pour le Règlement de l'Ontario 444/19](#) et en se reportant aux articles 4 à 4,5 du règlement. Un résumé du règlement est accessible au public dans une langue officielle sur la [page de Ontario.ca concernant les chiens gardés à l'extérieur](#).

Le Ministère a rédigé le document d'orientation intitulé **Normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur en Ontario – Exigences légales et guide des meilleures pratiques** ci-joint avec pour objectif d'aider les propriétaires et les gardiens de chiens à mieux comprendre les nouvelles normes, mais également pour en apprendre davantage sur les meilleures pratiques afin d'assurer le bien-être de leur(s) chien(s).

Afin de mieux aider les propriétaires et les gardiens de chiens gardés à l'extérieur ou les chiens liés à une attache de retenue à l'extérieur, le Ministère distribue également la **Foire aux questions (FAQ) actualisée** ci-jointe. Elle vise à aider les propriétaires et les gardiens à obtenir des réponses sur d'autres questions concernant les nouvelles normes.

Veillez noter que les normes mises à jour n'imposeront pas de nouvelles exigences aux services municipaux d'application des règlements. La Direction des services relatifs au bien-être des animaux au sein du Ministère est la principale instance responsable de l'application de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* et de ses règlements.

... /2

En cas de contradiction entre un règlement municipal et les nouvelles normes, l'article 67 de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* continue de s'appliquer. L'article 67 de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* stipule qu'en cas de contradiction entre une disposition de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* ou ses règlements et un règlement municipal relatif au bien-être des animaux ou à la prévention de la cruauté envers les animaux, la disposition qui garantit la plus grande protection aux animaux prévaut.

Veillez transmettre ce document d'orientation et la FAQ à votre réseau, notamment au personnel municipal, aux membres du public ou à toute autre personne qui pourrait être intéressée à en savoir davantage sur les mises à jour et les meilleures pratiques qui s'y rattachent. Toute personne qui désire obtenir un exemplaire du document d'orientation peut également contacter le Ministère à l'adresse animalwelfareservices@ontario.ca.

De notre côté, nous continuerons de veiller à l'instauration de mesures appropriées et efficaces pour offrir aux animaux les protections qu'ils méritent. Ces nouvelles normes de soins contribueront à préserver le bien-être, la santé et la sécurité des chiens gardés et liés à une attache de retenue à l'extérieur en Ontario.

Cordialement,



Michael Kerzner
Solliciteur général de l'Ontario

Pièces jointes



**Normes de soins pour
les chiens gardés à
l'extérieur en Ontario -**
Exigences légales et
guide des meilleures
pratiques

Table of Contents

Remerciements	3
Contexte	4
Législation sur la protection des animaux de l'Ontario et modèle d'application de la loi	4
Exceptions	4
Objectif et contexte	5
Application des Normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur et des Normes de soins pour les chiens liés à une attache de retenue à l'extérieur	6
1. Soins généraux pour les chiens gardés à l'extérieur	7
1.1 Ombre et protection contre les éléments	7
1.2 Récipients d'aliments et d'eau	9
1.3 Nourriture	10
1.4 Eau	11
1.5 Examens de santé et du bien-être	13
1.6 Toilettage et soins des ongles	15
1.7 Hébergement des chiens malades ou blessés	16
1.8 Quarantaine	17
2. Abri	18
3. Attaches de retenue	21
3.1 Temps détaché	24
4. Enclos d'habitation	26
5. Aire d'attache et enclos d'habitation	28
Glossaires des termes	30
Annexes	32
Bibliographie	33



Remerciements



Le présent document a grandement bénéficié des commentaires d'un groupe d'experts composé de vétérinaires, d'universitaires, de spécialistes des enjeux industriels, d'organisations agricoles, d'agents d'exécution des règlements, d'organismes spécialisés dans les refuges pour animaux et de défenseurs des droits des animaux.

Le gouvernement de l'Ontario reconnaît le dévouement et le temps que les membres de sa Table technique sur les chiens gardés à l'extérieur et de son groupe consultatif sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux ont consacré à ce document d'orientation, ainsi que par d'autres organisations qui ont mis leurs savoirs et leur expertise au service de ce document. Toutes ces personnes ont pris de leur temps et mis leur expertise à profit avec pour objectif d'avoir des effets positifs sur les conditions de vie des chiens gardés à l'extérieur dans toute la province. Et pour cela, nous les en remercions.





Législation sur la protection des animaux de l'Ontario et modèle d'application de la loi

La législation de l'Ontario sur la protection des animaux, la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* (« Loi de 2019 »), est entrée en vigueur le 1er janvier 2020. La *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* a permis la mise en place d'un nouveau système d'application des ordonnances règlementé par le gouvernement provincial, mais a également instauré un cadre législatif modernisé pour le bien-être des animaux en Ontario. Avant la mise en œuvre de cette récente loi de 2019, la législation sur la protection des animaux était appliquée par la Société de protection des animaux de l'Ontario (LSPA), un organisme de bienfaisance enregistré dédié à la protection et la défense des animaux, et ce, en vertu de l'ancienne Loi de 1990 sur la **Société de protection des animaux de l'Ontario** (la « Loi SPAO »).

'Les Services de protection des animaux (SPA) du ministère du Solliciteur général appliquent la nouvelle législation de l'Ontario sur la protection des animaux. Ces services sont composés d'un inspecteur en chef du bien-être des animaux et d'inspecteurs du bien-être des animaux déployés localement, et dont le rôle est d'effectuer des inspections et des enquêtes pour venir en aide aux animaux en détresse ou recevant des soins inadéquats.

Le 1er janvier 2020, des règlements ont été transférés de l'ancienne Loi de 1990 sur la *Société de protection des animaux de l'Ontario* vers la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* afin de faciliter la mise en œuvre de la nouvelle législation. L'un de ces règlements est le Règlement [de l'Ontario \(Règl. de l'Ont.\) 444/19, le règlement sur les normes de soins et les exigences administratives](#).

Le **Règlement sur les normes de soins et les exigences administratives** établit les exigences minimales en matière de soins pour assurer la bonne santé et le bien-être des animaux. À l'heure actuelle, le Règl. de l'Ont. 444/19 énumère les normes de soins de base qui s'appliquent à tous les animaux visés par la **Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux**, y compris les normes et exigences relatives à la nourriture, à l'eau et aux soins médicaux suffisants et appropriés. Le règlement établit également des normes de soins plus particuliers visant les animaux sauvages en captivité, les primates en captivité, les mammifères marins et les chiens gardés à l'extérieur.

Exceptions

La *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* impose une obligation de se conformer aux normes de soins énoncées dans les règlements adoptés en vertu de la Loi. Il existe deux exceptions. La première concerne les activités agricoles, mais uniquement si ces activités sont conformes aux pratiques raisonnables et généralement admises en matière de soins, de gestion ou d'élevage. La deuxième concerne les vétérinaires fournissant des soins ou qui accueille un animal en pension conformément aux normes de pratique établies en vertu de **la Loi de 1990 sur les vétérinaires**.





Ce document d'orientation vise à fournir des informations aux propriétaires d'animaux afin de les aider à :

- Comprendre les normes de soins juridiquement contraignantes prévues par la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* concernant les chiens gardés à l'extérieur et les chiens liés à une attache de retenue à l'extérieur.
- Acquérir des connaissances sur les meilleures pratiques à adopter, bénéficier de conseils pour appliquer les meilleures normes de soins et ainsi garantir le bien-être de leur(s) chien(s). Ces meilleures pratiques ne sont toutefois que des recommandations.

Légalement, en vertu de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, toute personne qui possède un chien gardé à l'extérieur ou lié à une attache de retenue à l'extérieur, en a la garde ou s'en occupe doit respecter les exigences énoncées dans le Règlement de l'Ontario 444/19 :

Normes de soins pour les chiens liés à une attache de retenue à l'extérieur	Normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur
<ul style="list-style-type: none">▪ Les exigences sont énoncées à l'article 4 du règlement de l'Ontario 444/19.▪ S'appliquent à un chien lié par une attache de retenue durant 23 heures d'une période de 24 heures, qu'il s'agisse de 23 heures consécutives ou non, sauf exception restreinte.	<ul style="list-style-type: none">▪ Les exigences sont énoncées aux articles 4.1 à 4.5 du Règlement de l'Ontario 444/19.▪ S'appliquent à un chien qui est gardé à l'extérieur de façon continue pendant 60 minutes ou plus, sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien.

Ces exigences viennent s'ajouter aux normes de soins de base s'appliquant à tous les animaux et énoncées à l'article 3 du *Règlement de l'Ontario 444/19*.

Les exigences des *Normes de soins pour chiens liés à une attache de retenue à l'extérieur et des Normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur* sont **juridiquement contraignantes**, ce qui signifie qu'en cas de non-conformité, des sanctions peuvent être infligées.

Le respect des conseils et des meilleures pratiques présentés dans ce document n'est **pas exigé par la Loi**, mais leur mise en œuvre peut aider les propriétaires à répondre aux exigences du *Règlement de l'Ontario 444/19* et ainsi, à garantir la bonne santé et le bien-être des chiens gardés à l'extérieur.

Ces exigences, ces directives et ces meilleures pratiques ont été élaborées à la suite des commentaires du Groupe consultatif sur le bien-être des animaux de l'Ontario, mais également à la suite des conseils techniques d'experts en soins vétérinaires, en refuge pour animaux, de spécialistes des enjeux industriels, de défenseurs des droits des animaux, d'exécutions des règlements et de spécialistes du sujet. Elles ont également été inspirées par les examens de la documentation juridique, la documentation universitaire ainsi par d'autres sources d'informations sur les meilleures pratiques, dont le modèle des « Cinq Domaines » (Mellor et coll., 2020). Le modèle des « cinq domaines » est un cadre d'évaluation du bien-être animal qui reconnaît que les expériences vécues par un animal - notamment son alimentation, son environnement, sa santé et ses interactions sociales - peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur leur état mental. Le bien-être animal doit associer un état de bien-être physique de l'animal, mais également un état de bien-être mental. Il ne doit pas uniquement lui garantir la possibilité de survivre, mais également de s'épanouir. Voir [l'annexe A](#) pour obtenir de plus amples informations.



Application des Normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur et des Normes de soins pour les chiens liés à une attache de retenue à l'extérieur



L'Ontario abrite de nombreuses espèces de chiens gardés à l'extérieur, aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Les chiens gardés à l'extérieur peuvent être des chiens de compagnie, des chiens de ferme, des chiens sportifs ou des chiens d'utilité. Les propriétaires peuvent choisir de garder leur chien à l'extérieur en tout temps ou de le garder à l'extérieur uniquement à certaines périodes avant de l'accueillir à nouveau à l'intérieur (par exemple, garder leur chien dans la cour arrière seulement pendant une partie de la journée).

D'après le *Règlement de l'Ontario 444/19*, un chien est considéré comme « gardé à l'extérieur » dans le cas suivant :

- Le chien est maintenu à l'extérieur de façon continue pendant 60 minutes ou plus, sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien.

Résumé des exigences légales :

Pour tout chien « gardé à l'extérieur », les propriétaires doivent se conformer aux **normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur (voir le tableau à la page 6)**. Les normes de soins peuvent être classées dans les catégories suivantes :

- Soins généraux pour les chiens gardés à l'extérieur
- Abri
- Attaches de retenue
- Enclos d'habitation
- Aire mise à disposition si le chien est lié à une attache de retenue ou placé dans un enclos d'habitation

Les propriétaires doivent également respecter les **normes de soins pour les chiens liés par une attache de retenue à l'extérieur (voir le tableau à la page 6)** chaque fois qu'ils attachent un chien pendant 23 heures sur une période de 24 heures, que ces 23 heures soient consécutives ou non, et ce que le propriétaire soit physiquement présent ou non.



1. Soins généraux pour les chiens gardés à l'extérieur



1.1 Ombre et protection contre les éléments

Le soleil, la pluie, le vent, la neige ainsi que d'autres éléments peuvent provoquer de l'inconfort ou même de la détresse chez un chien ne bénéficiant pas de protections adéquates.

Un chien ne régule pas sa température corporelle de la même façon qu'un être humain. Une grosse chaleur causée par le soleil peut rapidement entraîner un malaise chez le chien : coup de chaleur, fatigue ou déshydratation pouvant occasionner des blessures ou la mort.

Offrir à un chien un accès à un endroit suffisamment ombragé et à un abri améliore son bien être et lui permettra d'avoir le choix entre errer, jouer ou se reposer confortablement. En cas de besoin, il pourra trouver une zone d'ombre pour l'aider à réguler sa température.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (1) Un chien gardé à l'extérieur doit bénéficier des commodités suivantes,
 - a. une protection suffisante contre les éléments pour empêcher qu'il ne se trouve en détresse à cause de la chaleur ou du froid;
 - b. un accès à un endroit suffisamment ombragé, selon ce qu'exigent les conditions météorologiques, notamment de telle sorte qu'il soit protégé de la lumière directe du soleil.

Conseils et meilleures pratiques :

- Chez un chien, les températures extrêmes peuvent entraîner de la détresse, même s'il est au repos et ne fait pas d'activités fatigantes.
- Les femelles enceintes, en période de mise bas ou d'allaitement, les chiots, les chiens gériatriques ou malades peuvent être plus vulnérables à la chaleur et au froid.
 - Certains types de chiens, notamment les races nordiques et les chiens au museau aplati (brachycéphales), peuvent avoir plus de mal à supporter la chaleur que d'autres.
 - Lorsque la température descend en dessous de zéro, certains chiens ne supportent pas d'être gardés à l'extérieur pendant de longues périodes et peuvent souffrir d'engelures ou d'hypothermie. Par temps froid, les chiens à poil court et les races de petite taille sont particulièrement vulnérables.



- Chez les chiens, les signes de détresse causée par la chaleur et par le froid sont les suivants :

Détresse causée par la chaleur	Détresse causée par le froid
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Halètement excessif ▪ Augmentation de la bave ▪ Faiblesse ▪ Contractions musculaires ▪ Vomissement ▪ Diarrhée ▪ Air hagard ou regard anxieux ▪ Agitation ▪ Gencives bleues/mauves ou rouge vif ▪ Trébuchement, incoordination ▪ Effondrement ▪ Crise épileptique ▪ Léthargie ▪ Apathie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grelotement ▪ Respiration rapide avec risque d'évolution vers une respiration lente et superficielle ▪ Augmentation de l'urination ▪ Poils du chien qui se dressent (l'équivalent de la chair de poule) ▪ Patte se lève du sol ▪ Apathie ▪ Désorientation ▪ Gencives, museau, oreilles, pattes ou queues décolorés ▪ Léthargie

- Durant l'été, les surfaces pavées, cimentées et en sable peuvent absorber la lumière du soleil et devenir très chaudes. Garantir au chien un accès à d'autres surfaces plus fraîches, comme l'herbe, peut limiter les risques de détresse causée par la chaleur.
- En cas de phénomènes météorologiques extrêmes, l'élaboration d'un plan de gestion des urgences et des catastrophes peut contribuer à assurer la protection des chiens contre les éléments et limiter les risques de détresse causée par la chaleur ou par le froid. Un plan de gestion des urgences et des catastrophes sera particulièrement important pour les propriétaires de plusieurs chiens.
- L'accès à un endroit suffisamment ombragé permet de protéger un chien d'une exposition à la chaleur excessive et de la lumière directe du soleil, prévenant ainsi les risques de coups de soleil, de problèmes cutanés ou de maladies de peau causées par le soleil. L'ombre est particulièrement importante par temps chaud.
- Idéalement, un chien devrait pouvoir accéder à la fois aux zones ensoleillées et aux zones ombragées. En hiver, le soleil représente une source de chaleur pour les chiens et peut améliorer leur bien-être.
- Une source d'ombre naturelle peut consister en un arbre ou un autre élément de verdure offrant une zone ombragée suffisamment large pour permettre au chien d'être protégé du soleil quand il s'allonge avec les pattes étendues au maximum, mais également quand il se redresse de toute sa hauteur (avec sa tête maintenue à une hauteur normale).
- En l'absence d'une source d'ombre naturelle, l'installation d'une bâche, d'une plate-forme couverte, d'un auvent, d'une marquise ou d'un voile d'ombrage peut permettre d'aménager une zone d'ombre suffisante. De plus, positionner stratégiquement un enclos à côté d'une structure, par exemple d'une grange ou d'un bâtiment, peut fournir à l'animal un endroit ombragé pendant la majeure partie de la journée. Toutes ces options peuvent compléter la zone d'ombre fournie par l'abri pour chiens, en garantissant à l'animal un espace plus ouvert et plus spacieux.



1.2 Récipients d'aliments et d'eau

Lorsqu'on choisit des récipients d'aliments et d'eau pour un chien gardé à l'extérieur, il est important de s'assurer que les récipients ne risquent pas de basculer et de renverser leur contenu, empêchant ainsi le chien d'y avoir accès.

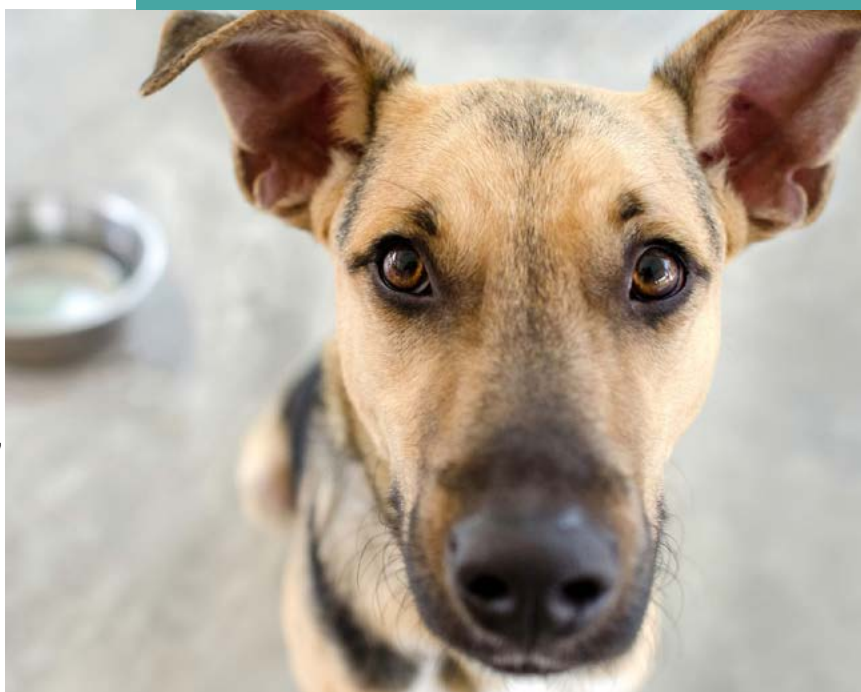
Le comportement d'un chien est un excellent indicateur du type de récipient qui lui permettra de se nourrir et de s'abreuver correctement. Si le chien est destructeur, maladroit ou désordonné, il est important de bien étudier les différents types de récipients disponibles, y compris les différences en matière de taille, de matériaux ou d'isolation. Il est important de s'assurer que les récipients choisis sont fabriqués avec des matériaux non toxiques.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (2) Les récipients d'aliments et d'eau utilisés pour un chien gardé à l'extérieur doivent être conçus de manière à éviter qu'il se blesse ou qu'il ait de la difficulté à avoir accès à la nourriture ou à l'eau.

Conseils et meilleures pratiques :

- Un nettoyage régulier des récipients permet d'éviter la contamination par les déchets alimentaires, les débris, les matières fécales (également appelées excréments) ou l'urine.
- Lors du choix des récipients d'aliments et d'eau, il faut tenir compte de la taille, de la race et des aptitudes du chien afin de s'assurer qu'il aura accès à sa nourriture et à son eau. Par exemple, les chiens à museau aplati (brachycéphales), comme les bulldogs, ont parfois des difficultés à boire et à manger à cause de la forme de leur museau.
- Pensez à des moyens sécuritaires pour fixer le récipient au sol et ainsi éviter qu'il ne bascule et ne se renverse. Si un bol est fixé, il est important de s'assurer qu'il n'y a pas de dépassement de vis ou de matériaux dangereux risquant de blesser le chien. Choisissez un récipient qui peut être facilement nettoyé, réparé et remplacé.
- Réfléchissez à l'emplacement du récipient et assurez-vous qu'il est placé sur une surface plane et horizontale. Si nécessaire, envisagez de placer le récipient sur le bord de l'enclos d'habitation ou de la zone d'attache. Ainsi, le chien aura moins de risque de le renverser pendant des activités telles que la marche, l'étirement ou le jeu.
- Tenez compte du matériau et de la conception du récipient. Les récipients lourds avec bords surélevés sont moins susceptibles de se renverser. Le choix d'un matériau durable est tout aussi important : le caoutchouc, l'acier inoxydable et le plastique sont des solutions non toxiques et rentables.
- Pour les chiots, les récipients d'eau ne doivent pas être trop larges ou trop profonds afin d'éviter que les chiots ne basculent et risquent de se noyer.



1.3 Nourriture

La nourriture est un besoin fondamental, tous les chiens ont un besoin quotidien de nourriture pour rester en bonne santé. Les besoins nutritionnels quotidiens varient d'un chien à l'autre et peuvent être évalués grâce aux conseils d'un vétérinaire agréé. L'âge du chien, sa race, son état reproducteur, son environnement, sa condition physique et sa routine quotidienne peuvent avoir une incidence sur ses besoins. Une nourriture insuffisante ou de mauvaise qualité peut avoir des conséquences négatives sur la santé du chien, et entraîner la malnutrition, l'épuisement, la fragilité des os, la maladie et même la mort.

Des facteurs tels que la quantité de nourriture, la fréquence de l'alimentation, la composition de la nourriture et le type de récipients utilisés pour conserver la nourriture peuvent avoir des répercussions importantes sur la santé et le bien-être général du chien.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (3) Un chien gardé à l'extérieur doit recevoir une alimentation qui :
 - a. tient compte de ses besoins caloriques et autres besoins nutritionnels quotidiens;
 - b. est propre à la consommation;
 - c. n'est pas gâtée;
 - d. ne contient pas de saletés, d'excréments, d'urine ou de substances toxiques.

Conseils et meilleures pratiques :

- Afin de déterminer l'horaire de l'alimentation le mieux adapté au chien à chaque étape de sa vie, il est important de consulter un vétérinaire agréé. Une bonne alimentation permet de maintenir un état corporel idéal.
 - L'état corporel d'un chien est un bon indicateur pour déterminer si l'animal bénéficie d'un régime alimentaire correspondant à ses besoins. Il peut également révéler des problèmes de santé sous-jacents, comme un manque d'appétit dû à une maladie.
 - Pour maintenir un état corporel idéal, il est important de surveiller les changements et de s'assurer que le chien maintient une alimentation saine et équilibrée correspondant à ses besoins nutritionnels particuliers.
 - Pour obtenir davantage de renseignements sur la notation d'état corporel, veuillez [consulter la section 1.5](#) de ce document d'orientation.
- Pensez à conserver la nourriture dans un environnement sec, à température contrôlée, et protégée de l'intrusion des nuisibles et des rongeurs. Un entreposage inadéquat des aliments peut entraîner leur altération par la moisissure ou les microbes. Pour un chien, la consommation de nourriture gâtée peut causer une maladie grave et même la mort.
- En lavant régulièrement les récipients de conservation des aliments, vous réduirez le risque d'accumulation de bactéries et de moisissures.



1.4 Eau

Pour garantir la santé et le bien-être d'un chien, un accès continu à de l'eau propre et fraîche est vital. Une quantité suffisante d'eau potable à la fois propre et fraîche est essentielle pour la rétention d'eau des muscles, la lubrification des articulations, le bon fonctionnement des organes, la digestion et la réduction des effets de la chaleur et des symptômes néfastes de la soif excessive et de la déshydratation.

La déshydratation est la conséquence extrême d'un manque d'accès à l'eau; pour éviter la déshydratation d'un chien, il est important de lui garantir un accès continu à de l'eau. Dans les cas graves, la déshydratation peut entraîner la mort. Le manque d'accès à des quantités suffisantes d'eau peut également mener à un coup de chaleur.

Exigence légale :

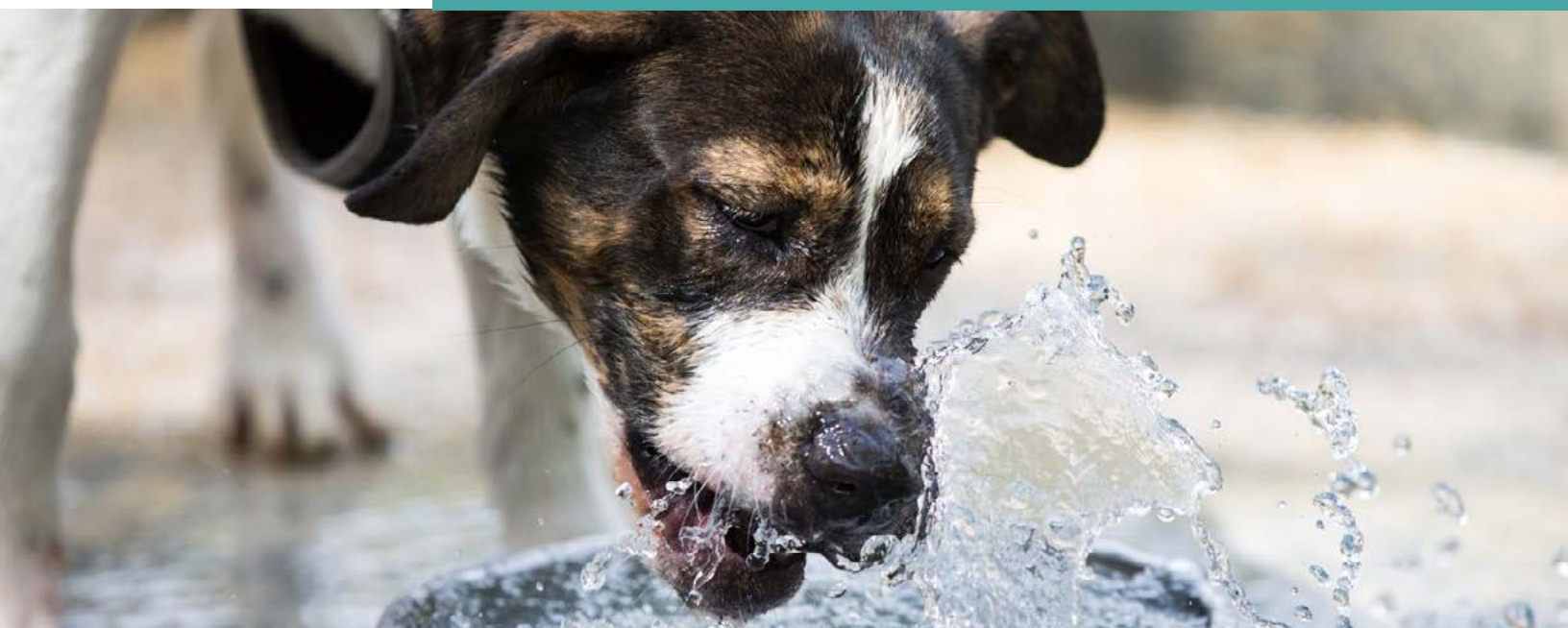
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (4) Tout chien gardé à l'extérieur doit avoir un accès continu à de l'eau qui :
 - a. est remplacée au moins une fois toutes les 24 heures;
 - b. n'est pas gelée;
 - c. ne contient pas de saletés, d'excréments, d'urine ou de substances toxiques.

Conseils et meilleures pratiques :

- La neige ne doit pas être utilisée comme source principale d'eau. Pour un chien, consommer de la neige ou lécher de la glace peut aider à étancher sa soif, mais cela ne lui assurera pas une source d'eau suffisante pour garantir un bon niveau d'hydratation. L'ingestion de neige fera également baisser la température corporelle du chien et peut l'encourager à consommer davantage de calories pour maintenir son état corporel.
- Chez le chien, les signes de déshydratation sont les suivants :
 - Perte d'élasticité de la peau
 - Vomissement
 - Diarrhée
 - Fatigue accrue
 - Halètement
 - Fèvre
 - Sécheresse des yeux, du nez, des gencives ou de la bouche
- Les chiots, les chiens gériatriques, les chiennes en période d'allaitement et les chiens de race de petite taille peuvent être exposés à un risque de déshydratation plus grand et plus rapide en raison de leur physiologie et de leur métabolisme. Un vétérinaire agréé peut fournir des conseils sur la façon de s'assurer que le chien consomme suffisamment de liquides, et ce, en fonction de son âge, de son poids, de son niveau d'activité, de son état de santé ainsi que d'autres facteurs.
- S'il est important que les chiens aient un accès continu à l'eau tout au long de l'année, il faut penser à augmenter la quantité d'eau disponible lorsque les températures augmentent et en particulier par temps chaud. En effet, les chiens dépensent plus d'énergie et perdent plus d'eau lorsqu'ils halètent et transpirent.



- Si un chien ne boit pas suffisamment, essayez de lui proposer de l'eau tiède aromatisée pour l'inciter à augmenter sa consommation d'eau. L'eau peut être aromatisée en y ajoutant de la nourriture ou des biscuits, ce qui aura pour effet d'inciter le chien à boire davantage.
- Lorsque des chiens sont hébergés ensemble et que l'un d'entre eux présente des symptômes récurrents de déshydratation, le propriétaire doit envisager de surveiller de plus près sa consommation d'eau et si nécessaire, de consulter un vétérinaire agréé. Certains chiens peuvent boire des quantités excessives d'eau et monter la garde autour du point d'eau pour le défendre. Ils bloquent ainsi l'accès à l'eau des autres chiens et donc la quantité d'eau qu'ils pourront boire. Une surveillance de la consommation d'eau permettra de repérer les chiens les plus timides et qui risquent de ne pas avoir un accès suffisant à l'eau
- Même par températures hivernales froides, il existe différents outils ou différentes méthodes permettant d'empêcher l'eau de geler. Les bols chauffants à fil et les bols chauffants rechargeables sans fil permettent de conserver une eau non gelée, même lorsque les températures tombent en dessous de zéro. On peut également utiliser des bols d'eau chauffés à l'énergie solaire, des couvertures chauffantes, des dégivreurs ou des chaufferettes. D'autres approches sont possibles et peuvent également permettre au chien de disposer d'eau non gelée en permanence, comme la construction de boîtes isolées autour des bols d'eau ou l'installation de récipients plus grands et plus profonds.
- Avant d'acheter des produits ou des outils, les propriétaires de chien doivent se renseigner afin de s'assurer que ces produits sont sécuritaires et appropriés pour leur animal, et ce, en fonction de ses habitudes, de son tempérament et de son comportement.
- Si l'outil utilisé pour empêcher l'eau de geler est équipé de cordons électriques, assurez-vous que les cordons ont un revêtement (par exemple, un revêtement en acier) afin d'éviter que le chien ne les mâchonne, et ainsi, qu'il risque de s'électrocuter. Les propriétaires doivent effectuer des recherches et trouver des produits ou des outils qui répondent aux normes de sécurité électrique.
- Il existe également des stratégies permettant de s'assurer que l'eau reste à une température appropriée durant les mois chauds de l'été. Par exemple, essayez de conserver les récipients d'eau à l'abri de la lumière directe du soleil. Les propriétaires peuvent également utiliser un bol conçu dans des matériaux isolants ne conduisant pas la chaleur ou ajouter des blocs de glace dans le bol pour refroidir l'eau.



1.5 Examens de santé et du bien-être

L'inventaire quotidien de l'état corporel et du comportement d'un chien, suivi du signalement de tout changement de santé à un vétérinaire agréé, sont des étapes essentielles pour maintenir la santé générale de l'animal. Ceci est particulièrement important pour les chiens gardés à l'extérieur, car ils sont davantage exposés à des températures extrêmes, à des changements de conditions météorologiques et à des risques de blessures par des prédateurs.

Il existe plusieurs formes de soins préventifs pouvant contribuer à promouvoir une vie saine : l'accès à des soins vétérinaires, le maintien des vaccinations à jour et si nécessaire, l'administration de médicaments oraux utiles pour prévenir les parasites et les infections. Il est également important de garder un suivi pour déceler des changements de comportement, des blessures ou des modifications de l'état corporel.

L'évaluation régulière de la santé d'un chien par son propriétaire peut contribuer à lui garantir une meilleure qualité de vie et à lui éviter la douleur, la maladie et l'inconfort. Contrôler l'état de santé d'un chien n'est pas nécessairement une tâche fastidieuse. Elle peut se dérouler chaque jour lors de la distribution d'eau, de nourriture, ou durant la période d'exercice ou le temps de jeu.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (5) Le propriétaire ou le gardien d'un chien gardé à l'extérieur doit veiller à la vérification quotidienne de la santé et du bien-être du chien.

Conseils et meilleures pratiques :

- Les contrôles de santé quotidiens peuvent être effectués à l'œil nu, mais il peut également s'agir d'un examen physique. Les contrôles quotidiens permettent de s'assurer que les chiens gardés à l'extérieur conservent une bonne santé et d'éviter les conséquences de blessures ou de maladies à long terme laissées sans surveillance.
- Si le comportement du chien change, les propriétaires doivent procéder à un examen physique de ses pattes, de ses coussinets, de ses dents et de son corps afin de s'assurer qu'il n'y a pas de problème de santé sous-jacent. Un chien qui boite, qui manque d'appétit ou qui est réticent à s'engager dans des activités régulières ne représente que quelques exemples de changement de comportement pouvant indiquer un problème de santé sous-jacent.
- Pour évaluer l'état de santé physique d'un chien, il est possible de lui tapoter doucement le corps avec la paume de la main, en passant lentement autour de chaque articulation pour s'assurer qu'il n'y a pas de blessures. Il est important de noter que les chiens peuvent traverser des passages saisonniers de pertes de poils, d'appétit ou de changements d'état corporel.
- La notation de l'état corporel est un outil qui permet d'évaluer le bien-être général d'un chien en fonction de sa masse grasseuse et musculaire. L'état corporel peut varier en fonction de la race, du niveau d'activité et de l'âge du chien. L'évaluation de l'état corporel consiste en un examen pratique permettant de mesurer l'épaisseur de la couche de graisse et de muscles d'un chien à l'aide d'une échelle prédéterminée (voir [annexe B](#)).
- L'état corporel est évalué grâce à un système de notation d'état corporel (BCS). Il existe plusieurs types de systèmes d'évaluation d'état corporel, notamment une échelle de 5 points et une échelle de 9 points. À titre de référence, les données suivantes sont basées sur l'échelle d'état corporel de 5 points établie par Nestlé Purina :
 - Une note d'état corporel de 1 indique que l'animal présente une insuffisance pondérale grave pouvant entraîner des risques pour sa santé (par exemple, famine, malnutrition ou



fragilité osseuse). À l'autre extrémité de l'échelle, une note d'état corporel de 5 indique qu'un animal est gravement en surpoids, ce qui comporte également de graves risques pour sa santé (par exemple, arthrite, diabète, cancer, maladie cardiaque ou mobilité réduite et capacité limitées à s'adonner à des comportements naturels).

- La note d'état corporel idéale est de 3 sur 5. Un chien qui reçoit une note d'état corporel de 3 aura des côtes et une colonne vertébrale relativement visibles, faciles à sentir au toucher, et une taille aux courbes graduées. Si un chien reçoit une note d'état corporel inférieur à 2 ou supérieur à 4, il est vivement recommandé de consulter un vétérinaire agréé, car cela peut indiquer des problèmes de santé et nécessiter l'instauration d'un programme spécifique pour atteindre une note d'état corporel idéale.
- Le poids et l'état corporel du chien ne sont pas les seuls facteurs à prendre en compte pour évaluer le bien-être d'un animal. Les propriétaires doivent également surveiller d'autres changements dans l'état général du chien (par exemple, la peau, les oreilles, les yeux, le pelage et l'état des ongles), son comportement, mais également s'il mange, boit, urine et défèque normalement.
- Les propriétaires de plusieurs chiens doivent penser à consigner les résultats des examens de santé quotidiens afin de différencier les antécédents médicaux de chacun de leurs chiens.
- Si un chien présente des signes de blessure, de maladie ou de douleur, il est essentiel de consulter rapidement un vétérinaire. Les signes les plus fréquents de maladie sont le manque d'appétit ou la diminution de l'activité, les vomissements, la diarrhée, le fait d'uriner plus ou moins fréquemment, la toux, les éternuements ou encore les écoulements des yeux, des oreilles ou du nez.
- Les vaccins et les traitements antiparasitaires sont un moyen sécuritaire et efficace de protéger les chiens gardés à l'extérieur contre des maladies particulières et évitables, mais également contre des maladies virales ou bactériennes. L'Ontario est une province dotée de multiples climats et de géographies différentes. Les propriétaires peuvent donc se renseigner auprès d'un vétérinaire agréé sur les risques de maladies virales et bactériennes spécifiques à leur région, ainsi que du type de vaccins ou de traitements préventifs nécessaires, surtout si le chien est régulièrement gardé à l'extérieur.
- Une bonne pratique consiste à soumettre un chien à des examens physiques annuels par un vétérinaire agréé. En effectuant un examen annuel, le vétérinaire peut détecter les signes précoces de blessure ou de maladie (par exemple, dysfonctionnement d'un organe, maladie dentaire, tumeurs ou arthrite). Un diagnostic précoce signifie un traitement précoce, une meilleure prévention de la douleur et de la détresse, et pour le chien, de meilleures chances de vivre longtemps et en bonne santé.



1.6 Toilettage et soins des ongles

Les besoins en toilettage des chiens peuvent varier en fonction de leur type de poils. Négliger un toilettage approprié peut avoir des effets néfastes sur la santé du chien, comme un plus grand risque de plaies cutanées, d'infections, de dermatites, de perte de poils ou de douleurs qui limiteront la mobilité du chien ou empêcheront la détection des parasites.

En surveillant régulièrement la longueur des ongles et des ergots du chien, on peut lui éviter l'inconfort, les blessures et les protéger d'infections potentielles. Les ongles trop longs peuvent pénétrer dans la peau et exercer une pression, une douleur et un stress trop important sur les coussinets du chien. Dans les cas les plus graves, l'ongle peut pousser en s'enroulant sur lui-même et se planter dans le coussinet du chien, provoquant ainsi une grande gêne et une potentielle infection.

Les pattes et les coussinets d'un chien protègent son corps en absorbant les chocs et la pression lorsqu'il se tient debout, marche, court ou saute. Ils protègent ainsi les os et les articulations sur les terrains accidentés ou en cas de chocs. Les coussinets contribuent également à maintenir la température interne du corps d'un chien grâce à un système d'échange de chaleur situé dans ses pattes. Lorsqu'un chien a une patte blessée, cette capacité à réguler la température est moins efficace, ce qui peut occasionner une gêne ou une détresse.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (6) Tout chien gardé à l'extérieur doit être toiletté au besoin pour éviter que son pelage ne s'emmêle et que de la glace ou de la boue ne s'accumule sur son pelage ou sous ses pattes.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (7) Les ongles d'un chien gardé à l'extérieur doivent être vérifiés régulièrement et toilettés au besoin pour sa santé.

Conseils et meilleures pratiques :

- Il est important de régulièrement inspecter et entretenir le pelage du chien afin de s'assurer qu'il est propre, démêlé et ainsi éviter qu'il ne devienne une source de problème pour le chien, tel qu'une obstruction de la vue. Un brossage fréquent du poil permet de réduire la perte de poils et la formation de nœuds.
- Les propriétaires peuvent adapter le toilettage en fonction de la saison. Le toilettage est particulièrement important durant les mois d'hiver pour les chiens à poils longs, car la glace a tendance s'accumuler sur la fourrure, y compris entre les coussinets. Cela peut provoquer des infections douloureuses et difficiles à détecter. Durant les autres saisons, les chardons (comme les petites épines présentes sur de nombreuses plantes) peuvent s'accrocher au pelage du chien et doivent être retirés grâce à un toilettage régulier.
- Durant certaines saisons, plusieurs parties du corps nécessitent un toilettage supplémentaire. En hiver, par exemple, il est important de prêter une attention particulière aux pattes du chien pour éviter l'accumulation de sel, de neige ou de saleté. Au printemps et en été, il est essentiel d'examiner la peau du chien (en particulier sous les pattes), car l'humidité et le frottement peuvent provoquer des plaies, appelées points sensibles, qui peuvent à leur tour provoquer des infections cutanées. La propreté et le toilettage des membres du chien réduiront la probabilité de plaies et d'infections.
- Tout au long de l'année, il est important de toiletter le contour de l'anus et de la queue du chien pour éviter les parasites les plus courants (par exemple, les myiases).
- Lorsque les ongles d'un chien sont trop longs, c'est-à-dire qu'ils touchent ou traînent la plupart du temps ou en permanence sur le sol, l'alignement normal des doigts risque d'en être affecté. Un chien doit être capable de se tenir détendu sur une surface dure et plane, sans que ses ongles ne touchent la surface du sol. L'ergot doit également être régulièrement surveillé, car il est susceptible de se fissurer, de se casser ou de se déchirer, risquant ainsi de provoquer une infection.
- Les signes pouvant indiquer des blessures aux pattes ou aux ongles comprennent un boitement, le soulèvement de la patte, le refus de se servir de la patte, le léchage excessif ou la décoloration des poils de la patte.



1.7 Hébergement des chiens malades ou blessés

Lorsqu'un chien est malade ou blessé, il est déconseillé de le garder à l'extérieur, car les conditions météorologiques peuvent aggraver son état de santé, ralentir son rétablissement, augmenter les risques d'infection, accroître la probabilité qu'il soit attaqué par un prédateur ou exposé à d'autres facteurs de stress.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (8) Aucun chien ne doit être gardé à l'extérieur s'il a une maladie ou une blessure qui nuit à sa capacité de réguler sa température ou qui limite sa mobilité, sauf si un vétérinaire avise, par écrit qu'il peut être gardé à l'extérieur.

Conseils et meilleures pratiques :

- Les propriétaires doivent rapidement consulter un vétérinaire agréé s'ils ont des raisons de penser que leur chien est blessé, malade, atteint d'une maladie contagieuse ou s'il présente d'autres signes de détresse tels que la douleur ou la souffrance. Un vétérinaire agréé pourra déterminer si la maladie ou la blessure risque de restreindre la mobilité du chien ou avoir des répercussions sur sa capacité à réguler sa température.
- Si un chien est atteint d'une maladie susceptible de contaminer l'homme (maladies dites « zoonotiques »), il faut se demander si le chien doit être placé en quarantaine à l'intérieur, à l'écart des personnes, notamment des personnes qui courent davantage de risques comme les enfants et les personnes immunodéprimées.
- Il est important de tenir compte de l'environnement physique dans lequel le chien est gardé et de la présence éventuelle de prédateurs susceptibles de pénétrer dans son enclos ou sa zone d'attache, et qui risqueraient de l'attaquer alors qu'il est malade ou blessé et donc dans l'incapacité de se défendre correctement.
- Les conditions météorologiques extrêmes (par exemple, selon une alerte ou une veille météorologique d'Environnement Canada) peuvent avoir des conséquences néfastes sur un chien déjà malade ou blessé.



1.8 Quarantaine

La quarantaine permet de limiter la propagation de maladies contagieuses. Une quarantaine est définie par l'acte d'isoler un animal pour empêcher la propagation de la maladie durant une période déterminée. Cette quarantaine se prolonge jusqu'à ce que l'animal ne soit plus contagieux, et permet ainsi d'observer les signes de maladie.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.1 (9) à art. 4.1 (12). Si le propriétaire ou le gardien d'un chien gardé à l'extérieur a des motifs de croire que le chien souffre d'une maladie contagieuse ou qu'il est fortement susceptible de contracter ou de couvrir une telle maladie, le chien doit rester complètement isolé des autres chiens et ne doit pas être en contact avec des objets, y compris des récipients d'aliments et d'eau, qui sont utilisés par d'autres chiens ou animaux.
 - Il n'est pas nécessaire d'isoler un chien si un vétérinaire indique, par écrit, que le respect de ces exigences n'est pas nécessaire.
 - Il n'est pas nécessaire d'isoler un chiot de sa mère ou de sa mère de substitution s'il a moins de 12 semaines.
 - Il n'est pas nécessaire d'isoler un chien d'autres chiens qui souffrent de la même maladie contagieuse ou sont fortement susceptibles de contracter ou de couvrir cette même maladie, ni de l'empêcher d'être en contact avec des objets utilisés par ces autres chiens.



Conseils et meilleures pratiques :

- Les chiens gardés à l'extérieur peuvent être exposés à diverses maladies contagieuses propagées par des particules virales contenues dans l'air, des objets contaminés ou un contact corporel direct entre chiens. Les propriétaires peuvent consulter un vétérinaire agréé pour en savoir plus sur les maladies contagieuses dans leur région particulière et sur les modes de transmissions aux chiens.
- Lorsqu'un chien gardé à l'extérieur est placé en quarantaine, il convient de réserver le matériel et l'équipement de nettoyage à la zone de quarantaine.
- Les bols d'eau et d'aliments doivent être réservés exclusivement à la zone de quarantaine et nettoyés dans un évier désinfecté après usage.
- Pour ne pas nuire au chien, les désinfectants doivent être non toxiques et utilisés conformément aux recommandations du fabricant. Si des produits de nettoyage potentiellement toxiques sont utilisés, assurez-vous de soigneusement rincer ou éliminer le produit de l'objet ou de la surface en effectuant un second nettoyage avec de l'eau et du savon.
- Les protocoles d'assainissement et d'hygiène doivent être strictement appliqués dans la zone de quarantaine, y compris à la literie et aux habits.
- Lorsqu'ils s'occupent d'un chien malade, les propriétaires doivent se laver les mains immédiatement après avoir touché l'animal, nettoyé la vaisselle ou les jouets, ou encore vidé les détritiques ou la litière, pour limiter l'éventuelle propagation de la maladie.
- Lorsque vous avez la garde de deux groupes de chiens, l'un en bonne santé (ou n'ayant pas été exposé à la maladie) et l'autre malade, il faut entrer en dernier dans la ou les zones de quarantaine où sont confinés les chiens malades pour minimiser le risque de contamination des autres aires d'habitations ou des autres chiens.



2. Abri

Un abri extérieur pour chiens, communément appelé niche, garantit une protection contre les mauvaises conditions météorologiques et les stimuli indésirables. Une niche représente également un endroit calme et confortable où un chien ou plusieurs chiens peuvent se reposer et trouver de l'intimité. Plusieurs chiens peuvent partager une niche, mais uniquement si les exigences légales énoncées ci-dessous sont respectées.

Une niche construite correctement garantit une température agréable et crée des conditions propices au repos, à la détente et au sommeil. Plusieurs éléments sont à prendre en compte lors de la construction ou du choix d'une niche appropriée, car une niche est une ressource très précieuse pour les chiens gardés à l'extérieur.

Les chiens de garde de bétail qui vivent avec le troupeau dont ils ont la garde n'ont pas besoin de niche, car ils s'abritent grâce au bétail et sont ainsi protégés des éléments. Pour obtenir par exemple une protection contre le vent, les chiens de garde de bétail se placent au centre du troupeau. En vertu de ce règlement, un « chien de garde de bétail » est un chien appartenant à une race généralement reconnue comme apte à protéger le bétail contre les prédateurs et vivant au sein d'un troupeau de bétail. Les exemples de races les plus fréquentes de chiens de garde de bétail comprennent, sans s'y limiter, les chiens de montagne des Pyrénées, les bergers de Maremme, les Komondors et les Akbashs.



De plus, les chiens qui ont accès à un bâtiment abritant du bétail, tel qu'une grange, disposent d'un abri qui leur garantit une source de chaleur et de protection, et n'ont ainsi pas besoin d'une niche.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.2 (1) Tout chien qui est gardé à l'extérieur doit avoir facilement accès, en tout temps, à un abri qui remplit les critères suivants :
 - a. il est étanche et offre une protection contre les éléments;
 - b. il est structurellement solide, stable et ne présente aucun élément susceptible de causer des blessures au chien;
 - c. il est pourvu d'un toit isolé;
 - d. il a un plancher qui est nivelé, surélevé par rapport au sol et sec;
 - e. il est muni d'un moyen de ventilation, ce qui peut comprendre une entrée de porte ouverte;
 - f. il est d'une taille et d'une conception qui permettent à tous les chiens qui utilisent régulièrement l'abri de se retourner, de s'allonger en ayant les pattes complètement étendues et de se tenir debout en ayant leur tête à une hauteur normale lorsqu'ils occupent tous l'abri en même temps;
 - g. a une entrée de porte exempte d'obstacles;
 - h. il contient une litière qui, à la fois :
 - i. fait au moins trois pouces d'épaisseur ;
 - ii. est changée aussi souvent que nécessaire pour veiller à ce qu'elle reste confortable et dans l'ensemble propre, sèche et non souillée.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.2 (2) L'exigence selon laquelle tout chien gardé à l'extérieur doit avoir facilement accès, en tout temps, à un abri qui remplit les critères suivants ne s'applique pas au chien de garde de bétail ni au chien qui a facilement accès à un bâtiment structurellement solide qui, à ce moment-là, est utilisé pour abriter du bétail.



Conseils et meilleures pratiques :

- **Protection contre les éléments :** Tenez compte de l'emplacement de la niche et de la façon dont elle interagit avec les éléments, notamment le soleil, l'ombre et le vent.
 - Par exemple, pour réduire les courants d'air à l'intérieur de la niche du chien, il est conseillé de positionner l'entrée de la niche dans la direction opposée au vent dominant. La direction du vent dominant peut changer tout au long de l'année, mais les réseaux météorologiques locaux peuvent déterminer les tendances des vents dominants. Ils représentent ainsi une source d'aide pour les propriétaires et peuvent leur fournir des conseils sur le meilleur emplacement de la porte. Par exemple, en 2020, à Thunder Bay, le vent est venu du nord pendant plus de 7 mois, et de l'ouest pendant 2,5 mois. Dans ces conditions, orienter la porte vers le sud ou l'est offrirait au chien la meilleure protection contre le vent.
- **Habillages de portes et d'entrées de portes :** En hiver, les habillages de portes et d'entrées de portes d'une niche peuvent offrir une protection supplémentaire contre les intempéries et pourront être retirés en été. Il existe plusieurs styles d'habillages de portes et d'entrées de portes de niche, notamment les portes de grange à clapet, les portes battantes de type saloon, les portes d'entrée à rabat souple, les rideaux de portes ou les portes à contrôle mécanique. Chaque type de porte a ses propres limites, que ce soit au niveau de la praticité d'utilisation, de l'isolation et de la régulation de la température, de la visibilité extérieure et de la durabilité. Il est donc recommandé au propriétaire de s'engager dans des recherches avant d'installer une porte ou un habillage de porte. Une autre option pour offrir une bonne protection contre le vent et les éléments consiste à utiliser une niche équipée d'un vestibule.
 - Il faut savoir que l'accumulation de neige à l'entrée d'une niche peut empêcher un chien d'accéder à son abri.
- **Isolation :** Tout au long de l'année, l'isolation du toit d'une niche peut grandement favoriser le confort du chien. En hiver, l'isolation permet de conserver à l'intérieur de la niche la chaleur dégagée par le corps du chien, contribuant ainsi à maintenir une température agréable. En été, l'isolation agit comme une barrière afin de réduire l'entrée de chaleur et permet ainsi de maintenir l'air frais à l'intérieur de la niche.
 - Il existe plusieurs techniques pour dissuader un chien de mâcher le matériau isolant, notamment de recouvrir le matériau isolant avec un panneau très résistant (par exemple, du bois ou du caoutchouc). D'autres options incluent des produits non toxiques au goût dissuasif tels qu'un vaporisateur anti-mâchonnement à base de pomme amère appliqué sur l'isolant.
 - Les femelles enceintes, les chiens gériatriques, de races de petite taille ou à poil court, ainsi que les chiots peuvent avoir plus de difficultés à réguler leur température corporelle. Pour ces chiens vulnérables, il est important de penser à favoriser une isolation supplémentaire en hiver, par exemple lorsque la température est inférieure à 0 °C.
- **Emplacement :** Lors de la construction ou de l'installation d'une niche pour chien, choisissez un espace plat. Évitez les sols mous et les zones sujettes aux inondations, par exemple les zones d'herbe à proximité d'une source d'eau ou un emplacement au pied d'une colline.
 - Tenez compte de l'emplacement de la niche par rapport à la zone de confinement. Par exemple, si une niche est placée trop près d'une clôture, un chien pourra grimper sur le toit de la niche, sauter par-dessus la clôture et s'échapper.
- **Élévation :** Surélever la niche peut contribuer à réduire les effets des inondations, le risque de pourrissement du plancher, mais également fournir une isolation supplémentaire. Une solution pour surélever la niche et garder le sol sec consiste à utiliser du béton, des briques ou des blocs de béton.



- **Ventilation** : La ventilation et la circulation de l'air sont importantes, quelle que soit la saison. Par temps chaud, une bonne circulation d'air empêchera un chien de surchauffer. Par temps froid, la circulation de l'air limitera l'accumulation d'humidité et l'apparition de moisissures.
- **Taille** : Il faut savoir que le corps d'un chien évolue avec l'âge. Avant de construire ou de choisir une niche, il est donc important de faire des recherches en tenant compte de la race du chien, de sa croissance prévisionnelle (taille, largeur et poids).
 - Une niche trop petite risque de limiter les mouvements et ainsi le confort de l'animal, qui sera exposé à des risques de crampes et entrainera une mauvaise circulation d'air.
 - Une niche trop grande risque de ne pas offrir à l'animal une chaleur suffisante. Pensez aux différentes options permettant d'ajuster la niche en fonction de l'âge, de la taille et de la croissance du ou des chiens. Par exemple, lorsque le chien est un chiot, l'ajout d'une litière supplémentaire peut contribuer à réduire l'espace et ainsi permettre à l'animal de mieux réguler sa température.
- **Litière** : À moins de les nettoyer ou de les remplacer régulièrement, il est déconseillé d'utiliser des couvertures, des serviettes ou des coussins en guise de litière à l'intérieur de la niche du chien. En effet, ces matériaux peuvent attirer les parasites, encourager la formation de moisissures ou même geler s'ils sont humides ou mouillés par la pluie ou la neige. Il est préférable d'utiliser de la paille, des copeaux de bois, des granulés de bois, de la mousse résistante à l'humidité ou des coussinets en caoutchouc comme litière. Les copeaux et les granulés de bois sont très efficaces pour repousser les puces et les tiques.
 - Lorsque les températures descendent en dessous de 0 °C, installer une litière supplémentaire permet de renforcer l'isolation de la niche. De plus, la litière pourra facilement être retirée lorsque les températures montent.
- Si un chien est réticent à utiliser une niche, son propriétaire doit envisager de mener son enquête pour en connaître la raison (par exemple, il peut s'agir d'une odeur qui tient le chien à distance de l'abri, ou d'une anxiété générée par un facteur de stress) et doit prendre des mesures pour résoudre ces problèmes.



3. Attaches de retenue

Il est important de tenir compte du matériau utilisé pour attacher un chien, y compris pour le collier ou le harnais qui sera utilisé avec l'attache. Les chiens gardés à l'extérieur et liés à une attache de retenue peuvent être irrités ou blessés si l'attache et leur collier ou harnais ne sont pas de taille, de type, de conception, de poids appropriés ou s'ils ne sont pas correctement ajustés. Par exemple, si le collier est trop serré, des plaies peuvent se former sur le cou d'un chien ou lui faire mal. Dans certains cas, le collier peut même pénétrer dans la peau et provoquer des blessures douloureuses. Certains colliers ne sont pas adaptés pour une utilisation avec une attache de retenue, car ils risquent grandement de provoquer des blessures.

Pour assurer la sécurité de l'attache de retenue, il est également important de prendre des mesures pour :

- Empêcher l'enchevêtrement de l'attache de retenue.
- S'assurer que le chien dispose d'un espace suffisant et peut se déplacer librement.
- Empêcher le chien de s'échapper.
- Empêcher le chien d'atteindre des objets ou des dangers qui pourraient le mettre en situation de détresse.

Il est déconseillé d'attacher un chien à certains stades de sa vie. Par exemple, les chiots de moins de six mois sont incapables d'assurer leur propre protection et auront beaucoup plus de risques de s'enchevêtrer. De plus, attacher un chien sans lui garantir des contacts sociaux appropriés risque de nuire à ses besoins essentiels de socialisation. Attacher une femelle qui met bas ou allaite peut limiter sa capacité à assurer sa protection et celle de ses chiots, mais nuira également aux soins qu'elle est censée leur prodiguer. Attacher une femelle en chaleur peut augmenter le risque de blessure causée par un chien mâle qui voudrait tenter de s'accoupler avec elle de force.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.3 (1) Toute attache de retenue utilisée sur un chien qui est gardé à l'extérieur doit remplir les critères suivants :
 - a. permettre au chien de se mouvoir en toute sécurité;
 - b. être d'une taille, d'un type et d'un poids qui ne causeront pas d'inconfort ou de blessure au chien;
 - c. être munie d'un pivot qui peut tourner à 360° aux deux endroits suivants :
 - i. au point où l'attache de retenue est fixée au collier ou au harnais du chien;
 - ii. au point où l'attache de retenue est attachée à l'objet fixe;
 - d. être d'une longueur suffisante pour permettre au chien de se déplacer sur une distance d'au moins trois mètres, mesurée dans une direction horizontale, à partir du point où l'attache de retenue est attachée à l'objet fixe;
 - e. être dans un état suffisamment bon et être suffisamment bien attachée au chien et à l'objet fixe pour empêcher que le chien ne s'échappe.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.3 (2) Le collier ou le harnais utilisé avec une attache de retenue sur un chien gardé à l'extérieur doit être d'une taille, d'un type, d'une conception et d'un ajustement qui ne lui causeront pas d'inconfort ou de blessure.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.3 (3) Aucun collier étrangleur, collier à pinces, collier à piques, collier coulissant, harnais de tête ou collier martingale ne doit être utilisé avec une attache de retenue sur un chien gardé à l'extérieur.



- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.3 (4) Aucun chien gardé à l'extérieur ne doit être lié à une attache de retenue de manière à lui causer un risque indu de détresse, notamment :
 - a. une détresse liée à son âge, à sa santé ou à son état reproducteur;
 - b. une détresse causée par des objets ou des dangers qu'il est capable d'atteindre lorsqu'il est lié à l'attache de retenue.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.3 (5) Aucun chien gardé à l'extérieur ne doit être lié à une attache de retenue si, selon le cas :
 - a. il a moins de six mois; b. il est en train de mettre bas; c. il allaite; or d. il est en chaleur

Conseils et meilleures pratiques :

Directives générales sur l'attache de retenue :

- Les recherches démontrent que l'utilisation d'une attache de retenue n'est pas une solution universelle adaptée à tous les chiens. Un propriétaire doit évaluer si son chien est compatible avec un système d'attache, il évitera ainsi des conséquences néfastes et des problèmes de comportement.
- Par exemple, attacher un chien pendant de longues périodes d'isolement risque d'entraîner un manque de socialisation et ainsi amener le chien à manifester une agressivité basée sur la peur, avec des comportements tels que des morsures.
- Si les propriétaires sont en quête d'autres moyens pour contenir un chien tout en lui laissant la liberté de faire de l'exercice et de socialiser, ils peuvent s'orienter vers des méthodes telles que le maintien du chien dans une grande cour clôturée, dans un enclos ou l'utilisation d'une méthode d'« attache de course » composée d'un câble, d'une poulie ou d'un chariot, et qui offrira au chien davantage d'espace pour s'adonner à ses comportements naturels comme l'étirement ou la marche.

Meilleures pratiques

- **Conception de l'attache** : Assurez-vous que l'attache de retenue est fabriquée dans un matériau robuste qui ne causera pas de coupure sur la peau du chien et ne s'enchevêtrera pas autour de ses pattes. De plus, pour empêcher le chien de s'échapper, il est important de choisir un matériau résistant aux mâchonnements. Par exemple, utilisez une chaîne légère ou un câble enduit plutôt qu'une corde.
 - Une attache de retenue ne doit pas peser sur le chien lorsqu'il tente de se déplacer. En règle générale, l'attache ne doit pas peser plus de 10 % du poids du chien.
- **Conception du collier et du harnais** : Les colliers pour chiens fabriqués en nylon, en polyester ou en cuir sont préférables s'ils sont rattachés à une attache de retenue, car ils sont solides, flexibles et non toxiques. La taille et la largeur doivent s'ajuster au cou du chien, ne doivent pas entraver sa capacité à respirer ou à agir naturellement. Ils doivent également empêcher l'animal de s'échapper et ne doivent pas présenter un risque que le collier ou le harnais restent accrochés à des objets.
 - L'utilisation d'un harnais en lieu et place d'un collier pour lier un chien à une attache de retenue peut réduire le risque de blessure au niveau du cou.
 - Il faut régulièrement vérifier l'usure des colliers et des harnais, mais aussi s'assurer qu'ils sont bien ajustés, notamment chez les jeunes chiens en pleine croissance.
- **Prévention des enchevêtrements** : Lier une attache de retenue à un objet fixe présente un certain nombre de risques, dont un risque accru d'enchevêtrements pouvant occasionner une suffocation ou un étranglement.



- Il est fortement conseillé aux propriétaires de chiens liés à une attache de retenue de fréquemment surveiller leur animal pour limiter les risques de blessure et d'étranglement.
- **Longueur de l'attache de retenue** : Lorsque vous évaluez l'espace et les occasions de socialisation qu'offrent les différents systèmes d'attache, il faut tenir compte de facteurs tels que la race, la taille, le niveau d'énergie et les besoins sociaux du chien.
- **Empêcher le chien de s'échapper** : Pour garantir des conditions de sécurité maximales, il est conseillé d'attacher les chiens à l'intérieur d'une zone de confinement plus large (par exemple, une zone clôturée) pour limiter les risques de fuite et éviter l'entrée ou la prédation par un autre animal.
- **Prévention des accidents et des blessures occasionnées par l'attache de retenue** : Il est important de prendre en compte tous les éléments que pourra atteindre le chien lorsqu'il est attaché, qu'il s'agisse d'objets (par exemple, des outils tranchants, d'autres animaux, des matières toxiques) ou d'autres éléments de l'environnement du chien et qui pourraient être potentiellement dangereux (par exemple, une attache de retenue sur une plate-forme, sur le bord d'une terrasse ou à côté d'une clôture. En effet, le chien pourrait être tenté de sauter par-dessus la clôture et risquerait de s'étrangler, ou l'attache de retenue risquerait de se prendre dans la clôture).
 - Les chiens gériatriques gardés à l'extérieur courent un plus grand risque de subir des problèmes de mobilité, de blessures et d'anxiété, en raison de leur perte de vision et d'audition ou d'un déclin cognitif généralisé. L'attache de retenue d'un chien peut exacerber les troubles sensoriels et avoir des conséquences néfastes sur son bien-être, par exemple en entraînant des blessures, une peur ou une anxiété excessives.
- **Habituer le chien à l'attache de retenue** : Avant de laisser un chien seul et afin de minimiser le risque de détresse, il faut le dresser pour qu'il s'habitue à rester attaché. Le dressage, qui peut commencer dès que le chiot a atteint l'âge de six mois, ou même plus tôt si le propriétaire est physiquement présent pour le surveiller, passe par une augmentation progressive de la durée pendant laquelle le chien est laissé seul à l'attache. Il faut également bien surveiller les effets indésirables.



3.1 Temps détaché

Si les chiens sont liés à une attache de retenue à l'extérieur pendant de longues périodes sans possibilité de faire de l'exercice et de s'adonner à des activités d'enrichissement, ils risquent de souffrir de détresse physique et psychologique.

Les chiens sont des animaux sociaux qui ont besoin de contacts sociaux avec les humains, mais également avec d'autres chiens. Pour conserver un état de bien-être, les chiens doivent également pouvoir s'exprimer naturellement en courant et en jouant. Un enrichissement approprié contribuera à divertir le chien, stimulera son apprentissage, préviendra l'ennui et limitera les états mentaux négatifs.

Un chien confiné trop longtemps à une attache de retenue ne pourra pas faire de l'exercice et s'enrichir de manière adéquate et quotidienne. Un chien qui ne s'exerce pas suffisamment risque de souffrir de détresse, de blessures, de maladies, de malaises, d'anxiété et de peur. Tout ceci affectera sa capacité à socialiser et à interagir avec les humains ou les autres chiens. Un chien qui manque d'exercice pourra se replier sur lui-même, devenir hyperactif, agressif et développer des comportements répétitifs tels que l'arpenage excessif, l'aboiement, le fait de tourner en rond ou de creuser.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4 (1) Tout chien lié à une attache de retenue à l'extérieur pendant 23 heures d'une période de 24 heures, que ces 23 heures soient consécutives ou non, doit être détaché pendant une période continue d'au moins 60 minutes pour lui permettre de faire de l'exercice et des activités d'enrichissement
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4 (2) Les 60 minutes consécutives exigées au paragraphe (1) pendant lesquelles le chien est détaché de son attache de retenue doivent être fournies avant que le chien ne soit de nouveau lié à l'attache de retenue à l'extérieur.

Cette exigence s'applique chaque fois qu'un chien est lié à une attache de retenue à l'extérieur pendant 23 heures sur une période de 24 heures, que ces 23 heures soient consécutives ou non, et que le propriétaire soit physiquement présent ou non pendant la durée où le chien est attaché.

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4 (3) Cette exigence ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes,
 - a. le chien a, au cours de la période précédente de 24 heures, participé à une course, à une chasse, à un essai sur le terrain ou à une activité comparable et a besoin de repos en raison de sa participation à l'activité;
 - b. les conditions météorologiques extrêmes relevées par un avertissement ou une veille météorologique d'Environnement et Changement climatique Canada, comme un avis de chaleur, rendraient l'exercice ou les activités d'enrichissement dangereux pour le chien;
 - c. un vétérinaire indique, par écrit, que le chien ne devrait pas être détaché de l'attache de retenue pour des raisons de santé.

Conseils et meilleures pratiques :

- Pendant son temps détaché, le chien peut être laissé dans un enclos d'activité (ou dans un enclos d'habitation, à condition qu'il soit suffisamment grand pour lui permettre de se



défourler) où il pourra courir librement. Le temps détaché peut aussi être utilisé pour faire une promenade avec le chien tenu en laisse (qui n'est pas une attache de retenue).

- Tenez compte de la race, de l'âge, du niveau de forme et de la condition physique du chien. En effet, tous ces éléments peuvent avoir une incidence sur la quantité d'exercice dont l'animal aura besoin. Par exemple, les races très énergiques peuvent avoir besoin de plus de 60 minutes d'exercice ou d'activités d'enrichissement.
- Pour les chiens, les types d'enrichissement se divisent en deux grandes catégories : (i) l'enrichissement social qui se fait par le biais d'interactions avec d'autres chiens ou des personnes et inclut le jeu, les caresses et l'affection, et (ii) l'enrichissement environnemental qui se fait en exposant l'animal à divers environnements extérieurs et intérieurs, à des jouets, à un entraînement, à des activités d'enrichissements alimentaires et sensoriels.
- Le type d'outils d'enrichissement et la durée d'exposition varient considérablement en fonction de l'âge, de la race et du tempérament du chien.
- Voici quelques exemples de méthodes d'enrichissement qui participeront au bien-être des animaux :
 - Exposer les chiens à différentes odeurs.
 - Jouer avec des jouets sécuritaires ou fournir des modules de jeu.
 - Les enrichissements alimentaires, comme les jouets distributeurs de nourriture.
 - Occasions de creuser.
 - Les enrichissements à base d'eau, comme les arroseurs et les seaux (des jouets flottants, des balles ou des gâteries glacées peuvent être ajoutés pour intensifier la valeur d'enrichissement).



4. Enclos d'habitation

Il existe généralement deux types d'enclos pour les chiens gardés à l'extérieur. Le premier type d'enclos sert à héberger le chien et consiste en un endroit où il peut manger, se reposer, uriner et déféquer (un « enclos d'habitation »). Le second type d'enclos sert quant à lui à permettre au chien de se livrer à de l'exercice et au jeu (un « enclos d'activité » ou « enclos d'exercice »).

Lorsqu'un chien est gardé dans un enclos, il est important de s'assurer qu'il dispose d'un espace suffisant pour se mouvoir librement. Il faudra également s'assurer que le chien ne peut pas s'échapper, prendre des mesures pour le protéger des prédateurs et lui garantir un environnement sécuritaire si plusieurs chiens sont hébergés dans le même enclos. Un enclos trop petit et qui ne laisse pas au chien suffisamment d'espace pour exprimer ses comportements naturels peut avoir des conséquences négatives sur son bien-être physique et mental. Par exemple, le chien peut développer des comportements indésirables envers les humains ou d'autres chiens, tels qu'une peur pouvant déboucher sur un comportement agressif.

De plus, lorsque les femelles sont en chaleur, un chien mâle (qu'il soit stérilisé ou non) peut devenir agressif dans ses tentatives de s'accoupler avec la femelle. Ce genre de situation peut être difficile à contrôler et peut entraîner des blessures ou, dans le cas de mâles non stérilisés, une reproduction involontaire.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (1) Aucun chien qui est gardé à l'extérieur ne doit être gardé dans un enclos d'habitation si cela lui occasionne un risque indu de détresse.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (2) Tout chien qui est gardé à l'extérieur ne peut être gardé dans un enclos d'habitation que si celui-ci est construit de manière à l'empêcher de s'échapper et à le protéger raisonnablement contre les prédateurs ou autres animaux susceptibles de lui faire du mal.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (3) La taille de l'enclos d'habitation pour tout chien qui est gardé à l'extérieur doit satisfaire aux exigences minimales suivantes :

Hauteur" à "Hauteur du chien - mesurée à l'épaule (cm)	Superficie de l'enclos d'habitation (m ²)
70 ou plus	15
>= 40 à <70	10
>= 20 à <40	6
Moins de 20	4

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (4) Afin de [déterminer la taille minimale requise d'un enclos], la hauteur d'un chien est obtenue en le mesurant du sol aux épaules quand il se tient debout à pleine hauteur.
- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (5) Si plusieurs chiens sont gardés dans un enclos d'habitation, celui-ci doit comporter au moins la superficie prévue par le tableau ci dessus qui correspond au chien le plus grand gardé dans l'enclos, avec en plus au moins 1,5 mètre carré par chien additionnel qui y est gardé.
 - Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (6) Il n'est pas nécessaire de disposer d'une superficie supplémentaire de 1,5 mètre carré pour chaque chien additionnel n'est pas requise s'il a



moins de 12 semaines et qu'il est gardé avec sa mère ou sa mère de substitution.

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (7) Si plusieurs chiens qui sont gardés à l'extérieur sont gardés dans le même enclos, le propriétaire ou le gardien des chiens doit veiller à ce qui suit :
 - que les chiens faisant preuve d'agressivité envers d'autres chiens ne soient pas placés avec des chiens incompatibles; et
 - qu'une femelle qui est en chaleur ou qui va l'être ne soit pas placée avec un mâle.
 - Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.4 (8) Une femelle qui est en chaleur ou va l'être peut être placée dans un enclos d'habitation avec un mâle uniquement pour le temps nécessaire à l'accouplement si les chiens sont en présence physique du propriétaire ou du gardien d'un ou de plusieurs des chiens et que cette personne veille à la sécurité des chiens.

Conseils et meilleures pratiques :

- **Empêcher le chien de s'échapper et protection contre les prédateurs :** Assurez vous que la hauteur de l'enclos est suffisante pour que le chien ne puisse pas sauter par-dessus pour s'échapper.
 - Si l'environnement du chien est caractérisé par la présence d'animaux prédateurs (par exemple, des loups ou des coyotes), envisagez de faire rentrer le chien à l'intérieur ou prenez des mesures de sécurité additionnelles pour assurer la protection du chien, en installant par exemple des clôtures électroniques, des enclos couverts, des détecteurs de mouvement déclencheur des lumières, ou encore des dispositifs sonores répulsifs émettant des fréquences ultrasoniques inoffensives pour dissuader les prédateurs.
- **Taille minimale de l'enclos d'habitation :** Notez qu'une niche pour chien peut être placée à l'intérieur de l'enclos; elle n'aura aucune incidence sur la superficie minimale de l'enclos.
- **Hébergement collectif dans un enclos :** L'hébergement de plusieurs chiens dans un même enclos présente des avantages. Il encouragera notamment les interactions positives telles que le jeu, la camaraderie, le lien physique et stimulera la socialisation et les sources d'enrichissement.
 - Lorsque vous utilisez un enclos collectif pour héberger plusieurs chiens, il est recommandé d'adopter une approche cohérente et de laisser tous les chiens dans l'enclos, qu'ils soient attachés ou non. Laisser certains chiens liés à une attache de retenue alors que d'autres vagabondent librement présente des risques, tels que l'agression, l'anxiété ou les affrontements pouvant occasionner des blessures.
 - Si l'hébergement collectif ne se fait pas correctement (par exemple, si des chiens qui se sont montrés agressifs les uns envers les autres sont hébergés ensemble ou si un chien atteint d'une maladie contagieuse est hébergé avec des chiens sains), certains risques comme une plus forte exposition aux maladies infectieuses, la peur, l'anxiété, les blessures ou même la mort peuvent se présenter.
 - Si nécessaire, envisagez d'utiliser des bols d'aliments et d'eau séparés pour chaque chien, afin d'éviter la compétition entre les animaux et de minimiser les conflits ou les agressions liés aux ressources.
- **Femelles en chaleur et enclos d'habitation :** Si possible, il est conseillé d'installer l'enclos d'isolement où est hébergée une femelle en chaleur à proximité d'autres chiens familiers afin de favoriser le contact social tout en assurant la sécurité de la femelle. Si d'autres chiens sont hébergés à proximité de la femelle en chaleur, il est important de surveiller de près les chiens mâles pour s'assurer qu'ils n'ont pas de comportements agressifs et ne se blessent pas. Il est également recommandé d'installer une barrière ou un passage séparant la femelle en chaleur des mâles, afin d'éviter une reproduction involontaire qui peut se produire à travers des clôtures perméables.
 - Si vous soupçonnez une reproduction involontaire, consultez dès que possible un vétérinaire agréé.



5. Aire d'attache et enclos d'habitation

Il est important de s'assurer que la zone de confinement offre des espaces suffisants et distincts permettant à l'animal de manger, de boire, d'accéder à un abri, d'uriner et de déféquer, et que le chien soit lié à une attache de retenue ou à l'intérieur d'un enclos. Il est également important de maintenir un environnement propre, sain et doté d'un dispositif de drainage approprié. Tous ces éléments sont essentiels pour s'assurer que le chien n'évolue pas dans un environnement contaminé et ne risque de se blesser ou de tomber malade.

Exigence légale :

- Règl. de l'Ont. 444/19, art. 4.5 L'aire mise à la disposition d'un chien gardé à l'extérieur qui est lié à une attache de retenue ou placé dans un enclos d'habitation doit remplir les critères suivants :
 - a. être adéquate pour permettre au chien de se mouvoir librement et d'avoir des comportements naturels;
 - b. être adéquate pour permettre au chien de ne pas être obligé de se tenir debout, de s'asseoir ou de se coucher dans les excréments, l'urine, la boue ou l'eau;
 - c. comporter des zones distinctes pour l'exercice des fonctions suivantes :
 - i. s'alimenter et boire,
 - ii. uriner et déféquer;
 - d. être nettoyée aussi souvent que nécessaire pour empêcher l'accumulation d'excréments, d'urine ou d'autres déchets qui poserait un risque pour la santé du chien, pour maintenir un environnement hygiénique, pour réduire au minimum la présence de parasites et pour assurer la santé du chien, en utilisant des produits de nettoyage qui ne posent pas de risque pour sa santé.

Conseils et meilleures pratiques :

- Lors de la conception de la zone de confinement, il faut tenir compte de plusieurs facteurs, dont la race, la taille et les habitudes comportementales du chien (par exemple, creuser, mâchonner, se reposer). La taille et la personnalité du chien fourniront également des informations sur la meilleure façon de concevoir une zone de confinement, notamment sur les types de matériaux à utiliser (par exemple, du caoutchouc résistant, facile à nettoyer et à désinfecter, ou une litière de paille facile à changer).
- Limitez les risques d'infection, de blessure et d'irritation en installant un dispositif de drainage approprié. Ainsi, le chien ne vivra pas dans un environnement humide, boueux ou mouillé. Dans de nombreux cas, l'accumulation d'humidité et de bactéries peut occasionner des blessures au niveau des pattes, notamment des craquelures ou des fissures.
- L'enlèvement des déchets permet de protéger le chien, mais également le propriétaire.
 - Les déchets peuvent être des excréments de chien, de l'urine, de la litière ou de la literie souillée, des vomissements ou des déchets alimentaires. Sachez qu'en installant la zone de confinement à certains emplacements, l'enlèvement de certains déchets peut être plus difficile (par exemple, nettoyer l'urine sur l'herbe).
 - Lorsque l'urine ou les excréments ne sont pas nettoyés et s'accumulent, l'environnement de l'animal devient insalubre. Il deviendra donc un foyer de bactéries et risquera de transmettre des virus et des parasites internes dangereux à la fois pour les propriétaires et les chiens.



- Envisagez d'enlever les déchets tous les jours, ou même plus fréquemment en fonction du nombre de chiens hébergés dans un même enclos.
 - Le maintien d'un calendrier de nettoyage approprié réduit la probabilité de mauvaises odeurs et de niveaux élevés d'ammoniac, mais permet également au chien d'utiliser un maximum d'espace pour se livrer à ses comportements naturels, comme le repos ou le jeu.
 - Il faudra envisager de nettoyer l'enclos davantage si plusieurs chiens y sont hébergés. Un enclos négligé créera des conditions insalubres et malsaines. Par exemple, si les chiens jouent et mangent dans une zone où des excréments se sont accumulés, ils peuvent accidentellement consommer ces excréments, entraînant ainsi des risques de contamination par des parasites et des infections.
- Les déchets doivent être collectés puis éliminés rapidement et de manière hygiénique.
- Les produits de nettoyage doivent être non toxiques pour ne pas provoquer de maladies ou de blessures chez le chien. Par exemple, il est préférable d'utiliser des composés naturels comme le vinaigre dilué, le peroxyde d'hydrogène, le bicarbonate de soude, l'eau gazeuse ou d'autres produits similaires plutôt que des produits nettoyants contenant de l'ammoniac ou de l'eau de Javel.



Déni de responsabilité

Le ministère du Solliciteur général reconnaît que le bien-être des animaux est un sujet complexe et que la recherche sur le bien-être des animaux et les pratiques en termes de soins est en constante évolution. Ces informations ont été mises à jour en juillet 2022. À l'avenir, le Ministère pourrait fournir des mises à jour de ce document.

Le présent document d'orientation est sans effet juridique. Il n'entraîne pas la création de droits, d'obligations, d'immunités ou de privilèges juridiques. Ce document d'orientation ne constitue pas un avis juridique. Le présent document d'orientation doit être lu conjointement avec la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* (Loi de 2019) et le Règlement de l'Ontario 444/19 : Normes de soins et exigences administratives. En cas de contradiction entre le présent document d'orientation, la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* et le règlement, la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* et le règlement prévalent.

Ce document a été produit par le ministère du Solliciteur général, juillet 2022.

© Queen's Printer pour l'Ontario, 2022





Agression : Comportements antagonistes d'un chien à l'égard d'autres chiens ou d'humains (par exemple, le chevauchement, la protection des ressources, l'aboiement).

Attache de retenue : Une corde, une chaîne ou un dispositif de retenue similaire attaché à une extrémité à un objet fixe et, pour plus de précision, qui n'est pas composé d'une laisse ou d'un dispositif de retenue tenu par une personne.

Bétail : Aux fins du présent document, on entend par bétail les ovins, les porcins, les caprins, les bovins, les chevaux, les mules, les poneys, les ânes ou les volailles.

Chenil : Désigne un espace extérieur clos utilisé pour confiner un chien. Aux fins du présent document, un chenil ne fait pas référence à une installation où les chiens sont élevés, dressés ou placés en pension.

Chien de garde de bétail : Désigne un chien appartenant à une race généralement reconnue comme apte à la protection du bétail contre les prédateurs et qui vit parmi un troupeau de bétail.

Chien gériatrique : Désigne un chien âgé qui connaît un déclin progressif de la capacité de son corps à se régénérer, à maintenir des fonctions corporelles normales et à s'adapter aux stress et aux changements de son environnement. Le « stade gériatrique » peut varier en fonction de la taille, de la race et de la qualité de vie de l'animal.

Collier étrangleur : Désigne un dispositif de retenue qui se resserre sans limites autour du cou d'un chien.

Collier étrangleur ou à clous : Désigne un collier composé d'une série de pointes émoussées qui pincent la peau du cou du chien en cas de tension. Lorsqu'un tirage est exercé sur la boucle de contrôle, les pointes pincent la peau du cou de l'animal.

Collier Martingale : Désigne un collier composé de deux boucles. La grande boucle est glissée sur le cou du chien alors que la plus petite sert à attacher une laisse. Lorsque le chien essaie de tirer, la laisse entraîne une tension de la petite boucle, ce qui a pour effet de resserrer la grande boucle sur le cou du chien.

Comportements naturels : Le comportement est l'action, la réaction ou le fonctionnement d'un animal dans diverses circonstances. Les comportements naturels sont des comportements que les animaux ont tendance à manifester lorsqu'ils se retrouvent dans des conditions naturelles, car ces comportements sont une source de plaisir et sont favorables à leur fonctionnement biologique (par exemple, s'étirer, aboyer, socialiser).

Contamination : Désigne la présence indésirable d'une matière potentiellement nocive. Par exemple, la présence de saletés, d'urine, d'excréments ou de substances toxiques.

Course et chasse/essai sur le terrain : Événements créés pour mettre en lumière les aptitudes à la course (par exemple, les courses de chiens de traîneau) ou à la chasse des chiens.

Désinfecter : Désigne l'utilisation d'un produit pour éliminer les micro-organismes (tels que les bactéries) qui restent sur une surface après son nettoyage.

Détresse : Défini au paragraphe 1(1) de la *loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* comme l'état a) d'avoir besoin de soins convenables, d'eau, de nourriture ou d'un abri,



b) d'être blessé ou malade, d'avoir mal ou de souffrir, ou c) d'être maltraité, d'être la victime de souffrances, de privations ou de négligence physiques ou psychologiques excessives.

En chaleur : Également appelé « œstrus », désigne le stade auquel une femelle est physiquement capable de s'accoupler, est réceptive à l'accouplement et est fécondable.

Enclos d'activité : Également connu sous le nom d'**enclos d'exercice**. Désigne un espace clôturé (y compris par une clôture invisible ou électrique) ou autrement fermé, qui est suffisamment spacieux pour permettre au chien de courir à sa vitesse maximale et qui est utilisé pour l'exercice, le jeu ou les activités d'enrichissement.

Enclos d'habitation : Désigne une cour fermée, une cage, un chenil ou tout autre espace extérieur clos à l'intérieur dans lequel un chien est confiné, et qui n'est pas assez grande pour permettre au chien de courir à sa vitesse maximale.

État corporel : L'état corporel désigne les proportions relatives de muscles et de graisse sur le corps d'un chien et qui influenceront ses activités quotidiennes et sa santé globale. L'état corporel est généralement évalué grâce à la notation d'état corporel, un outil qui attribue une notation des niveaux de muscle maigre et de graisse corporelle grâce à une évaluation visuelle et pratique.

Inspecteur en chef du bien-être des animaux : Nommé par le solliciteur général de l'Ontario, l'inspecteur en chef du bien-être des animaux est chargé de nommer les inspecteurs du bien être des animaux et de superviser les services de protection des animaux.

Licou : Désigne un collier comportant une boucle qui se glisse autour du museau du chien ainsi qu'une autre boucle qui se fixe à l'arrière de son cou. Le style collier de gorge comprend un anneau situé au niveau de la gorge qui s'attache à la laisse.

Maladie contagieuse : Désigne une maladie qui se propage d'un animal à l'autre ou d'une personne à l'autre (également connue sous le nom de maladie infectieuse, contagieuse ou transmissible).

Mise bas : Action de mettre au monde des chiots.

Niche à chien : Désigne une structure offrant un abri et une protection contre les éléments (par exemple, le soleil, la pluie, le vent, la neige).

Normes de soin : Désigne les exigences minimales en matière de soins apportés à un animal. Tous les propriétaires et gardiens doivent se conformer aux normes de soins et aux exigences administratives applicables énoncées dans la *loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*.

Services de protection des animaux : Les services de protection des animaux sont chargés de faire appliquer la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*. Les inspecteurs provinciaux effectuent des inspections et répondent aux sollicitations et aux enquêtes. Ils mènent également des activités de sensibilisation et d'éducation concernant les meilleures pratiques en matière de soins apportés aux animaux.

Tiques : Désigne de petits parasites pouvant être porteurs de virus ou de bactéries nuisibles aux chiens et aux humains. Les tiques ont des pièces buccales qui s'accrochent à la peau. Pendant cette période de fixation, elles peuvent transférer des virus ou des bactéries nocifs dans le sang du chien et provoquer des maladies.

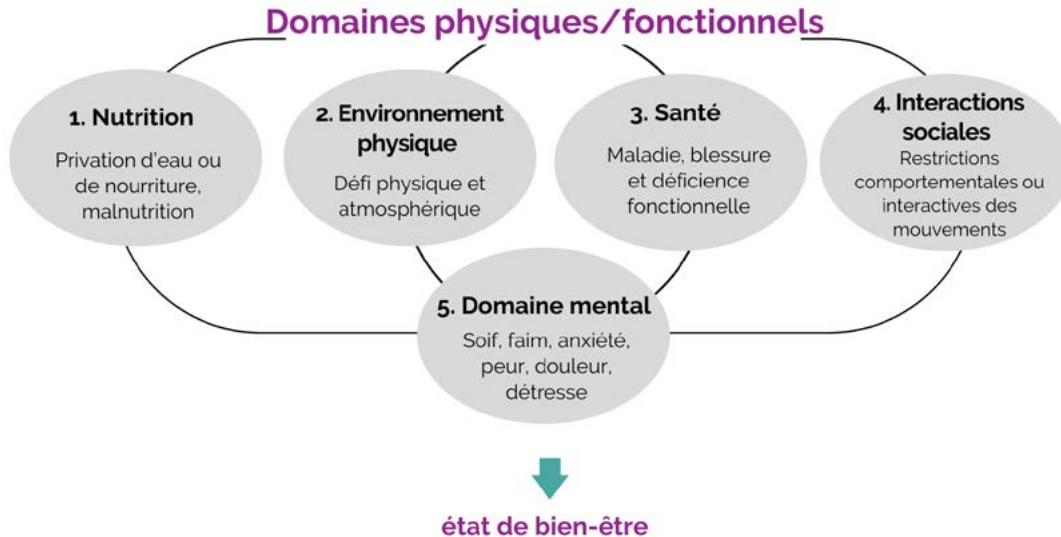
Vétérinaire : Une personne autorisée à exercer la profession de vétérinaire par l'Ordre des vétérinaires de l'Ontario.





Annexe A: Le modèle des cinq domaines











Référence du tableau : <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33066335/>



Annexe B: Notation d'état corporel : Échelle à cinq points

Référence du tableau : Underdog Pet Foods | AAFCO Fresh Dog Food Singapore
<https://www.underdog.sg/getting-started/body-condition-score-chart/>

Notation d'état corporel : échelle à 5 points

				
				
1	2	3	4	5
Grave insuffisance pondérale	Insuffisance pondérale	Poids idéal	Surpoids	Obésité
Côtes et colonne vertébrale saillantes, avec une perte importante de masse musculaire	Côtes et colonne vertébrale facilement visibles, avec une perte notable de la masse musculaire	Côtes et colonne vertébrale quelque peu visibles et facilement palpables	Côtes et colonne vertébrale encore palpables, mais recouvertes d'une fine couche de graisse	Côtes et colonne vertébrale palpables uniquement par une pression extrême et recouvertes d'une épaisse couche de graisse





American Veterinary Medical Association. (s.d.). Cold weather animal safety. Consulté en avril 2022 sur <https://www.avma.org/resources-tools/pet-owners/petcare/cold-weather-animal-safety>

American Veterinary Medical Association. (s.d.). Disease risks for dogs in social settings. Consulté en avril 2022 sur <https://www.avma.org/resources-tools/pet-owners/petcare/disease-risks-dogs-social-settings>

American Kennel Club. (s.d.). Kennel emergency and disaster planning for breeders: Keeping your dogs and facility safe. Consulté en mai 2022 sur <https://www.akc.org/expert-advice/dog-breeding/kennel-emergency-disaster-planning-keeping-dogs-facility-safe/>

Canadian Veterinary Medical Association. (2018). A Code of Practice for Canadian Kennel Operations (3rd Edition). Consulté en avril 2022 sur <https://www.canadianveterinarians.net/media/xgcl-3jhp/code-of-practice-for-canadian-kennel-operations.pdf>

Canadian Veterinary Medical Association. (2014). Eco-friendly Pet Care Tips. Consulté en avril 2022 sur <https://www.canadianveterinarians.net/related-resources/eco-friendly-pet-care-tips/>

Carter, A., McNally, D., et Roshier, A. (2020). Canine collars: an investigation of collar type and the forces applied to a simulated neck model. *Veterinary Record*, 187(7), e52-e52.

Centers for Disease Control and Prevention. (2022). Healthy Pets, Healthy People: Dogs. Consulté en avril 2022 sur <https://www.cdc.gov/healthypets/pets/dogs.html>

Centers for Disease Control and Prevention. (2022). Proper hygiene when around animals. Consulté en mai 2022 sur https://www.cdc.gov/healthywater/hygiene/etiquette/around_animals.html

Chapagain, D., Virányi, Z., Wallis, L. J., Huber, L., Serra, J., et Range, F. (2017). Aging of attentiveness in border collies and other pet dog breeds: The protective benefits of lifelong training. *Frontiers in aging neuroscience*, 9, 100.

Dev, R. (2016). *The Ekistics of Animal and Human Conflict*. Copal Publishing Group.

Freeman, L.M. (2020). The scoop on storing pet food. Cummings School of Veterinary Medicine. Consulté en avril 2022 sur <https://vetnutrition.tufts.edu/2020/10/the-scoop-on-storing-pet-food/>

Gershman, K. A., Sacks, J.J, et Wright, J.C. (1994). Which dogs bite? A case-control study of risk factors. *Pediatrics*, 93(6), 913-917.

Ghasemzadeh, I. et Namazi, S. H. (2015). Review of bacterial and viral zoonotic infections transmitted by dogs. *Journal of Medicine and Life*, 8(Spec Iss 4), 1-5.



Government of British Columbia, Ministry of Agriculture. (2012). Sled Dog Code of Practice. Consulté en avril 2022 sur https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/farming-natural-resources-and-industry/agriculture-and-seafood/animal-and-crops/animal-welfare/sled_dog_code_of_practice.pdf#:~:text=The%20Sled%20Dog%20Code%20of%20Practice%20is%20a,in%20the%20Sled%20Dog%20Standard%20of%20Care%20Regulation

Hastings Veterinary Hospital. (2018). Signs of hypothermia in dogs and what to do about it. Consulté en avril 2022 sur <https://hastingsvet.com/signs-hypothermia-dogs/>

Houpt, K.A. (2018). Domestic Animal Behavior for Veterinarians and Animal Scientists (6e édition). John Wiley et Sons.

Mellor, D.J. (2016). Moving beyond the “Five Freedoms” by updating the “Five Provisions” and introducing aligned “Animal Welfare Aims”. *Animals*, 6(10), 59. Consulté en avril 2022 sur <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5082305/>

Mellor, D.J., Beausoleil, N. J., Littlewood, K. E., McLean, A. N., McGreevy, P. D., Jones, B., et Wilkins, C. (2020). The 2020 five domains model: Including human–animal interactions in assessments of animal welfare. *Animals*, 10(10), 1-24. Consulté en avril 2022 sur <https://www.mdpi.com/2076-2615/10/10/1870>

Milgram, N.W., Head, E., Zicker, S.C., Ikeda-Douglas, C. J., Murphey, H., Muggenburg, B., Siwak, C., Tapp, D., et Cotman, C. W. (2005). Learning ability in aged beagle dogs is preserved by behavioral enrichment and dietary fortification: A two-year longitudinal study. *Neurobiology of aging*, 26(1), 77-90.

Moesta, A., McCune, S., Deacon, L., et Kruger, K. A. (2015). *Animal Behaviour for Shelter Veterinarians and Staff*, Chapter 8: Canine Enrichment.

Mood, A. (2019). How to tell if your dog is stressed. American Kennel Club. Consulté en avril 2022 sur <https://www.akc.org/expert-advice/advice/how-to-tell-if-your-dog-is-stressed/>

Morris, Amy. (2013). Policies to promote socialization and welfare in dog breeding. Consulté en avril 2022 sur <https://spca.bc.ca/wp-content/uploads/Morris-A-2008-policies-to-Promote-Socialization-and-Welfare-in-dog-breeding.pdf>

Mush with PRIDE. (2021). Sled Dog Care Guidelines 4th Edition. Consulté en avril 2022 sur <https://www.mushwithpride.org/downloads>

Ontario SPCA. (s.d.). Ideal doghouse for outdoor use in Ontario. Consulté en avril 2022 sur https://www.oshawa.ca/residents/resources/Ideal_Doghouse_Accessible.pdf

Ontario SPCA and Humane Society. (2020). Cold weather pet safety tips. Consulté en avril 2022 sur <https://ontariospca.ca/blog/cold-weather-pet-safety-tips/>

Ontario SPCA and Humane Society. (s.d.). Group housing. Consulté en avril 2022 sur <https://ontariospca.ca/spca-professional/shelter-health-pro/environmental-needs-and-behavioural-health/facility-assessment/housing/dog/group-housing/>



Ontario SPCA and Humane Society. (2020). Hot weather pet safety. Consulté en avril 2022 sur <https://ontariospca.ca/blog/hot-weather-pet-safety/#:~:text=It's%20important%20to%20watch%20for,cool%20water%2C%20not%20cold%20water>

Ontario SPCA and Humane Society. (s.d.). Shelter house pro: Enrichment and socialization for dogs and puppies. Consulté en avril 2022 sur <https://ontariospca.ca/spca-professional/shelter-health-pro/environmental-needs-and-behavioural-health/enrichment-and-socialization-dog/>

Ontario Veterinary Medical Association. (s.d.). Pet Health 101. Consulté en avril 2022 sur <https://www.ovma.org/pet-owners/basic-pet-care/pet-health-101/>

Ontario Veterinary Medical Association. (s.d.). Pet safety tips. Consulté en avril 2022 sur <https://www.ovma.org/pet-owners/basic-pet-care/pet-safety-tips/>

Reisen, J. (2021). Warning signs of dehydration in dogs. American Kennel Club. Consulté en avril 2022 sur <https://www.akc.org/expert-advice/health/warning-signs-dehydration-dogs/>

Romaniuk, A., Flint, H., et Croney, C. (2020). Does long-term tethering of dogs negatively impact their well-being? Purdue College of Veterinary Medicine. Consulté en avril 2022 sur <https://www.extension.purdue.edu/extmedia/VA/VA-23-W.pdf>

Shortsleeve, C. (2020). 7 mistakes to avoid when storing dog food. Great Pet Care. Consulté en avril 2022 sur <https://www.greatpetcare.com/dog-nutrition/7-mistakes-to-avoid-when-storing-dog-food/>

Stewart, M. J., Barker, P., Boissonneault, M.-F., Clarke, N., Kirby, D., Kislock, L., Long, R., Morgan, C., Moriarty, M., Tedford, T., Turner, F., et Wepruk, J., Sled Dog Code of Practice 7–41 (2012). Victoria, C.-B.; Ministère de l'Agriculture.

The Humane Society of the United States. (s.d.). Chewing: How to stop your dog's biting problem. Consulté en mai 2022 sur <https://www.humanesociety.org/resources/stop-your-dogs-chewing>

Weir, M. et Buzhardt, L. (s.d.). Signs your dog is stressed and how to relieve it. VCA Animal Hospitals. Consulté en avril 2022 sur <https://vcacanada.com/know-your-pet/signs-your-dog-is-stressed-and-how-to-relieve-it>

Wells, D. L. (2009). Sensory stimulation as environmental enrichment for captive animals: a review. *Applied Animal Behaviour Science*, 118(1-2), 1-11.

Williams, K. et Buzhardt, L. (s.d.). Body Condition Scores. VCA Animal Hospitals. Consulté en avril 2022 sur <https://vcacanada.com/know-your-pet/body-condition-scores>



Table des matières

Général	2
Application des normes mises à jour.....	4
Renseignements pour les communautés autochtones.....	5
Renseignements pour les municipalités	7
Définitions	8
Chiens de garde de bétail	9
Exigences en matière d'attache	10
Exigences en matière d'enclos d'habitation	11
Exigences en matière d'abri	11
Exigences en matière d'eau	12
Exigences en matière d'accès à une zone d'ombre	13
Application des règlements	13
Pénalités	14

Général

1. Qu'impliquent les normes mises à jour pour les propriétaires et les gardiens de chiens gardés à l'extérieur? À quelles exigences dois-je me conformer?

Les normes de soins mises à jour pour les chiens gardés à l'extérieur et les chiens liés à une attache de retenue à l'extérieur remplacent les anciennes normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur en vertu de la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* (Loi de 2019).

Dans la version modifiée du Règlement sont introduites de nouvelles normes actualisées. Celles-ci établissent des exigences de soins pour les chiens gardés à l'extérieur, qu'elles définissent comme tout chien demeurant à l'extérieur pendant 60 minutes d'affilée ou plus sans que son propriétaire ou gardien soit physiquement présent. Elles fixent aussi la durée maximale pendant laquelle un chien peut être attaché dehors sur une période de 24 heures avant de devoir être détaché à des fins d'exercice ou d'enrichissement.

Les normes modifiées étoffent les exigences sur plusieurs points :

- **Soins généraux** — Accès à des zones ombragées, à de la nourriture et à de l'eau, ainsi qu'à des services de toilettage, de soins des griffes et de santé et de bien-être.
- **Abris extérieurs** — Conditions dans lesquelles un abri extérieur est requis (exceptions prévues pour les chiens de berger et les chiens qui ont accès à un abri pour bétail) et caractéristiques et spécifications de taille pour les abris.
- **Utilisation d'attaches de retenue** – Situations dans lesquelles il est interdit d'utiliser l'attache de retenue, utilisation sécuritaire d'une attache de retenue, espace minimal requis pour un chien attaché avec une attache de retenue et temps maximal que peut passer un chien attaché avec une attache de retenue (exceptions limitées).
- **Utilisation d'enclos d'habitation** — Utilisation d'enclos d'habitation, taille minimale des enclos d'habitation et restrictions quant à la cohabitation dans un même enclos de chiens gardés à l'extérieur (exceptions limitées).
- **Zones de confinement (chiens attachés avec une attache de retenue et enclos d'habitation)** — Mesures appropriées de nettoyage et d'assainissement et exigences pour assurer le confort physique et le bien-être des chiens confinés à l'extérieur.

Les nouvelles normes sont entrées en vigueur le **1^{er} juillet 2022**. Elles peuvent être consultées dans leur intégralité sur la page de [Lois-en-ligne de l'Ontario pour le Règlement de l'Ontario 444/19](#) et en se reportant aux articles 4 à 4.5 du règlement.

2. Pourquoi les nouvelles normes ne s'appliquent-elles pas à tous les chiens ? Comment sont protégés les autres chiens ?

La *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* et ses règlements garantit que tous les animaux visés par la Loi sont protégés et traités de façon humaine.

Le Règlement de l'Ontario 444/19 (Normes de soins et exigences administratives) comprend des normes de base qui s'appliquent à tous les animaux visés par la Loi. On y trouve des exigences générales sur la fourniture adéquate et appropriée de nourriture, d'eau, de soins médicaux, d'environnements sanitaires, d'espaces où bouger et faire de l'exercice, etc. Pour en savoir plus sur les normes de soins de base, visiter la page <https://www.ontario.ca/fr/page/protection-des-animaux>.

Compte tenu des risques propres aux chiens gardés à l'extérieur, le ministère du Solliciteur général considère que des normes spéciales sont nécessaires pour préserver leur santé et leur sécurité.

3. Quelles études ou pratiques exemplaires le Ministère a-t-il examinées pour élaborer ces normes mises à jour?

Les normes de soins mises à jour, qui contribueront à assurer le bien-être, la santé et la sécurité des chiens gardés à l'extérieur en Ontario, sont basées sur les commentaires des intervenants et des membres du public, les examens de la documentation juridique, de la documentation universitaire et d'autres informations publiées, mais également sur des conseils techniques d'experts en soins vétérinaires, en refuge pour animaux, de spécialistes des enjeux industriels, de défenseurs des droits des animaux, d'exécutions des règlements et de spécialistes du sujet.

En travaillant sur cette mise à jour, le Ministère a étudié les normes, codes et directives reconnus comme pratiques exemplaires par les experts et les acteurs de l'industrie, ainsi que sur toutes les recherches et la documentation pertinentes et a cherché à s'y aligner. En voici quelques exemples :

- Les lois en vigueur dans d'autres provinces et territoires canadiens, telles que la [British Columbia's Sled Dog Standards of Care Regulation](#).
- Des directives industrielles et vétérinaires réputées telles que le [Canadian Veterinary Medical Association's A Code of Practice for Canadian Kennel Operations](#) et le [Mush with P.R.I.D.E. Sled Dog Care Guidelines](#).

4. Qui a été consulté dans l'élaboration des nouvelles normes?

Afin d'orienter l'actualisation et l'élaboration des règlements en application de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, le ministère du Solliciteur général a formé, en novembre 2020, un [groupe consultatif multidisciplinaire](#) composé de spécialistes comme des vétérinaires et des défenseurs des animaux.

En outre, en mars 2021, il a mis sur pied une table de concertation technique sur les chiens vivant à l'extérieur pour approfondir la question. Cette table rassemble des représentants de plusieurs secteurs pertinents (chiens de traîneau et de chasse, chiens de berger, chenils et élevages), des vétérinaires, des autorités d'application de la loi et d'autres spécialistes du domaine.

Les nouvelles normes prennent donc appui sur les conseils de ces deux entités, sur les commentaires du public et des intervenants sur le Registre de la réglementation de l'Ontario, ainsi que sur un examen des lois et politiques en vigueur ailleurs au Canada et à l'étranger, de la littérature scientifique et d'autres rapports.

Application des normes mises à jour

5. Comment les normes mises à jour s'appliquent-elles à un chien qui est gardé à l'extérieur par choix, mais qui a accès à une aire intérieure et peut y pénétrer à tout moment ?

Aux fins du Règlement de l'Ontario 444/19, un chien est réputé « gardé à l'extérieur » si le chien est maintenu à l'extérieur de façon continue pendant 60 minutes ou plus, sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien.

Les normes mises à jour ne s'appliquent donc pas si un chien :

- n'est pas maintenu à l'extérieur de façon continue pendant 60 minutes ou plus, sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien (par exemple s'il va à l'intérieur pendant cette période)
- est maintenu à l'extérieur et en présence physique de son propriétaire ou du gardien de façon continue pendant ces 60 minutes.

Dès lors qu'un chien est maintenu à l'extérieur de façon continue pendant 60 minutes ou plus, sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien, les normes mises à jour s'appliquent, y compris l'exigence d'un abri pourvu d'un toit isolé.

6. Comment ces nouvelles normes s'appliquent-elles aux personnes en situation d'itinérance ?

Nous reconnaissons que les personnes en situation d'itinérance évoluent dans des circonstances particulières. Les normes ne s'appliquent que si un chien est gardé à l'extérieur pendant 60 minutes ou plus sans la présence physique de son propriétaire ou si un chien est lié à une attache de retenue à l'extérieur pendant 23 heures. Les personnes en situation d'itinérance vivent souvent à l'extérieur en compagnie de leur chien et sont physiquement présentes aux côtés de leur animal la majeure partie du temps. Ainsi, il est moins probable que les normes s'appliquent aux chiens détenus ou gardés par les personnes en situation d'itinérance.

Toutefois, si tous les critères sont réunis, les Services de protection des animaux (SPA) chargés du bien-être des animaux et de l'application des règlements dans la province concernée feront appliquer les nouvelles normes. Les Services de protection des animaux ont pour rôle de faire appliquer la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* ainsi que ses règlements. Ils travaillent aussi à sensibiliser la population aux pratiques exemplaires en matière de soin des animaux.

Il convient de noter que les inspecteurs du bien-être des animaux peuvent également faire appel à leur pouvoir discrétionnaire dans l'application des nouvelles normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur, en tenant compte des circonstances particulières à chaque situation. Le cas échéant, ils peuvent également fournir de l'information afin d'assurer la sécurité, la santé et le bien-être des chiens gardés à l'extérieur.

Renseignements pour les communautés autochtones

7. Comment les Services de protection des animaux (SPA) nouent-ils le dialogue avec une Première Nation avant de faire appliquer la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* au sein d'une communauté des Premières Nations?

Le Ministère, par l'intermédiaire des Services de protection des animaux, a établi un partenariat avec certaines communautés des Premières Nations pour effectuer des inspections relatives au bien-être des animaux au sein de leurs collectivités, en vertu de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*. Avant d'appliquer la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* dans les collectivités des Premières Nations, les Services de protection des animaux font appel aux dirigeants de la communauté en communiquant avec le Chef ou avec les représentants du Conseil. Les inspecteurs provinciaux du bien-être des animaux sont disponibles, à la demande de la communauté, pour apporter leur soutien aux collectivités des Premières Nations, y compris concernant l'application des normes de soins mises à jour pour les chiens gardés à l'extérieur et les exigences relatives aux chiens liés à une attache de retenue imposés par la Loi. Ce soutien peut être fourni sur demande, même si la collectivité a déjà mis en place son propre règlement en matière d'animaux.

8. De quelle autorité les Services de protection des animaux (SPA) disposent-ils pour faire appliquer *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* (Loi de 2019)? Cette autorité s'applique-t-elle à une Première Nation?

La *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* (Loi de 2019) et ses règlements impose des exigences visant à garantir une protection et un traitement humain aux animaux. La Loi établit des normes de soins de base qui s'appliquent à tous les animaux visés par la Loi, mais également des normes de soins plus particuliers, qui s'appliquent notamment aux chiens gardés ou liés à une attache de retenue à l'extérieur, aux animaux sauvages en captivité, aux enclos pour les animaux sauvages en captivité, aux primates et aux mammifères marins en captivité. La Loi énonce également des interdictions de provoquer ou de ne pas agir en cas de détresse d'un animal.

La Loi confère aux inspecteurs du bien-être des animaux des pouvoirs leur permettant de s'assurer du respect de la Loi et de protéger les animaux, dont les suivants :

- Le pouvoir d'inspecter afin de déterminer si les entreprises et les organisations se conforment aux normes de soins relatives aux animaux énoncées par la Loi. Cela inclut le pouvoir de pénétrer dans les maisons d'habitation avec un mandat et de pénétrer dans d'autres locaux sans mandat, selon des protocoles normalisés.
- Lorsque les animaux sont en situation de détresse, les inspecteurs ont le pouvoir d'agir comme suit :
 - Demander des mandats afin d'enquêter sur des infractions et, dans certains cas, d'enquêter sur un lieu (autre qu'une maison d'habitation) sans mandat.
 - Émettre des ordonnances écrites aux propriétaires de chien concernant les soins à apporter à un animal (c'est-à-dire préciser les mesures que le propriétaire doit prendre pour soulager l'animal de sa détresse).
 - Retirer ou saisir un animal.
 - Faire euthanasier un animal avec le consentement du propriétaire ou dans le cas où un vétérinaire l'exige comme étant la solution la plus humaine.
- Lorsque les animaux sont en situation de détresse profonde, les inspecteurs ont le pouvoir de :
 - Pénétrer dans les maisons d'habitation avec un mandat, ou sans mandat si le délai nécessaire à l'obtention d'un mandat peut avoir pour conséquences de graves blessures ou la mort de l'animal.
 - Pénétrer dans d'autres lieux (qui ne sont pas des maisons d'habitation) sans mandat.
- Le pouvoir de demander à une personne accusée d'infraction de s'identifier. Si la personne refuse de s'identifier, un agent de police a le pouvoir de l'arrêter. Si la personne refuse et tente de partir, et dans le cas où un agent de police n'est pas en mesure d'intervenir à temps, un inspecteur du bien-être des animaux a alors le pouvoir de l'arrêter.

[L'article 60](#) de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* stipule que les agents de police et les agents des Premières Nations ont le droit, en vertu de la Loi, d'exercer certains pouvoirs d'un inspecteur du bien-être des animaux, s'ils décident de le faire.

Concernant l'application de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* au sein d'une Première Nation, le ministère du Solliciteur général (le Ministère) respecte le fait que les communautés autochtones ont le pouvoir d'adopter leurs propres règlements en matière de bien-être des animaux et de les faire appliquer au sein de la communauté sans l'intervention du Ministère. Le Ministère, par l'intermédiaire des Services de protection des animaux, a établi un partenariat avec certaines collectivités autochtones afin de procéder à des inspections relatives au bien-être des animaux au sein de la communauté. Les inspecteurs provinciaux du bien-être des animaux sont disponibles pour offrir un soutien sur demande aux collectivités des Premières Nations.

9. Quelles mesures sont prises si une Première Nation refuse d'appliquer la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* au sein de sa collectivité?

Les Services de protection des animaux effectuent des inspections et des enquêtes en s'appuyant sur des plaintes qui allèguent qu'un animal est en situation de détresse. Si une plainte est déposée concernant un animal vivant au sein d'une collectivité des Premières Nations, les Services de protection des animaux s'entreprendront avec les dirigeants de la Première Nation avant de prendre des mesures visant à faire appliquer la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* au sein de la collectivité. Le Ministère respecte également le fait que les collectivités des Premières Nations ont le droit de régler les problèmes au sein de la collectivité sans l'intervention du Ministère et en se basant sur leur propre règlement municipal en matière d'animaux.

Le Ministère et les Services de protection des animaux croient fermement que les discussions et les échanges avec les collectivités de Premières Nations représentent une étape décisive pour expliquer comment la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* peut protéger les animaux dans l'ensemble de l'Ontario. Ils feront tout leur possible pour entretenir des partenariats permettant l'application de la législation sur la protection des animaux et visant à l'amélioration de leur bien-être.

10. Les Premières Nations ont-elles participé au processus d'élaboration de ces nouvelles normes?

Le Ministère a offert la possibilité aux Premières Nations, aux Métis et aux Inuits de participer à l'élaboration de ces nouvelles normes. Au cours de la période d'affichage de 45 jours au Registre de la réglementation de l'Ontario, le Ministère a également reçu un certain nombre d'observations émanant du public, y compris des points de vue provenant de membres des Premières Nations.

Renseignements pour les municipalités

**11. Quelles seront les répercussions des nouvelles normes sur les municipalités?
Qu'en est-il des règlements municipaux qui encadrent les soins aux chiens
gardés à l'extérieur?**

Les nouvelles normes n'entraîneront pas d'exigences supplémentaires pour les services municipaux d'application des règlements. Advenant un conflit entre un règlement municipal et les normes modifiées, c'est l'[article 67 de la Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux](#) qui s'applique. Cet article établit qu'en cas d'incompatibilité entre une disposition de la Loi ou d'un de ses règlements et d'un règlement municipal portant sur le bien-être des animaux et la prévention des actes de cruauté à leur égard, la disposition qui offre la plus grande protection aux animaux prévaut.

Définitions

**12. Dans la définition d'un chien gardé à l'extérieur, que signifie l'expression
« sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien »?**

Concernant la définition d'un chien gardé à l'extérieur, l'expression « sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien » décrit une situation où le propriétaire n'est pas physiquement présent à l'extérieur avec le chien (le fait de surveiller régulièrement le chien par une fenêtre ne constitue pas une présence physique à l'extérieur avec le chien).

**13. Dans quelles circonstances un chien est-il considéré comme étant « à
l'intérieur »? N'importe quel bâtiment peut-il constituer un « intérieur »
(indépendamment du type, de la taille, du niveau d'isolation, de la
température), comme une grange ou une remise non chauffée?**

Le règlement n'utilise pas l'expression « à l'intérieur » et ainsi, ne contient pas sa définition. Toutefois, le règlement aborde les installations considérées comme un abri adéquat pour un chien gardé à l'extérieur. Ainsi, le règlement exige un abri qui répond à certaines exigences énoncées dans le règlement, sauf s'il s'agit d'un chien de garde de bétail ou d'un chien qui a facilement accès à un bâtiment structurellement solide qui, à ce moment-là, est utilisé pour abriter du bétail. Les recherches, l'expérience en matière d'application de la loi et les commentaires des intervenants indiquent que lorsque le chien a accès à une grange abritant du bétail, il est en mesure de profiter de chaleur et de protection.

14. Comment est défini le « risque excessif de détresse »?

La détresse est définie au [paragraphe 1 \(1\) de la Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux](#) comme l'état a) d'avoir besoin de soins convenables, d'eau, de nourriture ou d'un abri, b) d'être blessé ou malade, d'avoir mal ou de souffrir, ou c) d'être maltraité, d'être la victime de souffrances, de privations ou de négligence physiques ou psychologiques excessives.

Les inspecteurs du bien-être des animaux se livrent à des inspections, mènent des enquêtes et évaluent la détresse au cas par cas, en tenant compte du fait que chaque chien a des caractéristiques particulières et en évaluant les circonstances particulières à chaque situation. Les inspecteurs prennent en compte des facteurs tels que l'âge, l'état reproducteur, le comportement, l'état de santé ainsi que toutes les situations pouvant entraîner une exposition à un risque excessif de détresse.

Avant leur nomination, les inspecteurs du bien-être des animaux reçoivent une formation pour être capables d'identifier un animal en détresse. Dans le cas où ils ont besoin d'une confirmation supplémentaire, les inspecteurs peuvent également s'appuyer sur l'expertise d'un vétérinaire agréé.

15. Pourquoi la définition du « bétail » n'inclut-elle que les moutons, les porcs, les chèvres, les bovins, les chevaux, les mules, les poneys, les ânes ou les volailles?

Pour cette proposition de définition, le Ministère a consulté les intervenants du secteur agricole et les membres du public. Cette définition du bétail englobe les principaux types d'animaux que les chiens de garde de bétail sont susceptibles de protéger.

Chiens de garde de bétail

16. Pourquoi les propriétaires et les gardiens de chiens de berger et de chiens ayant accès à un abri pour bétail sont-ils exemptés de l'obligation de leur fournir un abri?

Le règlement prévoit deux exceptions à l'exigence de disposer d'un abri : pour les chiens de garde de bétail qui vivent avec le troupeau qu'ils protègent et pour tous les chiens qui ont accès à un bâtiment abritant du bétail. Les chiens de garde de bétail, c'est-à-dire les chiens dont on sait qu'ils appartiennent à une race généralement reconnue comme apte à protéger le bétail contre les prédateurs et vivant au sein du troupeau de bétail qu'ils défendent, n'ont pas besoin d'un abri pour chiens. Les chiens de berger sont élevés dans le but de protéger le bétail des prédateurs. Puisqu'ils vivent avec le troupeau qu'ils défendent, ils bénéficient déjà d'une certaine protection contre les éléments et d'un abri au sein du groupe ; par exemple, ils peuvent se placer au centre du troupeau pour se mettre à l'abri du vent. Il n'est pas non plus nécessaire de fournir un abri aux chiens qui ont accès à une structure où se réfugie le bétail, comme une étable, parce qu'ils peuvent s'y abriter pour se protéger et profiter de la chaleur des bêtes.

17. Comment les Services de protection des animaux peuvent-ils déterminer si un chien est un chien de garde de bétail (c'est-à-dire « appartenant à une race généralement reconnue comme apte à protéger le bétail contre les prédateurs »)?

Les inspecteurs du bien-être des animaux sont formés pour identifier les races de chiens qui ont été historiquement utilisées comme chiens de garde de bétail. Un chien de garde de bétail vit avec le troupeau qu'il s'efforce de protéger. Lors des inspections sur place, les inspecteurs observeront le comportement du chien afin d'évaluer s'il remplit ses fonctions de protection du troupeau contre les prédateurs (par exemple, si le chien est lié à une attache de retenue à distance du troupeau ou séparé en continu du troupeau). Les inspecteurs entretiendront une conversation avec le propriétaire ou le gardien afin d'aider à déterminer avec plus de précision si le chien remplit effectivement son rôle de garde de bétail.

18. Comment l'obligation de fournir une protection contre les animaux prédateurs s'applique-t-elle aux chiens de garde de bétail?

L'exigence relative à la protection contre les animaux prédateurs ne s'applique que lorsqu'un chien, y compris un chien de garde de bétail, est gardé à l'extérieur dans un enclos d'habitation, et requiert une « protection raisonnable » contre les prédateurs ou d'autres animaux qui pourraient lui nuire.

Exigences en matière d'attache

19. Aux fins du respect de l'exigence selon laquelle tout chien lié à une attache de retenue pendant 23 heures d'une période de 24 heures doit être détaché pendant une période continue d'au moins 60 minutes, que signifie « détaché »?

L'exigence du paragraphe 4 (1) des nouvelles normes est que tout chien lié à une attache de retenue à l'extérieur pendant 23 heures d'une période de 24 heures, que ces 23 heures soient consécutives ou non, doit être détaché pendant une période continue d'au moins 60 minutes pour lui permettre de faire de l'exercice et des activités d'enrichissement. Pour satisfaire à cette exigence, le propriétaire ou le gardien peut laisser le chien dans un enclos d'activité (ou dans un enclos d'habitation, à condition qu'il soit suffisamment grand pour lui permettre de se défouler). Le temps détaché peut aussi servir à faire de l'exercice ou une promenade avec le chien tenu en laisse (au sens du Règl. de l'Ont. 444/19, une laisse tenue en main ne constitue pas une attache de retenue, puisqu'elle n'est pas liée à un objet fixe).

20. Pour quelle raison est-il interdit de lier une femelle en chaleur gardée à l'extérieur à une attache de retenue ?

Les recherches, l'expérience en matière d'application de la loi et les commentaires des intervenants indiquent que les femelles en chaleur liées à l'extérieur à une attache de retenue courent un plus grand risque d'être victime de l'agressivité des chiens mâles et de subir des blessures potentiellement graves ou même la mort.

Exigences en matière d'enclos d'habitation

21. Pouvez-vous préciser les exigences relatives à la taille minimale des enclos d'habitation ?

Les nouvelles normes de soins établissent les exigences minimales en matière de superficie de l'enclos d'habitation pour un chien gardé à l'extérieur, en fonction de la taille du chien (mesurant du sol aux épaules quand il se tient debout à pleine hauteur). Les exigences minimales en matière de taille sont les suivantes :

Tableau 1 : Exigences en matière de taille minimale de l'enclos d'habitation

Hauteur » à « Hauteur du chien — mesurée à l'épaule (cm)	Superficie de l'enclos d'habitation (m²)
70 ou plus	15
>= 40 à <70	10
>= 20 à <40	6
Moins de 20	4

Si plusieurs chiens sont gardés dans un enclos d'habitation, celui-ci doit comporter au moins la superficie prévue par le tableau 1 ci-dessus qui correspond au chien le plus grand gardé dans l'enclos, avec en plus au moins 1,5 mètre carré par chien additionnel qui y est gardé. Il n'est pas nécessaire de disposer d'une superficie supplémentaire de 1,5 mètre carré pour chaque chien additionnel s'il a moins de 12 semaines et qu'il est gardé avec sa mère ou sa mère de substitution dans un enclos d'habitation.

L'échelle de taille des enclos se base sur les recommandations de l'Association canadienne des médecins vétérinaires (ACMV) contenue dans l'ouvrage de 2018 *Code de pratiques recommandées aux chenils du Canada* (3^e édition) (« Code des chenils de l'ACMV ») relatives à l'espace minimal des enclos primaires. Le Code est considéré à l'échelle nationale comme une pratique exemplaire.

Exigences en matière d'abri

22. Chaque chien doit-il avoir sa propre niche ou plusieurs chiens peuvent-ils partager une même niche ?

Le règlement n'exige pas que chaque chien dispose de son propre abri. Il exige uniquement que chaque chien gardé à l'extérieur ait, en tout temps, un accès facile à un abri qui satisfasse aux exigences du règlement. L'abri doit offrir suffisamment d'espace pour permettre à tous les chiens qui utilisent régulièrement cet abri de se retourner, de s'allonger en ayant les pattes complètement étendues et de se tenir debout en ayant leur tête à une hauteur normale lorsqu'ils occupent tous l'abri en même temps.

Le règlement stipule également que, si plusieurs chiens qui sont gardés à l'extérieur sont hébergés dans le même enclos, le propriétaire ou le gardien des chiens doit veiller à ce que les chiens agressifs envers d'autres chiens ne soient pas placés avec des chiens incompatibles

23. Concernant l'exigence selon laquelle un abri pour chiens doit être « d'une taille et d'une conception qui permettent à tous les chiens qui utilisent régulièrement l'abri de s'allonger en ayant les pattes complètement étendues », que signifie l'expression « s'allonger en ayant les pattes complètement étendues » ?

L'objectif de cette exigence est de s'assurer que le chien ait un accès facile à l'abri et qu'il pourra l'utiliser afin de favoriser son confort et les conditions propices au repos et au sommeil.

24. L'ajout d'une porte à un abri pour chiens représente-t-il une forme d'« obstacle » du passage pour le chien ?

La porte d'un abri pour chiens n'est pas considérée comme un « obstacle », à condition qu'elle n'empêche pas le chien de pénétrer dans l'abri (par exemple, un battant de porte).

25. Y-a-t-il une distance réglementaire entre la niche et le chien ?

Le règlement ne précise pas à quelle distance la niche doit se trouver du chien. Le règlement exige cependant que le chien ait un accès à la niche lorsqu'il est gardé à l'extérieur.

Exigences en matière d'eau

26. Quels sont les outils disponibles pour maintenir l'eau non gelée, même par températures hivernales froides ?

Même par températures hivernales froides, il existe différents outils ou différentes méthodes permettant d'empêcher l'eau de geler. Les bols chauffants à fil et les bols chauffants rechargeables sans fil permettent de conserver une eau non gelée, même lorsque les températures tombent en dessous de zéro. On peut également utiliser des bols d'eau chauffés à l'énergie solaire, des couvertures chauffantes, des dégivreurs ou des chauffeuses. D'autres approches sont possibles et peuvent également permettre

au chien de disposer d'eau non gelée en permanence, comme la construction de boîtes isolées autour des bols d'eau ou l'installation de récipients plus grands et plus profonds. Avant d'acheter des produits ou des outils, les propriétaires de chien doivent se renseigner afin de s'assurer que ces produits sont sécuritaires et appropriés pour leur animal, et ce, en fonction de ses habitudes, de son tempérament et de son comportement. Les propriétaires doivent également effectuer des recherches et trouver des produits ou des outils qui répondent aux normes de sécurité électrique. Si l'outil utilisé pour empêcher l'eau de geler est équipé de cordons électriques, assurez-vous que ces cordons ont un revêtement (par exemple, un revêtement en acier) afin d'éviter que le chien ne les mâchonne, et ainsi, qu'il risque de s'électrocuter.

Exigences en matière d'accès à une zone d'ombre

27. Il n'y a pas d'exigence relative à l'accès à une zone d'ombre pour les chiens liés à une attache de retenue ou les chiens gardés dans un enclos d'habitation. S'agit-il d'un oubli?

L'obligation de fournir un accès à une zone d'ombre s'applique à tout chien gardé à l'extérieur de façon continue pendant 60 minutes ou plus, sans être en présence physique de son propriétaire ou de son gardien. Cette exigence s'applique à tous les chiens gardés à l'extérieur, y compris lorsqu'ils sont liés à une attache de retenue ou confinés dans un enclos.

Application des règlements

28. Qui est responsable de l'application des nouvelles normes de soins?

Ce sont les Services relatifs au bien-être des animaux qui s'occuperont de faire appliquer les nouvelles normes ; ils sont déjà responsables de l'application de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* et de ses règlements. Les inspecteurs provinciaux réalisent des inspections et des enquêtes et répondent aux signalements d'animaux en détresse. Ils travaillent aussi à sensibiliser la population aux pratiques exemplaires de soin des animaux.

29. Comment les inspecteurs provinciaux du bien-être animal feront-ils respecter ces nouvelles normes?

Comme première étape de l'application des normes de soins et afin d'encourager le respect des règlements, les inspecteurs s'efforceront de fournir des conseils et de l'information aux propriétaires et aux gardiens de chiens gardés à l'extérieur. Afin de fournir davantage de renseignements au propriétaire de l'animal et ainsi l'inciter à se conformer aux exigences, un inspecteur peut entamer une conversation avec le propriétaire pour lui expliquer les exigences du règlement et sa responsabilité de s'y conformer.

Les inspecteurs du bien-être des animaux peuvent également faire appel à leur pouvoir discrétionnaire dans l'application des nouvelles normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur, en tenant compte des circonstances particulières à chaque situation et de leurs observations.

Au besoin, l'inspecteur peut également remettre au propriétaire de l'animal une lettre énonçant les exigences à respecter, notamment les exigences énoncées par le règlement et les conséquences en cas de non-respect de la législation. Enfin, si un animal est en situation de détresse, l'inspecteur peut rédiger un ordre en vertu de la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* pour que le propriétaire prenne des mesures adéquates visant à atténuer la détresse de l'animal. Si le propriétaire ne se conforme pas à l'ordonnance, la garde de l'animal peut lui être retirée ou le propriétaire peut recevoir une assignation à comparaître devant un tribunal provincial. Il est possible de faire appel d'une ordonnance et d'un retrait auprès de la Commission d'étude des soins aux animaux. Si un animal est retiré, le propriétaire est responsable des coûts des soins dispensés et nécessaires pour soulager la détresse de l'animal (par exemple, la nourriture, l'abri et les soins vétérinaires).

30. Les Services de protection des animaux prévoient-ils des freins et contrepoids si les inspecteurs provinciaux du bien-être animal reçoivent des plaintes répétées et non fondées au sujet d'un propriétaire ou d'un gardien de chien qui ne respecterait pas ces règles?

Lorsque le Centre d'appels pour la protection des animaux (CPA) reçoit plusieurs plaintes sur la même situation, il actualisera ses communications pour informer les plaignants, mais aussi les membres du public que la plainte a été enregistrée et qu'elle fait déjà l'objet d'une enquête. Par ce processus, le public est tenu informé que toute affaire faisant l'objet de plaintes multiples est examinée par un inspecteur du bien-être des animaux.

Si des plaintes multiples et non fondées sont reçues, l'inspecteur ou le superviseur régional peut contacter le plaignant pour vérifier si les renseignements qu'il a fournis sont crédibles et à jour, et si nécessaire, lui fournir de l'information.

Pénalités

31. Quelles sont les peines prévues pour les personnes qui manqueront aux normes actualisées (ex. : amende, emprisonnement)?

Les personnes qui [contreviendront aux normes de soins et aux exigences administratives](#) s'exposent aux peines suivantes :

- Un particulier est passible d'une amende maximale de 75 000 \$ ou d'un emprisonnement maximal de six mois, dans le cas d'une première infraction, et

d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an en cas de récidive.

- Une personne morale est passible d'une amende maximale de 100 000 \$, dans le cas d'une première infraction, et de 250 000 \$ en cas de récidive.

Comme première étape de l'application des normes de soins et afin d'encourager le respect des règlements, les inspecteurs s'efforceront de fournir des conseils et de l'information aux propriétaires et aux gardiens de chiens gardés à l'extérieur. Les inspecteurs du bien-être des animaux peuvent également faire appel à leur pouvoir discrétionnaire dans l'application des nouvelles normes de soins pour les chiens gardés à l'extérieur, en tenant compte des circonstances particulières à chaque situation et de leurs observations.

32. Comment puis-je signaler une infraction aux nouvelles normes?

Si vous croyez être témoin d'une violation des normes, après leur entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2022, ou si un animal vous semble en détresse, communiquez avec le Centre d'appels pour la protection des animaux, au 1 833 9ANIMAL (1 833 926-4625). Ce service est ouvert en tout temps. En téléphonant au Centre, vous contribuez au triage rapide et adéquat des dossiers. Veuillez noter que le personnel ne peut pas divulguer d'information sur les appels reçus ni le statut des enquêtes en cours.



The Corporation of the Town of Aylmer
46 Talbot Street West, Aylmer, Ontario N5H 1J7
Office: 519-773-3164 Fax: 519-765-1446
www.aylmer.ca

August 4, 2022

Honourable Sylvia Jones
Minister of Health and Deputy Premier
Sylvia.Jones@pc.ola.org

Re: Warming and Cooling Centre Policy

Dear Honourable Sylvia Jones,

At their meeting of July 13, 2022, Aylmer Town Council adopted the following resolution regarding a request for increased federal and provincial funding for Health Units to develop uniform and comprehensive local responses to extreme heat and cold events:

That Report CAO 49-22 entitled Warming and Cooling Centre Policy, be received for information; and

That Council approve adoption of the Warming and Cooling Centre Policy; and

That Council request increased federal and provincial funding for Health Units to develop uniform and comprehensive local responses to extreme heat and cold events; and,

That a copy of this resolution be sent to the Minister of Environment and Climate Change, Minister of Health Canada, Minister of Natural Resources and Forestry Ontario, Ontario Minister of Health, Ontario municipalities and the Southwestern Public Health Unit.

Thank you,

Owen Jaggard
Deputy Clerk / Manager of Information Services | Town of Aylmer
46 Talbot Street West, Aylmer, ON N5H 1J7
519-773-3164 Ext. 4913 | Fax 519-765-1446
ojaggard@town.aylmer.on.ca | www.aylmer.ca

Cc:
Honourable Steven Guilbeault, Minister of Environment and Climate Change
Honourable Jean-Yves Duclos, Minister of Health

Honourable Graydon Smith, Minister of Natural Resources and Forestry Ontario,
Ontario Municipalities

Delivered by email to: Sylvia.Jones@pc.ola.org; Steven.Guilbeault@parl.gc.ca;
hcmminister.ministresc@hc-sc.gc.ca, Graydon.Smith@pc.ola.org



July 22, 2022

Premier Doug Ford
Legislative Building
Queen's Park
Toronto ON M7A 1A1

Dear Premier Ford:

Re: Physician Shortages in Ontario

Ontario has one of the most revered health care systems in the world. The residents of Ontario have been fortunate to have access to medical professionals from all branches of the medical field.

Our Province continually monitors the needs of its citizens and strives to make progressive changes to continue to meet the needs of Ontarians. Evidence of this progressive action on the part of the government was the identification of the shortage of Personal Support Workers. Recognizing the vital role that they play in health care, the Province supported Ontario colleges in providing free tuition for students who agreed to study for and become Personal Support Workers. We applaud the Province for this progressive action.

Like many municipalities, we have noticed that as each year goes by, we begin to see fewer physicians. The shortage is becoming alarming as we hear daily that many people are without a physician and do not have access to a primary medical care giver. The shortage of physicians is reaching our hospital emergency rooms as many in our rural communities are forced to close periodically as there are no physicians to staff them.

Another issue which is exacerbating the physician shortage is the limited spaces available in Canadian Universities for medical school and in residency programs. Increases to the number of students who are accepted could go a long way to ensure that more students graduate and become contributing physicians in our communities.

A third issue that causes concern is the seemingly onerous process for foreign and international physicians to become accredited to practice in Ontario. We have had interactions with individuals who have come to our community and are accomplished physicians but are not able to practice in Ontario as they at times cannot afford the cost for accreditation and in other instances, the process is quite lengthy meaning that they must take other positions, outside of their field, thus wasting their talent.



TOWN OF
SOUTH BRUCE PENINSULA

The Town of South Bruce Peninsula has seriously contemplated all of these issues and has taken steps to address the shortage experienced in our community. Council has monetarily supported a local Physician Recruitment Committee and has held money in reserves to assist with the hiring of a recruiter and to be used to assist new physicians requiring funds to set up an office and find housing.

We are reaching out to you to ask for your assistance in addressing the physician shortage. We would like to see subsidy opportunities for students who commit to becoming practicing physicians and would expect that the Province would put protective measures in place to ensure that students receiving funding commit to practicing in Ontario. We would support an expedited accreditation process for foreign physicians. We would encourage the increase of additional student spaces in medical school and residency programs.

The Town of South Bruce Peninsula is not alone in its convictions to address the physician shortages. We welcome you to contact us directly to have conversations about how all levels of government can work together to end this shortage.

Yours very truly,

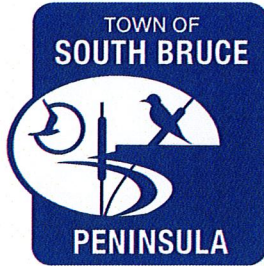
Mayor Janice Jackson

janice.jackson@southbrucepeninsula.com

519-534-1400 ext 200

Enclosure (1)

cc: Hon. Sylvia Jones, Minister of Health and Long-Term Care sylvia.jones@pc.ola.org
Rick Byers, MPP, Bruce Grey Owen Sound rick.byers@pc.ola.org
Hon. Stephen Lecce, Minister of Education stephen.lecce@pc.ola.org
Prime Minister Justin Trudeau justin.trudeau@parl.gc.ca
Hon. Jean-Yves Duclos, Minister of Health jean-yves.cuclos@parl.gc.ca
Alex Ruff, MP, Bruce Grey Owen Sound alex.ruff@parl.gc.ca
All Municipalities in Ontario
College of Physicians and Surgeons of Ontario feedback@cpso.on.ca



Excerpt from Council Meeting Minutes – July 19, 2022

23. Notice of Motion – Mayor Jackson – Physician Subsidy

Mayor Jackson explained the meeting with the Physician Recruitment Committee and how a retired recruiter is willing to help the Committee but that we need to support medical students. The motion would be forwarded to the Minister, the Premier, the Prime Minister and all Ontario municipalities.

Discussion included the closing of hospital ERs, people without family doctors, the difficulty for professionals to obtain accreditation to work in our Province, having levels of accreditation to relieve pressure, community health models including nurse practitioners, ideas that the recruiter has and how she recruited 77 doctors.

R-266-2022

It was **Moved** by J. Jackson, **Seconded** by K. Durst and **Carried**

Whereas the Province of Ontario and particularly rural areas such as South Bruce Peninsula, are experiencing a severe shortage of physicians, leaving many people without access to medical care;

And whereas when the Province of Ontario realized the shortage of Personal Support Workers, they took progressive action to support Ontario colleges to provide free tuition for students who agreed to enter into this field of study and work;

And whereas it is recognized that the education costs for a physician can be a deterrent for students contemplating entering the medical field;

And whereas the Town of South Bruce Peninsula has taken steps to support the recruitment of physicians by earmarking money to hire a recruiter, by monetarily supporting a recruitment Committee and by providing money for new physicians to use to set up office space and for housing;

Now therefore be it resolved that the Town of South Bruce Peninsula respectfully requests that the Province of Ontario and Government of Canada recognizes that the shortage in health care workers is not unique to Personal Support Workers but is also relevant to physicians including specialists and general practitioners;

And that in order to support Ontario municipalities and their residents, the Provincial and Federal Governments take steps to provide support and subsidy to students entering

medical school with the intention of becoming practicing physicians in the Province of Ontario and particularly in underserved rural and northern municipalities;

And that the Provincial and Federal Governments work with Canadian universities to increase the number of students accepted into medical school and residency programs;

And that the Province expedites the accreditation process for foreign medical practitioners ;

And further that the Town of South Bruce Peninsula supports whatever protective measures the Provincial and Federal Governments place on the subsidy given to ensure that the students receiving the funding become practicing physicians in the Province of Ontario.



The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's
Park
Toronto, ON M7A 1A1
VIA EMAIL:
premier@ontario.ca

Township of Puslinch
7404 Wellington Road 34
Puslinch, ON N0B 2J0
www.puslinch.ca

July 21, 2022

RE: Consent Agenda item 6.8 Town of East Gwillimbury - Resolution -Summary and Implications of Provincial Bill 109 More Homes for Everyone Act, 2022 and 6.9 Township of West Lincoln - Summary and Implications of Provincial Bill 109 - More Homes for Everyone Act, 2022

Dear Premier,

Please be advised that Township of Puslinch Council, at its meeting held on July 13, 2022 considered the aforementioned topic and subsequent to discussion, the following was resolved:

Resolution No. 2022-234:

Moved by Councillor Sepulis and
Seconded by Councillor Bulmer

That the Consent Agenda item 6.8 and 6.9 listed for JULY 13, 2022 Council meeting be received; and

Whereas the Township of Puslinch is in receipt of correspondence from the Town of East Gwillimbury, dated June 15, 2022, and from West Lincoln Township Council dated June 28, 2022 requesting the Government of Ontario to revisit the provisions of Bill 109 and work with all stakeholders, including municipalities represented by the Association of Municipalities of Ontario to deliver legislation that allows municipalities to plan, grow and deliver communities that adhere to local, provincially-approved Official Plans, rather than strict statutory timelines;

Be it resolved that Council receives and supports the request and,



That, a copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing, Regional Chairs in Ontario, the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities.

CARRIED

As per the above resolution, please accept a copy of this correspondence for your information and consideration.

Sincerely,
Courtenay Hoytfox
Municipal Clerk

CC:

The Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing steve.clark@pc.ola.org
Regional Chairs in Ontario
Association of Municipalities of Ontario (AMO) amo@amo.on.ca
All Ontario Municipalities

June 15, 2022

Sent via email: premier@ontario.ca

Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto ON M7A 1A1

Dear Premier Ford:

Re: Summary and Implications of Provincial Bill 109: More Homes for Everyone Act, 2022

For your information and records, at its electronic meeting held on June 7, 2022 the Council of the Town of East Gwillimbury enacted as follows:

WHEREAS the Town of East Gwillimbury is Canada's fastest growing municipality (with more than 5,000 residents) according to 2021 Census Canada data; and

WHEREAS the Council of the Town of East Gwillimbury has significant concerns regarding the impact of Bill 109 on the community planning process, and the ability of municipalities to deliver on initiatives to address housing supply and attainability, and

WHEREAS the refund provisions in Bill 109 will result in existing taxpayers subsidizing development applications as well as lost revenue and increased staff costs for municipalities; and

WHEREAS the prescription of what constitutes a complete application does not address differing levels of complexities and the unique circumstances and diverse landforms that exist across the province, nor does it recognize the collaborative process and relationships between parties that deliver results for municipalities; and

WHEREAS limiting conditions on Draft Plan of Subdivision does not address the unusual and often challenging circumstances best understood by local municipal staff and elected officials;

Town of East Gwillimbury

19000 Leslie Street, Sharon, Ontario L0G 1V0 | 905-478-4282 | Fax: 905-478-2808

www.eastgwillimbury.ca

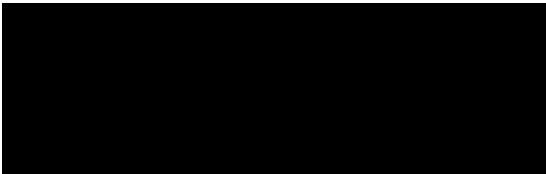
BE IT THEREFORE RESOLVED THAT the Council of the Town of East Gwillimbury requests that Government of Ontario revisit the provisions of Bill 109 and work with all stakeholders, including municipalities represented by the Association of Municipalities of Ontario to deliver legislation that allows municipalities to plan, grow and deliver communities that adhere to local, provincially-approved Official Plans, rather than strict statutory timelines; and

THAT a copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, MPP Caroline Mulroney, the Minister of Municipal Affairs and Housing, all York Region Mayors and Regional Chairs in Ontario; and

THAT a copy of this Motion be sent to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities for their consideration.

If you have any further questions, feel free to contact the undersigned.

Yours truly,



Tara Lajevardi, Hon.B.A.
Municipal Clerk

cc: The Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing
The Honourable Caroline Mulroney, MPP York – Simcoe
York Region Mayors and Regional Chairs
Association of Municipalities Ontario
All Ontario municipalities

CLERK'S DEPARTMENT

June 28, 2022

Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON
M7A 1A1

Dear Premier Ford:

Re: Summary and Implications of Provincial Bill 109: More Homes for Everyone Act, 2022

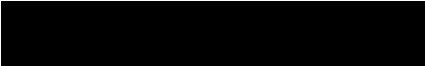
This correspondence is to confirm that on June 27, 2022, West Lincoln Township Council adopted the following resolution regarding the Summary and Implications of Provincial Bill 109: More Homes for Everyone Act, 2022

That, the correspondence from the Town of East Gwillimbury, dated June 15, 2022, requesting the Government of Ontario to revisit the provisions of Bill 109 and work with all stakeholders, including municipalities represented by the Association of Municipalities of Ontario to deliver legislation that allows municipalities to plan, grow and deliver communities that adhere to local, provincially-approved Official Plans, rather than strict statutory timelines; be received and supported; and,

That, a copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, MPP Caroline Mulroney, the Minister of Municipal Affairs and Housing, Regional Chairs in Ontario, the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities

If any further information is required, please contact the undersigned at 905-957-5136.

Yours truly,


Joanne Scime
Clerk

cc. The Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing
The Honourable Caroline Mulroney, MPP York-Simcoe
Regional Chairs in Ontario
AMO
All Ontario Municipalities